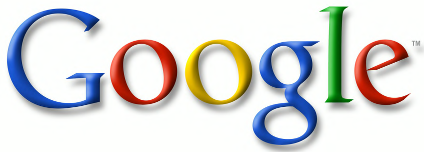


MES

NIR

UIE



BIBLIOTHÈQUE CONTEMPORAINE

GABRIEL CHARMES

L'AVENIR DE LA TURQUIE

— LE PANISLAMISME —



PARIS
CALMANN LÉVY, ÉDITEUR
RUE AUBER, 3, ET BOULEVARD DES ITALIENS, 15
A LA LIBRAIRIE NOUVELLE

1882

L'AVENIR

DE LA TURQUIE

Tours. — E. Mazereau.

L'AVENIR

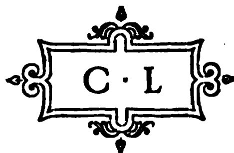
DE

LA TURQUIE

— LE PANISLAMISME —

PAR

GABRIEL CHARMES



PARIS
CALMANN LÉVY, ÉDITEUR
ANCIENNE MAISON MICHEL LÉVY FRÈRES
3, RUE AUBER, 3

1883

L'AVENIR DE LA TURQUIE

AVANT-PROPOS

La publication de ce livre a subi quelques retards. Depuis le moment où il a été écrit, la politique islamique du sultan s'est développée ; elle a eu, en Tripolitaine et en Égypte, des résultats tels que les dangers en sont devenus visibles à tous les yeux. Néanmoins, je crois que ces études qui en signalent les premières manifestations ne seront ni sans intérêt ni sans utilité. Je suivrai prochainement le mouvement islamique dans ses nouveaux progrès; je montrerai les conséquences qu'il a produites chez les na-

tions arabes ; je tâcherai d'en mieux faire connaître encore les origines, les tendances et les périls. Mais, avant de dire quel en a été le contrecoup en Asie et en Afrique, il est bon que j'en montre les effets à Constantinople. C'est à la Turquie surtout qu'il risque de faire du mal; c'est donc par rapport à la Turquie que je tiens à l'examiner d'abord.

Mon ambition, je l'avoue, serait d'attirer l'attention du public français sur une question d'une importance capitale, dont il s'est trop désintéressé jusqu'ici. Depuis 1830, la France est une grande puissance musulmane et la plus grande puissance arabe du monde, après la Turquie. Elle n'a pas l'air de s'en souvenir, bien que des événements aussi graves que la révolte du sud oranais et la campagne de Tunisie le lui aient cruellement rappelé. Pourtant, qu'elle y prenne garde! L'avenir de la Turquie, qui, jusqu'à nos jours, a été une de ses préoccupations principales, la touche aujourd'hui plus que jamais. Jadis la Turquie n'était pour elle qu'un élément de l'équilibre général de l'Europe; désormais elle est de plus un élément de sa puissance en Afrique. Toutes les ré-

volutions ou plutôt toutes les évolutions religieuses qui agitent le monde musulman ont dans nos possessions africaines un contre-coup direct, profond. Nous ne saurions rester indifférents à la prétention qu'a le sultan d'être calife; car, si cette prétention est justifiée, les cinq millions de musulmans auxquels nous commandons en Algérie et en Tunisie sont, en dehors et au-dessus de nous, sous l'action d'une autorité spirituelle et politique qui s'impose à leurs consciences aussi bien qu'à leurs volontés. Pense-t-on que ce soit là un péril sans gravité? pense-t-on qu'il soit permis de le dédaigner sans imprudence?

On a inventé depuis quelques années à Berlin le mot de « question de la Méditerranée ». L'expression est plus juste et plus complète que celle de question d'Orient. Sur la Méditerranée, l'orient et l'occident sont unis par un lien indissoluble : l'islamisme. Pour bien comprendre ce qui se passe à Alger ou à Tunis, il est important de savoir ce qui se passe à Constantinople. Le même courant moral circule le long des rives de la Méditerranée, depuis le Bosphore jusqu'au détroit de Gibraltar. Les quelques cheiks fanatiques qui se sont empa-

rés de l'esprit d'Abdul-Hamid et qui le bercent de l'illusion panislamique, si peu intéressants qu'ils soient par eux-mêmes, exerceront sans doute une influence décisive sur l'avenir du monde. C'est pourquoi leur œuvre mérite d'être mise en lumière. Je m'y suis appliqué et je m'y applique encore de mon mieux.

INTRODUCTION

LA GRÈCE ET LA TURQUIE EN 1881

Les études que je réunis ici et qui ont paru, à quelques mois d'intervalle, dans la *Revue des Deux Mondes*, conservent, si je ne m'abuse, un certain intérêt pour les personnes qui suivent avec attention les péripéties de la crise orientale. Cette crise est entrée depuis peu dans une phase nouvelle que j'ai essayé de caractériser et dont j'ai cherché à prévoir les conséquences. J'expliquerai plus loin le dessein que je me suis proposé en signalant avec quelque vivacité les périls nouveaux auxquels la politique du panislamisme expose l'empire ottoman. Je suis bien loin d'être un adversaire de la Turquie ; je regarde son existence, si précaire et

si tourmentée qu'elle soit, comme une garantie de la paix générale ; je voudrais espérer qu'elle se prolongera longtemps encore, et c'est en prévision des malheurs que sa chute risque d'entraîner, que je déplore amèrement les causes qui me paraissent de nature à la précipiter.

Les événements de l'année 1881 ont mis en lumière un changement profond opéré, depuis quelque temps déjà, dans la politique de l'empire ottoman. Ce changement, jusque-là fort peu sensible et qu'un petit nombre d'esprits politiques avaient seuls entrevu, a éclaté aux yeux de tous quand la Sublime Porte, contrairement à ses habitudes les plus invétérées, s'est décidée à livrer sans coup férir une de ses plus belles provinces à la Grèce. Rien n'était plus inattendu que cette résignation du gouvernement turc à la volonté de l'Europe. Les résistances que l'exécution de chacun des articles du traité de Berlin avaient rencontrées à Constantinople étaient trop conformes aux traditions ottomanes pour que personne s'en fût étonné. Mais comment expliquer la fin subite de ces résistances ? En attribuer le mérite à l'habileté de la diplomatie européenne eût été une singulière naïveté. Jamais, au contraire, la diplomatie européenne n'avait été plus maladroite que

dans le réglement de la question grecque ; jamais elle n'avait montré plus de faiblesse ; jamais elle n'avait laissé plus nettement entrevoir aux Turcs les divisions nombreuses qu'elle cherche à dissimuler sous un accord apparent. Le concert européen venait de manifester à Dulcigno un manque absolu d'harmonie. Il était clair qu'aucune puissance n'aurait consenti à jouer, en faveur de la Grèce, un rôle aussi malencontreux que celui qu'elles avaient joué toutes ensemble, en faveur du Monténégro. Le blocus de Smyrne, proposé par l'Angleterre, avait été repoussé à l'unanimité par les gouvernements. Une pression matérielle, un moyen de coercition quelconque contre la Turquie devenait impossible. C'était pour les cabinets une persuasion si profonde, qu'ils n'hésitaient pas à en informer la Grèce, et que tous leurs représentants arrivaient un à un à Athènes, à la suite des vacances d'été, pour avertir M. Coumoundouros de n'avoir à compter que sur lui-même. J'ai assisté à cette scène singulière qui par bien des côtés ressemblait à une comédie. Les Grecs, embarqués dans une aventure, armés de pied en cap pour la guerre, mais ne désirant en rien se battre, disaient à l'Europe : « C'est vous qui nous avez invités à préparer la lutte. Vous

serez obligés de la soutenir avec nous. » — Et les diplomates, parlant au nom de l'Europe, répondaient à qui mieux mieux : « N'en croyez rien ! Si vous voulez livrer la bataille, livrez-la tout seuls. Personne ne viendra à votre secours. » Ce langage était, de part et d'autre, d'une clarté, d'une sincérité parfaites. On en recueillait certainement l'écho à Constantinople; et, quand les ambassadeurs essayaient de faire la grosse voix en menaçant la Porte des foudres de l'Europe, il était facile de leur répliquer au moyen des nouvelles qu'on recevait d'Athènes. Toutes les tentatives internationales pour amener la Turquie à se soumettre avaient donc avorté. La conférence de Berlin n'avait produit que des promesses dépourvues de sanction ; les projets de démonstration navale, après une première épreuve, étaient tombés sous le ridicule ; le blocus des ports de l'Asie Mineure, imaginé par l'Angleterre, n'avait pas été pris plus au sérieux; la mission du général Thomassin et la proposition d'arbitrage, inventées par la France, avaient subi un sort analogue. Les Turcs n'avaient plus rien à craindre de l'Europe : elle avait employé contre eux toutes les armes de sa diplomatie sans en trouver une seule qui ne fût pas misérablement rouillée.

A défaut de l'Europe, la Turquie pouvait-elle éprouver quelque crainte du côté de la Grèce ? Je ne veux rien dire de désagréable pour un pays qui a été tour à tour l'objet d'apologies naïves et de critiques passionnées. On verra, dans l'étude que j'ai consacrée à l'état de la Grèce pendant les derniers mois de l'année 1880 et les premiers mois de l'année 1881, ce qu'il faut penser de la puissance militaire de ce petit royaume, et ce qu'aurait pesé son armée à côté de celle de la Turquie. Malgré les attaques très vives qu'elle m'a valu dans la presse grecque, j'ose espérer que cette étude paraîtra impartiale aux lecteurs européens. Il n'est pas facile, en parlant de la Grèce, de garder la juste mesure; j'ai fait tout ce que j'ai pu pour y arriver. Je crois être resté à égale distance de l'enthousiasme niais et du dénigrement systématique. J'ai évité aisément le premier. Il m'a été moins commode de ne pas tomber dans le second. Les Grecs, il faut en convenir, ont quelque raison de soutenir que, depuis une cinquantaine d'années, la mode a tourné contre eux. « La pauvre Grèce, a dit un écrivain spirituel, M. Julian Klaczko, connut au XIXe siècle les mêmes vicissitudes de faveur et de défaveur de l'étranger que lui fit déjà éprouver dans l'antiquité le peuple-roi. Elle vit les Mum-

mius succéder bientôt aux Flamininus ; — et, au fait, n'est-ce pas à l'occasion de l'affaire Pacifico et de l'humiliation sanglante qu'il infligea alors au malheureux gouvernement d'Athènes que lord Palmerston, l'héritier supposé des traditions de Canning, a prononcé son fameux *Civis romanus sum ?* Finlay ne fut pas le seul parmi ses compatriotes à brûler ce qu'il avait adoré, et à tracer, dans l'âge mûr, une histoire désenchantée et légèrement ironique de ce peuple, pour la délivrance duquel il avait, dans sa jeunesse, abandonné patrie, famille, fortune, affronté les traversées les plus périlleuses et bravé la mort. On sait les pamphlets et les contes spirituels, mordants et prodigieusement injustes qui, en France, ont remplacé les hymnes à Canaris, les tableaux pathétiques des *Femmes Souliotes* et du *Massacre de Scio*. Plus grave, plus pesante, plus consciencieuse dans sa science comme dans sa méchanceté, l'Allemagne se mit à détruire la légende hellénique dans ses fondements les plus mystérieux, les plus sacrés, et à dépouiller les habitants du Péloponèse et des îles de l'Archipel de leur dernier prestige, de la gloire qu'ils empruntaient à leur passé. Fallmerayer consacra toute une vie de labeurs et de voyages, une érudition sans pareille, un talent littéraire

des plus remarquables à la démonstration de cette thèse si originale que les néo-Grecs n'étaient que de faux Hellènes, qu'ils n'étaient que de misérables Slaves, et qu'ils n'avaient aucun droit à la succession splendide de Périclès et de Philopœmen. Il mesurait de son compas les traits de toute femme palicare que la malechance jetait sur son chemin, faisant le monde juge si c'étaient là les proportions d'une Vénus de Milo, et il éprouvait un ineffable plaisir à bien convaincre l'Europe qu'à l'instar de la Titania de Shakspeare, elle avait longtemps enlacé de ses bras amoureux une tête qui ne rappelait en rien l'Apollon du Belvédère, ni le Jupiter d'Otricoli. Comme si l'archéologie et l'esthétique étaient le *criterium* du droit des gens ; comme si, d'ailleurs, toute cette belle théorie, élaborée en haine des ambitions russes, ne pouvait être retournée aussi facilement, plus facilement encore, au profit de ces mêmes visées! Par quel étrange oubli, en effet, le général Ignatief a-t-il négligé d'invoquer la théorie de Fallmerayer, alors qu'à San-Stefano, il se mit à englober tant de contrées et de populations grecques dans la grande Bulgarie de ses rêves [1] ».

1. Julian Klaczko, *Les Évolutions du problème oriental* dans la *Revue des Deux Mondes* du 1er décembre 1878.

Le temps est passé de ces exagérations en sens contraires : l'apothéose et la satire sont épuisées également ; l'heure des études impartiales a sonné. Je me suis efforcé, pour mon compte, de donner l'exemple d'une modération dans les jugements auxquels les grecs n'ont point été habitués. J'ai dit sur eux la vérité ; non pas toute la vérité, car cela demanderait des volumes, mais du moins rien que la vérité. Il ne faudrait pas croire qu'il fût très facile de le faire au moment où j'écrivais. L'Europe traversait alors une période d'irritation assez vive, quoique assurément injuste, contre la Grèce. Persuadée que le gouvernement d'Athènes allait rallumer par ses imprudences l'incendie qui couve toujours en Orient, elle lui reprochait, on sait avec quelle sévérité, ce qu'elle appelait ses provocations. Elle oubliait que la politique maladroite de la conférence de Berlin était en grande partie responsable des témérités du gouvernement d'Athènes. Quand on a promis à un peuple d'admirables provinces, quand on lui a dit qu'elles lui appartenaient légitimement, est-on bien venu à vouloir l'empêcher d'essayer de les prendre ? La Grèce avait fait, au risque de se ruiner, des préparatifs militaires considérables. J'ai constaté le fort et le faible de son armée, et c'est en cela que

je lui ai peut-être rendu quelque service. On était en général si mal disposé pour les Grecs, qu'on ne voulait voir dans leurs troupes qu'un ramassis de brigands et de volontaires prêts à se disperser au premier feu; tandis qu'elles étaient composées de soldats excellents, auxquels, par malheur, les officiers faisaient défaut. Mais, si respectable que fût cette petite force, improvisée par le patriotisme hellénique sous l'inspiration d'une grande pensée nationale, il serait puéril de croire qu'elle causât à la Turquie la moindre appréhension. Un pays qui venait de soutenir avec honneur le choc de la Russie, qui avait tenu de longs mois l'empire des czars en échec devant Plewna, et dont l'orgueil militaire n'avait fait que croître au milieu de glorieuses défaites, devait, au contraire, éprouver une violente tentation de se venger de ses désastres par la punition de l'ennemi infime qui manifestait avec tant d'arrogance l'intention d'en profiter. N'était-ce pas l'occasion de montrer que ses blessures n'étaient pas mortelles, et qu'un mouvement de ce qu'on regardait comme son cadavre pouvait encore écraser ceux qui cherchaient à s'en partager les débris?

Tout semblait donc, vers la fin de l'hiver de 1880 à 1881, convier la Turquie à résister aux sollicita-

tions de l'Europe en faveur de la Grèce: elle n'avait rien à craindre de la part des puissances; elle avait tout à gagner contre la Grèce elle-même. Ses préparatifs militaires étaient faits. Depuis plusieurs mois, les revenus de l'Empire, enlevés aux administrations publiques et aux créanciers, étaient versés intégralement dans la caisse du séraskiérat. L'armée qui n'a point été licenciée en dépit de la pénurie du Trésor, à la suite de la guerre turco-russe, était au complet; les munitions ne lui manquaient pas, le désir de se battre non plus. Rien n'aurait été aussi populaire en Turquie qu'une guerre contre la Grèce. Ç'eût été une revanche éclatante des nombreux échecs subis par l'islam depuis le commencement de ce siècle. Rapporter la servitude dans le pays qui le premier a fait triompher la liberté, quelle tentation ! Et le succès n'était pas douteux. La Grèce n'avait que quelques bataillons à opposer aux armées turques; sous la conduite d'un général habile, tel que Mouktar pacha par exemple, celles-ci pouvaient en quelques semaines aller camper au pied de l'Acropole; elles l'auraient fait plus vite encore, si l'Europe eût permis un débarquement ; car, malgré leur génie maritime, les Grecs n'étaient pas en mesure de résister aux magnifiques cuirassés

turcs. La séduction était forte; le sultan Abdul-Hamid semblait sur le point d'y céder. Depuis quelque temps, il ne songeait qu'à la lutte, il ne se préoccupait que de ses armements. Pour comble de précautions, il avait poussé la prudence jusqu'à faire construire dans les Dardanelles des batteries nouvelles. Il semblait que tout fût prêt à une action violente lorsque brusquement, au moment où l'on s'y attendait le moins, la Porte, qui s'était buttée avec tant d'énergie contre les tentatives précédentes de la diplomatie européenne, qui n'avait même pas hésité à braver les démonstrations matérielles des puissances, s'est montrée pleine de condescendance envers une conférence d'ambassadeurs sans instructions, et a cédé, sur sa demande, à la Grèce la plus riche province de ses possessions européennes et d'admirables positions stratégiques dans une province voisine. L'Europe y comptait si peu, qu'elle avait en quelque sorte livré ses représentants à eux-mêmes, qu'elle avait laissé ses ambassadeurs à Constantinople libres de se tirer comme ils pourraient d'une situation inextricable, qu'elle ne leur avait donné aucun mandat déterminé. C'était un essai désespéré de conciliation : à l'étonnement universel, il a obtenu un éclatant succès !

Il serait trop long, et surtout trop en dehors de mon sujet, d'apprécier les avantages de la nouvelle frontière accordée aussi bénévolement à la Grèce. Cette frontière diffère sans doute de celle qu'avait tracée la conférence de Berlin ; mais elle dépasse de beaucoup ce que la Grèce pouvait raisonnablement attendre de la Turquie, sinon lui demander. Elle comprend, on le sait, la Thessalie tout entière; c'est-à-dire, je le répète, la plus belle, la plus féconde des provinces qui restaient encore à l'empire ottoman dans son territoire européen. La Grèce, à laquelle faisaient défaut jusqu'ici les moyens de devenir une puissance agricole et qui soupirait en vain après les ressources d'un impôt foncier pour venir en aide à son Trésor obéré, n'aura plus d'excuses désormais si elle persiste à consacrer uniquement son activité à l'industrie, à la banque, à la marine. A part quelques vallées riantes, mais étroites, quelques plaines fertiles, mais peu étendues, elle ne possédait que des rochers délicieux de forme et de couleur sous un ciel lumineux, mais d'une déplorable stérilité, et une côte merveilleuse qui semblait l'inviter aux aventures des voyages et des commerces lointains. La voilà maîtresse des champs les plus riches ! Si elle ne sait point en tirer d'abondantes moissons, c'est

elle, elle seule, qu'elle devra en accuser. Il faut souhaiter qu'ajournant ses rêves ambitieux, elle prouve à l'Europe qu'elle était digne de grandir par la manière dont elle profitera d'un premier agrandissement. Est-ce à dire qu'elle doive renoncer à tout jamais aux espérances qu'elle avait conçues du côté de l'Épire et qui ont été en partie démenties? Non, sans doute ; car sa nouvelle frontière lui prépare de ce côté de futures conquêtes. Avec leur incurie habituelle, les Turcs n'ont vu dans l'Épire que Janina et Metsovo. Pourvu qu'ils sauvassent Janina et Metsovo, ils étaient persuadés qu'ils sauvaient tout. Ils ne se sont point aperçus qu'en livrant à la Grèce le sommet du mont Kratchovo, ils lui livraient la clef de Metsovo, et qu'en lui livrant les sommets des monts Zygos, Dokimi et Peristeri, ils lui livraient aussi celle de Janina. La grande difficulté que rencontreront les Grecs pour s'étendre en Épire sera l'hostilité des Albanais. C'est cette hostilité qui a décidé le sultan à leur refuser coûte que coûte une province par elle-même inférieure à la Thessalie, qu'il leur accordait si généreusement. Après avoir surexcité comme il l'avait fait le patriotisme de la ligue Albanaise, Abdul-Hamid ne pouvait pas lui infliger un affront aussi direct

que l'eût été un abandon pur et simple. Mais les Albanais ne sont rien moins que des sujets dévoués de la Porte. Ils l'ont trop montré en des circonstances récentes pour qu'il soit nécessaire de le rappeler. D'autre part, il leur est bien difficile d'arriver jamais à une organisation autonome. On n'est pas très au courant en Europe de la question albanaise, ce qui est bien naturel, car il n'y en a peut-être pas dans tout l'Orient de plus confuse et de plus compliquée. On connaît surtout le mot de *ligue Albanaise*, à cause de l'usage et de l'abus qui en ont été faits depuis quelques années. Mais ce mot demande explication. Il n'y a jamais eu, à proprement parler, une ligue Albanaise, par l'excellente raison qu'il n'y a réellement pas une Albanie : il y a eu, il y a et il y aura des ligues Albanaises, comme il y a des Albanies, n'ayant entre elles que des liens fort légers, parlant des langues différentes, aussi diverses par l'organisation politique que par les mœurs et par les sentiments. Lorsqu'on écrira l'histoire des événements de ces dernières années, il faudra distinguer trois Albanies et trois ligues Albanaises : l'Albanie de Scutari, vivant sous un régime d'égalité républicaine, n'admettant aucun employé turc, jouissant

d'une indépendance presque complète; l'Albanie de Prizrend, contrée féodale dominée par les begs; enfin l'Albanie du Sud, habitée par les Toskes. A aucune époque, l'insurrection n'a gagné à la fois les trois Albanies. La première s'est insurgée lorsqu'il s'est agi de donner une partie de son territoire au Monténégro; la seconde est entrée en scène au moment de l'occupation de l'Herzégovine et de la Bosnie par l'Autriche : c'est à la troisième que la Grèce a eu et aura à faire. Par quelle politique viendra-t-elle à bout de se l'attacher? Le problème est délicat. Il y a, entre les Albanais d'Épire et les Grecs, des intérêts divergents dont la conciliation ne sera pas aisée. Les Albanais d'Épire sont surtout pasteurs; ils conduisent dans leurs montagnes d'innombrables troupeaux sur lesquels il ne leur serait pas agréable de voir peser les taxes trop lourdes dont le Trésor grec a besoin. Les moutons d'Épire ont arrêté la Grèce dans sa marche envahissante. L'arrêteront-ils toujours? Ne trouvera-t-on pas moyen de les convertir à l'hellénisme? C'est ce que l'avenir nous dira. Quoi qu'il en soit, la possession des positions stratégiques que la Turquie lui a abandonnées permettra à la Grèce de surveiller l'Albanie, de s'immiscer dans ses affaires, d'y

nouer des intrigues. Elle pourra profiter de ses divisions, ou tenter au contraire de les faire cesser afin de décider l'Albanie tout entière à se joindre à elle par un lien personnel qu'elle resserrera graduellement. La monarchie, qui a tant d'avantages pour la Grèce, l'aidera sans doute un jour à jouer le rôle d'une sorte de Suède vis-à-vis d'une nouvelle Norvège. Ce ne sera point une œuvre facile, mais ce serait une œuvre féconde. Les Grecs ont le droit d'être fiers des succès qu'ils ont remportés l'année dernière, et d'y voir le présage de succès futurs. Je n'ai rien changé à l'étude que je consacrais, au mois de février 1881, à leur situation intérieure. On se rappellera en la lisant combien cette situation était délicate. Mais je n'avais pas tort de dire qu'ils étaient capables d'en sortir avec honneur. L'homme d'État qui les a conduits dans cette crise périlleuse, M. Coumoundouros, a été à la hauteur de sa tâche. Ce vieux Grec, ferme et habile, souple et tenace, prudent et hardi, a remporté une victoire diplomatique éclatante. Il serait injuste cependant de lui en attribuer tout le mérite. En armant la nation par une sorte de coup d'audace qui paraissait bien dangereux, son prédécesseur et son successeur, M. Tricoupis, a permis à la Grèce de profiter des événe-

ments; il semblait l'avoir lancée dans une aventure : des circonstances aussi heureuses qu'imprévues ont donné à cette aventure le plus favorable dénouement.

Ce sont ces circonstances qui font le sujet des deux études sur la *Situation de la Turquie* qu'on trouvera dans ce volume, à la suite de l'étude sur l'état de la Grèce. Si le sultan Abdul-Hamid a renoncé subitement à la lutte qu'il préparait depuis plusieurs mois contre la Grèce, c'est qu'une passion plus vive que la haine de l'hellénisme était venue tout à coup agiter son âme mobile et tourmentée. Les troupes françaises avaient pénétré en Tunisie; une terre sainte de l'islam avait été violée par l'infidèle; le califat était, ou du moins se croyait atteint. En présence d'un événement aussi grave, la question grecque a perdu toute importance aux yeux du sultan. C'est avec une facilité étrange qu'il a cédé la Thessalie au roi Georges. Si belle que soit la Thessalie, elle n'est pas entrée un instant en balance dans son esprit avec une contrée lointaine sur laquelle il n'exerçait qu'une suzeraineté illusoire, aussi contestable que contestée, et qui demande, pour être fertilisée, un ensemble de travaux qu'aucun peuple musulman ne serait capable d'entreprendre et de mener à

bonne fin. Dans l'espoir chimérique d'enlever la Tunisie à la France, Abdul-Hamid n'a pas hésité à faire les concessions les plus larges aux puissances dont il sollicitait l'alliance. Depuis la chute du ministère conservateur et l'arrivée au pouvoir des libéraux, la Turquie n'avait plus avec l'Angleterre que des rapports très froids. Les Turcs ne pouvaient oublier la manière brutale dont M. Gladstone avait parlé d'eux, les termes méprisants avec lesquels il avait peint leur caractère national. Le ministre anglais ne faisait rien, d'ailleurs, pour effacer ces fâcheux souvenirs. C'est à son initiative qu'avaient été dues la conférence de Berlin, la démonstration navale devant Dulcigno, le réveil de la question grecque, la proposition de blocus des ports de l'Asie Mineure, etc. etc. M. Layard, qui avait eu l'habileté de persuader au sultan qu'il était son meilleur ami, tout en travaillant à détacher de lui ses sujets arabes, venait de quitter Constantinople. Il y avait été remplacé par un homme des plus distingués, mais dont les opinions et les sentiments libéraux étaient singulièrement suspects à la Turquie, M. Goschen. L'empire ottoman et sa vieille alliée, l'Angleterre, paraissaient sur le point de se brouiller d'une manière grave. Quant aux autres puissances, elles conti-

nuaient à entourer le lit de « l'homme malade », pour voir si la crise grecque ne hâterait pas sa fin et l'ouverture de son héritage. L'entrée des troupes françaises en Tunisie a subitement modifié les rapports de la Turquie avec l'Europe. Le sultan s'est jeté de nouveau entre les bras de l'Angleterre, et, pour montrer d'abord sa bonne volonté, il a terminé avec une rapidité et une facilité contraires à toutes les habitudes turques le réglement de la question grecque. Il n'avait pas besoin de faire des avances à l'Italie, puisque l'occupation de la Tunisie par la France l'avait encore plus blessée que la Turquie; néanmoins l'ambassadeur italien, M. Corti, a été un des principaux agents du succès de la Grèce, et presque toutes ses propositions ont été acceptées avec une bonne grâce particulière par les diplomates ottomans. Pour essayer d'ameuter contre nous l'Angleterre et l'Italie, pour tenter de les amener à nous barrer le chemin de la Tunisie ou à nous empêcher de nous y établir solidement, le gouvernement turc a satisfait à toutes leurs demandes en faveur de la Grèce. Quoiqu'il n'ait pas réussi à les entraîner dans une action immédiate, il conserve l'espoir de profiter un jour ou l'autre de leur alliance. Voilà pourquoi, en dépit des anciennes diatribes et de l'ancienne poli-

tique de M. Gladstone, M. Goschen a pu dire récemment dans un meeting populaire que jamais l'Angleterre n'avait eu des relations plus intimes avec la Turquie. Le nouvel ambassadeur anglais, lord Dufferin, est le favori du sultan ; on lui permet de parler de réformes, de soulever la question d'Arménie, de faire de temps en temps des remontrances libérales, pourvu qu'il ne décourage pas les illusions qu'on nourrit sur lui [1] ; quant à M. Corti, sa situation à Constantinople est certainement excellente : il est un ami du premier degré, et, si l'Italie, qui semble être prise depuis quelques années de la monomanie des alliances, voulait se contenter de celle de la Turquie, elle n'aurait aucun effort à faire pour voir tous ses vœux accomplis.

D'où vient donc que la Turquie ait si aisément pardonné à l'Angleterre de lui avoir enlevé Chypre pour elle-même, Dulcigno pour le Monténégro, la Thessalie pour la Grèce, et qu'elle ne nous pardonne pas d'avoir pris la Tunisie ? Il est facile de s'en rendre compte. Chypre et la Thessalie

1. Ces lignes étaient écrites avant la dernière crise Égyptienne, qui a naturellement modifié d'une manière assez profonde les rapports de l'Angleterre et de la Turquie. Mais je ne change rien à ce que je disais il y a quelques mois, me réservant d'examiner dans des études nouvelles les transformations politiques produites à Constantinople et en Europe par les événements d'Égypte.

sont les provinces turques qu'Abdul-Hamid gouvernait comme sultan des Turcs : la Tunisie est une terre arabe, sur laquelle il ne peut avoir de prétentions que comme calife des musulmans. Or Abdul-Hamid est possédé d'une ambition de puissance religieuse universelle, à laquelle il sacrifie le pouvoir politique que lui donne son titre de souverain turc. Son rêve serait de convertir les Arabes, qui presque partout ne reconnaissent pas son autorité, de les amener à le regarder comme leur maître et leur chef, de leur faire accepter sa domination qui répugne si fort à l'indépendance de leur caractère et de leur vie. Je me suis efforcé d'expliquer comment il avait été conduit à subordonner toute sa conduite à l'idée du panislamisme. Si j'ai réussi à le faire, on comprendra sans peine que l'occupation de la Tunisie l'ait plus profondément blessé que la perte de ses propres provinces. En qualité de sultan, il lui est permis de céder par des traités des régions entières de son territoire ; en qualité de calife, il est obligé d'opposer un *non possumus !* absolu à tous ceux qui lui prêchent la résignation pour l'abandon d'une parcelle quelconque de la terre sainte de l'islam. Ses États lui appartiennent, il est maître d'en livrer une partie à des amis avides

ou à des adversaires victorieux ; le domaine musulman est le patrimoine des vrais croyants, il faut qu'il le défende tant qu'il lui reste quelque force, tant qu'il conserve assez d'énergie pour essayer de le disputer aux infidèles.

Cette manière de comprendre le rôle du califat est récente en Turquie ; non qu'à toutes les époques de l'histoire ottomane, le sultan ne se soit regardé comme chargé d'une mission religieuse universelle ; mais jamais, dans notre siècle du moins, il n'avait fait de cette mission le centre et le pivot de sa politique. Depuis le sultan Mahmoud en particulier, depuis la destruction des janissaires et le commencement de la fameuse réforme qui devait régénérer la Turquie, ce pays n'avait cessé de tourner ses regards vers l'Europe, d'essayer d'imiter nos mœurs, de copier nos institutions, d'adopter nos lois militaires et civiles, d'acclimater chez lui nos principes de gouvernement et nos règles d'administration. L'entreprise n'a pas toujours été heureuse. Comme l'a dit très justement le maréchal de Moltke : « La régénération de son peuple avait été la grande tâche de l'existence de Mahmoud ; l'insuccès de son plan, sa mort. » Mais cet insuccès n'a pas détourné ses successeurs de persévérer dans l'œuvre qu'il avait

inaugurée avec une généreuse ardeur. A travers bien des retours inconscients vers le passé, bien des maladresses, bien des fautes, bien des inconséquences, ils ont continué à transplanter dans l'empire ottoman les idées de l'occident. De là cette sorte d'anarchie qui caractérise les époques de transition. En cessant d'être absolument orientale, la Turquie n'est pas devenue, à beaucoup près, absolument européenne. Elle a gardé, sous des formes nouvelles, ses plus vieux instincts de barbarie musulmane. Tous les traits du tableau que le maréchal de Moltke traçait, dès 1839, de l'armée ottomane pourraient s'appliquer également aux institutions civiles. « La création la plus malheureuse de Mahmoud, dit le maréchal, fut celle d'une armée sur le modèle européen, avec des jaquettes russes, un règlement français, des fusils belges, des couvre-chefs turcs, des selles hongroises, des sabres anglais et des instructeurs de toutes les nations. Elle était composée de troupes vassales, de troupes de ligne astreintes au service à vie, de landwehr astreinte à un service indéterminé ; les chefs en étaient les recrues, et les recrues les vaincus d'hier. » Cette bigarrure et ce désordre éclataient également dans le reste de la nation. Ainsi que le dit encore le maréchal de Moltke :

« L'empire ottoman est faible comme un enfant dans les nouvelles institutions qui n'ont pas encore pris racine, caduc comme un vieillard dans les anciennes qui se survivent à elles-mêmes. » Certes, lorsque l'on compare son état actuel à ce qu'il était il y a deux siècles à peine, on ne peut s'empêcher de se demander un moment si les Turcs n'ont point eu tort de se mettre à notre école, si ceux qui leur ont conseillé de nous imiter ne les ont point trompés. Je lisais récemment dans le *Journal d'Antoine Galland*, dont M. Charles Schefer nous a donné une si curieuse édition, le récit de la sortie du Grand Seigneur, quittant Andrinople pour se mettre à la tête de ses troupes qu'il allait conduire en Pologne. Aucune des féeries orientales que Galland nous a fait connaître, par sa traduction des *Mille et une Nuits*, n'égale cette page extraordinaire que l'on croirait détachée du plus fantastique des contes arabes. Rien d'aussi grandiose que la cérémonie militaire qu'elle nous décrit, rien d'aussi éblouissant que le cortège du sultan, rien qui puisse mieux démontrer le degré de magnificence et de puissance auquel les Turcs étaient arrivés à la suite de leurs conquêtes et des victoires qu'ils remportaient sur leurs ennemis. Surpris par tant de merveilles, Galland ose à peine

en croire ses yeux. « Toutes les descriptions d'entrées de triomphe, de tournois, de carrousels, de mascarades et de jeux faits à plaisir, que je me souviens d'avoir lus dans les romans, s'écrie-t-il, n'ont rien qui puisse les faire entrer en comparaison avec la pompe de celle effective que je considérai exactement avec tous les étrangers chrétiens qui s'y trouvèrent, lesquels pourraient tous, pour que ce fût dans un état de désintéressement et sans préoccupations, faire témoignage de cette vérité... » Hélas ! tout ce faste est tombé ; ce qu'il en reste n'est qu'une parodie. Mais faut-il réellement le déplorer, et n'est-ce pas au contraire lorsqu'on se reporte à ces scènes asiatiques qu'on s'explique combien il était impossible à la Turquie d'occuper plus longtemps des contrées européennes, sans se modifier entièrement ? Dans les conditions nouvelles que notre siècle a faites aux nations, avec l'essor prodigieux qu'il a donné à l'industrie, au commerce, à l'activité humaine sous toutes ses formes, un pays qui ne vit que de luxe et qui ne peut alimenter ce luxe que par la conquête, le travail étant à ses yeux un signe d'esclavage, est condamné à une chute certaine. Comme la guerre n'enrichit plus, pour soutenir le faste dont il a pris l'habitude, le crédit est

son unique ressource. Or il en est des peuples comme des individus : ils sont bientôt à la merci de leurs créanciers. On a souvent comparé le sultan Mahmoud à Pierre le Grand ; on a eu raison de le faire. Ce souverain sans instruction personnelle, isolé au milieu de conseillers plus ignorants que lui, entravé sans cesse par les préjugés et le fanatisme, opérant enfin sur une race épuisée, n'a pas eu moins de génie, quoiqu'il ait eu moins de succès, que le héros à demi civilisé, à demi barbare, qui a donné aux Russes l'essor de la jeunesse et l'élan de la vie. Du fond de son palais où tout devait le lui cacher, il a entrevu le monde moderne, et il a compris que, si la Turquie ne se modelait pas à son image, elle périrait inévitablement sous ses coups. Par malheur, il n'avait pas seulement à lutter contre la décrépitude de son peuple ; la nature de son propre pouvoir était un obstacle presque invincible à sa grande entreprise. C'est ce que le maréchal de Moltke, témoin de ses efforts et de ses échecs, a exposé avec la sagacité d'un observateur qu'on ne se lasse pas de citer ; car nul n'a uni un bon sens plus parfait que le sien à une absence plus complète de préjugés :

« La longue querelle entre l'Église et l'État, dit-

il, qui se poursuit à travers toute l'histoire de l'Occident, n'a touché aucun pays moins que la Turquie, où le chef de l'État est en même temps chef de l'Église. Une telle lutte de la puissance temporelle serait extrêmement périlleuse dans un pays où tant de peuples différents, Turcs et Arabes, Kurdes et Bulgares, Arnautes et Slaves, ne sont unis que par le lien de la foi, et où la moitié des sujets sont les parents spirituels d'une puissance voisine. Le sultan est, il est vrai, en même temps calife ; mais, en cette qualité, il est doublement tenu de maintenir la doctrine du mahométisme. De même que la loi mosaïque, l'islam s'étend sur une foule d'objets extérieurs. Il élève des règlements de police au rang de dogmes religieux, s'opposant au développement de l'esprit, de la culture générale et des intérêts matériels. C'est un crime que de disséquer un corps humain; la chirurgie ne peut donc point faire de progrès, et la croyance en la prédestination s'oppose aux mesures contre la peste. L'art de la peinture est exclu parce que les hommes et même les animaux demanderont compte de leur âme à celui qui les aura représentés ; la signification fatale du mois de sifer, la bonté du lundi, etc., règlent les entreprises militaires, sans que l'on tienne compte de la saison et

de la température. L'obligation légale de prendre un bain dans des circonstances déterminées autorise à négliger toute espèce de service, et le jeûne du Ramazan interdit toutes les affaires. Le musulman ne se résigne que difficilement à se faire une saignée, et le vin fortifiant est interdit même aux convalescents dans les hôpitaux. Un nombre immense de personnes sont frappées de cécité, parce que l'œil du vrai croyant ne doit pas être protégé par un parasol, et qu'il est tenu, lorsqu'il est en prière, de toucher la terre de son front. Le soldat porte des bottes qui lui rendent la marche impossible, parce qu'il est obligé de les quitter cinq fois par jour pour faire ses ablutions. Le calife, lorsqu'il veut être le sultan de l'empire ottoman, est donc réduit à ébranler l'autorité des doctrines de l'islam, celles-là même où il puise son pouvoir absolu [1]. »

C'est donc parce qu'il est calife, que le sultan n'a jamais réussi à transformer son empire en empire européen. Cela n'a point empêché l'Europe d'admettre cet empire au nombre des puissances civilisées. On sait à la suite de quels événements elle a pris une résolution qui a eu

1. *Lettres du maréchal de Moltke sur l'Orient*, traduites par M. Marchand.

longtemps une influence décisive sur la politique orientale. Le premier alinéa de l'article 7 du traité de Paris déclarait « que la Sublime Porte était admise à participer aux avantages des droits publics et du concert européen ». Dès lors, la Turquie, fatiguée de son rôle asiatique et africain, a semblé se proposer pour but unique de faire de la promesse du traité de Paris une réalité. Elle n'a songé qu'à se mêler d'une manière active à la vie des grandes nations européennes. Toutes ses visées ont été dirigées du côté de l'Occident. Tandis qu'elle continuait à l'intérieur les réformes, hélas ! si incomplètes qui devaient la rapprocher de nous, mais qui lui inoculaient nos vices et non nos qualités ; tandis qu'elle empruntait nos capitaux, non pour exécuter des travaux publics, mais pour couvrir les folles dépenses de son luxe de mauvais goût, elle s'efforçait d'avoir une diplomatie semblable à la nôtre, se pliant aux nécessités du droit public dont on lui permettrait d'obtenir les avantages. Quelques hommes supérieurs ont, en effet, joué dans la perfection le rôle de diplomates européens. Durant vingt ans, la Turquie a pu croire qu'elle faisait bien réellement partie de ce fameux concert auquel on l'avait solennellement admise. De plus,

comme on avait garanti son indépendance et son intégrité, elle a pu s'imaginer que cela suffirait pour la préserver de tout danger. Elle vivait de l'Europe matériellement par des emprunts, politiquement par l'imitation maladroite de ses institutions, diplomatiquement par l'appel qu'elle adressait aux puissances protectrices chaque fois qu'un péril quelconque la menaçait. Les regards tournés vers l'Occident, elle se laissait aller à une confiance pleine d'indolence. Elle n'ignorait pas qu'elle manquait de vitalité personnelle; mais elle se savait indispensable au maintien de l'équilibre général dont elle était un élément essentiel. Cela lui suffisait. Pourvu qu'elle se soutînt ainsi longtemps, peu lui importait d'être frappée au cœur par des maladies mortelles et de ne devoir son salut qu'aux rivalités de ses ennemis !

Malheureusement la Turquie n'avait pas prévu qu'un jour viendrait où cet équilibre des puissances européennes, qui était sa seule raison d'existence comme nation occidentale, viendrait à être rompu, où elle se trouverait par conséquent sans alliés, sans amis, sans défenseurs. Les désastres de la France, la formation au centre de l'Europe d'un grand empire militaire, l'expulsion de l'Autriche de la confédération germanique, les

ambitions nouvelles soulevées en Russie par ces événements, ont détruit l'œuvre de 1856 et porté au traité de Paris un coup désisif. Il serait trop long et tout à fait inutile de raconter comment la Turquie s'est trouvée de nouveau aux prises avec des insurrections et une guerre où son indépendance et son intégrité ont péri. On trouvera plus loin, d'ailleurs, quelques détails sur l'impression que cette grande crise a laissée dans l'esprit d'Abdul-Hamid. Rejeté de l'Europe, où ses prédécesseurs avaient vainement essayé de se faire une place durable, il s'est souvenu qu'il y avait en Asie et en Afrique des masses profondes avec lesquelles la Turquie était unie par les liens religieux les plus étroits et qui constitueraient une force immense, si l'on pouvait les réunir sous une direction unique, les placer sous une autorité souveraine. Jadis ces masses n'obéissaient-elles pas au calife ? Ne suffirait-il pas, pour les réveiller de nouveau, de se mettre courageusement à leur tête, de prendre nettement en main leurs intérêts moraux et matériels ? Ne pourrait-on pas, en les coalisant autour de l'empire ottoman, constituer une puissance redoutable devant laquelle l'Europe, qui a disloqué sans pitié cet empire, se verrait enfin forcée de trem-

bler? Vaincue, démembrée en Occident, la Turquie ne retrouverait-elle pas une nouvelle vie en retournant à son berceau, en se replongeant dans l'Orient, d'où elle est sortie et dont elle n'aurait jamais dû s'éloigner tout à fait? Nation européenne, elle occupe le dernier rang, et elle est à la merci du moindre orage; nation musulmane, elle marche en première ligne et elle a derrière elle l'islam tout entier pour la défendre contre ses ennemis.

Ce qui a inspiré à Abdul-Hamid la pensée de se tourner ainsi vers l'Asie et vers l'Afrique, et d'y chercher, pour son empire vacillant, le point d'appui qui lui manquait en Europe, c'est le mouvement d'émancipation dont ces contrées étaient agitées, à la suite des désastres de la Turquie. L'islam, vaincu avec les Turcs sur les champs de bataille de la Bulgarie et de la Roumélie, allait-il se relever en Arabie, en Syrie et en Égypte, avec les Arabes? Un observateur superficiel aurait pu le croire. Les peuples arabes n'ont jamais accepté le joug de la Turquie; ils l'ont subi, ils ne s'y sont pas résignés. Les victoires russes ont été pour eux le signal d'une agitation sourde qui, partie de la Mecque, s'est répandue partout avec une étonnante rapidité. Au même instant, on a vu le rêve

d'un royaume arabe surgir sur le golfe Persique, à Damas et au Caire. Ce rêve était-il bien sérieux? fallait-il s'en émouvoir? fallait-il croire aux divers « partis nationaux » apparaissant tout à coup dans des pays qui, depuis des siècles, ne sont pas des nations? Je ne veux point dire de mal des Arabes. Nul n'admire plus que moi leurs brillantes qualités. Mais, de toutes les races de l'Orient, la leur est encore la moins bien douée pour le gouvernement, la moins susceptible d'organisation. Il ne serait pas difficile, en remontant dans son histoire la plus glorieuse et la plus reculée, de montrer qu'elle n'a jamais eu d'aptitude que pour la conquête. Sans doute sa civilisation a jeté un vif éclat sous Haroun-al-Raschid, contemporain des *Mille et une Nuits*. Mais qu'est-elle devenue depuis ces contes aussi éphémères que charmants? Faut-il rappeler ce qu'a été la domination des Arabes au nord de l'Afrique et quelle épouvantable anarchie dévorait les gouvernements qu'on appelait barbaresques, et qui ne méritaient que trop leur nom? Pendant plusieurs siècles, ils ont été le fléau de la chrétienté. Tombés sous le joug des Turcs, leur décadence est devenue affreuse. La France a mis fin, en 1830, à cet exécrable régime. Peu après, Méhémet-Ali créait en Égypte un royaume réellement

civilisé ; mais était-ce un royaume arabe ? A coup sûr, non ! Lorsqu'on disait à Méhémet-Ali : « Vous avez remporté de grandes victoires avec les Arabes ; » il souriait et répondait : » C'est avec des Turcs que j'ai battu la Turquie. » Si l'armée de Méhémet-Ali a eu une véritable consistance, c'est parce que les Turcs, seuls, y exerçaient le commandement, et que les masses arabes y étaient solidement encadrées dans des bataillons turcs. De même, c'est à des fonctionnaires français et italiens que son administration civile a dû tous ses mérites. Les Arabes sont absolument incapables d'une discipline sévère et d'une action durable. En Arabie comme en Afrique, ils n'ont su former que des États fragiles, morcelés, toujours bouleversés par des discordes déplorables. Les diverses nationalités arabes de la Syrie se jalousent et se détestent plus les unes les autres qu'elles ne détestent le Turc, qui les maîtrise toutes. Si la Turquie venait à disparaître et qu'aucune nation européenne ne prît sa place, les Maronites, les Grecs unis et orthodoxes, les Ansariés, les Métualis, sans parler des Druzes et des Kurdes, qui ne sont pas arabes, se dévoreraient dans les plus sanglantes luttes intestines. Les projets de royaume arabe que Midhat-Pacha nourrissait à Damas étaient donc la plus grande utopie de cet

esprit mal pondéré. L'ensemble du mouvement en faveur de l'indépendance arabe *(istiklaliat)* n'aurait dû inspirer à Constantinople aucune émotion. Il manquait trop d'unité, il était trop difficile qu'il eût de la suite, pour devenir redoutable. Il fallait se borner à le surveiller. Une politique habile en aurait eu raison sans trop de peine, puisqu'il suffisait, pour le détruire, d'exploiter les germes éternels de dissensions qui existent dans les populations arabes. Une politique avisée n'aurait rien tant redouté que de lui donner de l'importance en lui prêtant l'appui de la Turquie. Malheureusement Abdul-Hamid, séduit par l'illusion d'y trouver une force dont il était dépourvu en Europe, n'a même pas songé au péril qu'il pourrait lui faire courir à l'avenir.

On ne saurait dénier à la politique du panislamisme une certaine grandeur. Mais, sans parler de la fragilité du fondement sur lequel elle repose, puisqu'elle dépend de la puissance arabe, laquelle n'est qu'une utopie, elle ne tient aucun compte des réalités présentes. C'est un rêve du passé destiné à s'évanouir aujourd'hui dans des désastres. Les nations musulmanes ont perdu l'habitude de cette action commune qu'on voudrait leur imposer. Chacune d'elles a ses intérêts parti-

a plus d'avenir que pour les peuples capables de se soutenir tout seuls, de se nourrir de leur propre substance. Or c'est ce que les peuples théocratiques ne feront jamais. Lorsqu'Abdul-Hamid essaye de rajeunir, de renouveler en lui le prestige du califat, il ne s'aperçoit pas que c'est l'autorité religieuse de ses prédécesseurs qui a fait avorter politiquement la régénération intérieure de l'empire ottoman et qui, diplomatiquement, ne lui a jamais permis d'occuper dans le concert européen la place que sa puissance matérielle et le texte des traités lui donnaient le droit d'occuper. Si les sultans n'avaient eu qu'une autorité temporelle, s'ils avaient été des souverains ordinaires, ils auraient mis l'intérêt de leur pays au-dessus de l'intérêt de leur foi ; mais, comme ils étaient califes, ou du moins croyaient l'être, ils ont sacrifié le premier au second. Faute capitale qui a amené tous les désastres de la Turquie ! Le Tanzimât, le *Hatt-i-Houmaïoun*, tous les projets, tous les plans, toutes les promesses de réformes ont succombé dans l'exécution devant des scrupules religieux et des impossibilités dogmatiques. La Turquie avait cent fois raison de se tourner vers l'Europe, de tâcher de confondre ses destinées avec celles des grandes nations chrétiennes; mais il était clair

qu'elle n'y parviendrait qu'en acceptant la civilisation qui est sortie du christianisme, chose absolument impraticable tant qu'elle faisait du Coran le principe de la civilisation aussi bien que des croyances.

Ce serait élargir outre mesure mon sujet que de m'arrêter plus longtemps aux effets du panislamisme sur le développement intérieur de la Turquie. Je les ai exposés longuement dans les études que contient ce volume. Je crois y avoir démontré que la Turquie, malgré ses malheurs, pourrait encore rester un grand peuple, si elle s'enfermait dans ses frontières actuelles, sans s'occuper des destinées de l'islamisme, et travaillait uniquement à développer les immenses ressources matérielles qu'elles renferment. Mon but, dans cette introduction, serait de signaler avec encore plus de netteté que je ne l'ai fait ailleurs, les dangers extérieurs auxquels le panislamisme expose la Turquie. Ces dangers peuvent se résumer en un seul : le panislamisme fait de l'existence même de la Turquie une provocation pour toutes les puissances qui ont des sujets musulmans. C'est une vérité trop évidente en ce qui concerne la Russie et l'Autriche, pour qu'il soit nécessaire de la démontrer. La pre-

mière manifestation du panislamisme a été l'action de la ligue Albanaise au moment de l'entrée des troupes autrichiennes en Herzégovine et en Bosnie. Pour l'Angleterre, qui peut être tentée en certaines circonstances d'exploiter le panislamisme à son profit, il me paraît tout aussi clair qu'il deviendrait un péril des plus sérieux s'il prenait la forme que rêve Abdul-Hamid et s'il avait réellement son foyer à Constantinople. Les musulmans de l'Inde sont la partie la plus remuante des populations de l'empire britannique. Or, s'imagine-t-on l'effet que produiraient sur eux certaines démonstrations panislamiques ? Si le sultan, par exemple, réalisant un de ses désirs les plus chers, était parvenu à rétablir son autorité en Égypte, l'écho d'un événement aussi extraordinaire aurait retenti sans nul doute dans l'Inde tout entière. Cette terre égyptienne si disputée, si difficilement arrachée à la domination turque, qui a été le champ le plus fécond de l'action chrétienne en Orient, ne pourrait retomber sous le joug du chef de l'islamisme, sans que tous les pays musulmans où la domination des chrétiens s'est étendue fussent immédiatement parcourus d'un frisson libérateur. Le succès du panislamisme dans le centre de l'Asie ne serait pas moins contraire

à l'Angleterre. C'est là que la politique nouvelle de la Turquie est née, et c'est au moment où l'armée anglaise pénétrait dans l'Afghanistan qu'elle y est née. On dit avec raison que l'Angleterre a besoin de conserver des rapports amicaux avec le sultan pour satisfaire ses sujets musulmans. Mais elle a plus besoin encore de maintenir le sultan dans un état d'affaiblissement, non seulement réel, mais apparent, pour empêcher ces mêmes sujets de se laisser entraîner aux séductions d'une révolte au bout de laquelle ils verraient à la fois une émancipation politique et un triomphe religieux.

Quant à la France qui, depuis la conquête de l'Algérie, est devenue aussi une grande nation musulmane, les événements de Tunisie ont montré que le panislamisme était pour elle, sinon un péril, au moins un très sérieux embarras. La France est la plus vieille alliée de la Turquie; mais il suffit d'étudier l'histoire de cette alliance pour s'apercevoir que nous ne l'avons formée qu'afin d'entraîner le sultan en Europe, qu'afin de faire jouer à l'empire ottoman le rôle d'élément essentiel de l'équilibre général qu'il a si bien joué, en effet, jusqu'à ces derniers temps. Lorsque François I[er], surmontant les scrupules de son époque, bra-

vant avec courage l'accusation de sacrilège, a noué avec la Turquie des relations que les siècles ont affermies, que voulait-il ? Trouver un auxiliaire contre la maison d'Autriche, qui menaçait d'établir sa prépondérance sur l'Europe ? Plus tard, l'alliance franco-turque a subi bien des vicissitudes ; elle n'a jamais changé de caractère. Si, de nos jours même, nous avons soutenu la Turquie avec tant d'énergie, si nous avons versé pour elle notre argent et notre sang, si nous avons exigé qu'elle reçût par le traité de Paris une sorte d'investiture comme puissance européenne, n'était-ce pas encore dans un intérêt tout occidental ? n'était-ce pas afin d'empêcher un autre grand empire militaire, la Russie, de prendre des développements dangereux pour la paix générale ? A toutes les époques de son histoire, la France a travaillé à pousser la Turquie vers l'Occident, à la détacher de l'Orient, où elle ne pouvait être qu'une nation barbare, fanatique, hostile à toutes les autres. Ce n'est donc point seulement à cause des difficultés que le panislamisme risque de nous créer en Tunisie et en Algérie que nous le combattons. Le panislamisme détruit l'œuvre de notre diplomatie séculaire, enlève à la Turquie toute apparence européenne, la ramène à l'époque où elle jetait sur

l'Europe ses hordes envahissantes, où personne ne pouvait traiter avec elle parce qu'elle ne reconnaissait aucune des règles du droit public chrétien. Sans doute, même en supposant qu'il obtienne un plein succès, le panislamisme ne redonnera pas aux Turcs leur ancienne force conquérante ; mais, s'il ne leur rend pas l'énergie, il leur rendra l'ambition d'autrefois. Personne ne craint une lutte à main armée de la part de la Turquie ; mais tous les pays chrétiens ont à redouter les luttes d'intrigues, de conspirations sourdes que nous subissons en ce moment en Tunisie et que l'Autriche a subies naguère en Herzégovine et en Bosnie. Si le panislamisme réveillait l'humeur belliqueuse des musulmans, de l'Inde au Maroc éclateraient des troubles qui nous reporteraient, sinon par leurs résultats, au moins par leurs péripéties, aux plus tristes époques de l'invasion islamique.

Même abstraction faite de ses intérêts en Algérie et en Tunisie, la France ne saurait donc sans regret voir la Turquie abandonner la politique occidentale, à laquelle elle semblait se convertir peu à peu, pour tenter de nouveau les chances de la politique orientale. Il n'est que trop certain qu'une pareille évolution, si elle se

continue, aura pour conséquence de nous reporter au delà de François Ier, au temps où la chrétienté tout entière faisait cause commune contre l'islam. C'est pour cela, comme je le disais en commençant, que les vrais amis de la Turquie doivent chercher à la détourner de la voie où elle s'engage et où elle ne peut trouver que la ruine. Jusqu'ici, le panislamisme n'a produit de désastres profonds qu'en Égypte. Il a même eu ailleurs quelques avantages, puisque la Grèce en a profité. Mais, dans l'avenir, il détruirait tout ce qui reste d'équilibre en Orient. Quelque effort que l'on fasse pour apaiser des rivalités qui sont dans la nature des choses, l'antagonisme entre l'Autriche et la Russie ne peut que grandir de jour en jour. Les entrevues impériales en ajourneront peut-être l'explosion ; elles n'en supprimeront pas les causes. La Hongrie, qui joue un rôle décisif dans la monarchie des Habsbourgs, est animée contre la Russie d'une haine que rien n'éteindra. L'occupation de l'Herzégovine et de la Bosnie a lancé l'Autriche-Hongrie sur la route de Constantinople. Elle y rencontrera fatalement la Russie. Mais la Turquie pourrait longtemps barrer cette route, si, revenant au système d'équilibre, elle bornait

son rôle à servir de tampon entre l'Autriche-Hongrie et la Russie, et à prévenir un choc dont l'Europe entière risque d'être ébranlée. Elle l'ouvrira au contraire, si, concentrant ses espérances en Orient, elle tente d'effrayer à son tour les puissances qui attendent d'elle le maintien de la paix. On a dit avec esprit que la question d'Orient était une question d'Occident : cela ne revient-il pas à dire que la Turquie ne pourrait se sauver que si elle restait ou plutôt que si elle devenait une nation d'Occident ?

UNE EXCURSION A ATHÈNES

LES EFFETS DE LA CRISE HELLÉNIQUE

La Grèce traverse une crise qui exercera sur son avenir une influence décisive. A la suite des derniers événements d'Orient, ses espérances trompées, ses ambitions déçues ont éveillé en elle un sentiment de dépit qui s'est traduit d'abord par un vif découragement. Peu à peu néanmoins les choses ont paru changer de face. L'homme qui s'était joué avec le plus d'ironie des illusions de la Grèce, qui les avait provoquées avec le plus d'énergie pour les dissiper ensuite avec le plus de rapidité, lord Beaconsfield, est tombé du pouvoir, laissant la direction de la politique anglaise entre les mains d'un illustre phil-

hellène, M. Gladstone. La conférence de Berlin n'a pas tardé à prouver que ce changement de personnes entraînerait un changement dans les dispositions de la diplomatie européenne envers la Grèce. C'est à peine si lord Beaconsfield consentait à céder quelques districts de la Turquie au royaume hellénique; M. Gladstone a obtenu pour lui la cession, platonique il est vrai, de deux provinces. Le succès était grand, du moins en apparence. Faut-il s'étonner qu'il ait grisé les Grecs? Une race aussi hardie, aussi prompte à la confiance, aussi convaincue de la grandeur de ses destinées, devait s'enflammer immédiatement à l'idée d'obtenir, de la main de l'Europe, un agrandissement de frontières qui réalisait, qui dépassait même toutes ses prétentions. En quelques semaines, la Grèce, dont l'armée n'était qu'un mythe, a réuni soixante mille hommes sous le drapeau de Saint-Georges; en quelques semaines aussi, elle a doublé son budget. De 50 millions de drachmes, elle l'a élevé à plus de 100 millions; seulement, comme il est beaucoup moins facile d'augmenter les recettes que les dépenses, c'est au moyen d'emprunts qu'elle a cherché à combler un déficit qui, pour deux années, se montait à 121,773,162 drachmes. Ayant ainsi engagé son

avenir financier et militaire, s'étant acculée à la guerre ou à la révolution et à la banqueroute, elle s'est tournée vers les puissances pour leur demander le moyen de mettre à exécution les résolutions de la conférence de Berlin. Mais de nouveaux changements venaient de se produire en Europe ; la malencontreuse expédition de Dulcigno avait usé l'entente internationale ; les affaires d'Irlande et du Transvaal absorbaient M. Gladstone ; la France rentrait dans son recueillement, l'Allemagne dans son égoïsme. Au lieu des secours effectifs qu'ils attendaient, les Grecs ont reçu des conseils de prudence et de modération qui arrivaient bien tard et qui ont paru bien cruels à un peuple fatigué de tout espérer et de ne rien obtenir.

J'étais à Athènes au moment où la triste vérité a commencé à luire aux yeux des Grecs. Le spectacle qu'offrait la ville était des plus curieux ; partout on croisait des bataillons allant à l'exercice, des escadrons de cavalerie se rendant à la manœuvre ; des soldats, des officiers, des canons débouchaient de toutes les rues, obstruaient toutes les places. C'était un va-et-vient militaire continu. Le bruit des sonneries de clairons et des fanfares se faisait entendre dès l'aurore et se pro-

longeait jusqu'au coucher du soleil. Lorsqu'on se promenait dans les ruines de l'Acropole, des décharges incessantes de mousqueterie, partant de l'Agora, du Pnyx, de la colline des Muses, venaient troubler le silence des souvenirs antiques et ramener l'imagination, prête à s'égarer dans le siècle de Périclès ou de Démosthène, aux réalités les plus contemporaines. Je dois dire cependant que les fusils et les canons seuls traduisaient l'excitation publique de la Grèce. Rien de plus calme en apparence que cette ville d'Athènes, où, d'après les récits des Grecs, soufflait un vent de colère, de révolution et de guerre ! Je dois dire encore qu'un très grand nombre des soldats qu'on y voyait appartenaient, non à la Crèce proprement dite, mais aux colonies grecques de la Turquie et de l'Europe. En Grèce, les réfractaires abondaient ; mais, en revanche, des nuées de volontaires arrivaient chaque jour de tous les pays grecs restés sous la domination ottomane. On les recevait d'abord avec enthousiasme, puis avec une certaine inquiétude. Il est certain qu'ils constituent pour la Grèce un double danger. Si la guerre éclate, pourront-ils rester dans l'armée hellénique ? Non, sans doute ; car la Turquie s'empressera de déclarer que tous ceux de ses sujets qui

seront pris dans les rangs de cette armée seront fusillés comme ayant passé à l'ennemi. Dès lors, la Grèce s'expose à voir, au début des hostilités, une partie des forces qu'elle aura réunies à grands frais disparaître et fondre. Mais c'est là le moindre des périls que les volontaires grecs font courir au royaume hellénique. Ce sont eux qui le forceront peut-être à se battre, malgré les avertissements de l'Europe, malgré les conseils du bon sens. Est-il possible, en effet, de les renvoyer dans leurs foyers sans avoir mis leur courage à l'épreuve, sans avoir usé de leur dévouement ? Ils y rentreraient dégoûtés, persuadés qu'il n'y a plus aucun fond à faire sur la Grèce, résignés à se jeter dans les bras du premier peuple qui leur offrirait de les délivrer du joug ottoman. Les hommes d'État d'Athènes sont beaucoup trop fins pour se faire illusion sur les chances que leur offrirait une guerre avec la Turquie ; mais il leur semble que la défaite vaudrait mieux qu'une défaillance nationale où s'éteindraient pour toujours les espérances du monde hellénique.

Je n'ai pas le dessein d'étudier ici la situation de la Grèce, ni de rechercher la conduite qu'elle devrait tenir pour sortir de la crise actuelle sans compromettre ses destinées. Il m'a semblé seulement

qu'à la veille d'événements décisifs pour l'avenir d'un pays auquel se rattachent tant de glorieux souvenirs, tant de généreuses illusions, tant de légendes et d'émotions poétiques, il y avait quelque intérêt à se demander ce qu'il a fait depuis sa délivrance, s'il s'est montré digne de l'indépendance, s'il a mérité les critiques qu'on lui a quelquefois adressées ou les louanges que des amis maladroits ont eu le tort de lui prodiguer. Pour traiter à fond un pareil sujet, il faudrait avoir visité la Grèce dans toutes ses parties, en avoir parcouru les provinces, avoir vu fonctionner de près ses institutions administratives, avoir fait en un mot une série d'observations que je n'ai point faites et dont je ne saurais me passer, à l'exemple de ces voyageurs qui tirent des conclusions de détails qu'ils ignorent et qu'ils supposent avec une déplorable légèreté. Mais la création d'une capitale est pour une nation la première condition d'existence. Le génie de chaque peuple se réflète plus ou moins dans la ville où se concentre sa vie politique, intellectuelle et morale. « Je ne suis Français, disait Montaigne, que par cette grande cité de Paris, la gloire de la France et l'un des plus nobles ornements du monde. » Presque tous les pays pourraient en dire autant de leur capitale. Les Grecs en

particulier ne seront vraiment Grecs que par Athènes, s'ils parviennent à vaincre l'esprit de clocher, le patriotisme local et provincial qui a été leur perte dans l'antiquité et qui risque encore de causer un jour leur ruine. Plus que personne ils ont besoin d'une vigoureuse unité pour résister aux causes de dissolution dont ils sont environnés. Menacés d'être engloutis sous l'inondation slave, qui pressera toujours d'un poids énorme la digue fragile de leurs frontières, placés en face de races prêtes à les écraser par le nombre et par l'énergie militaire, ils ne peuvent se sauver qu'en réunissant leurs forces, qu'en les formant en faisceau, qu'en organisant à côté des grandes agglomérations voisines une individualité nationale bien distincte, douée d'une vie originale ayant un caractère très tranché, opposant aux qualités puissantes de ses rivales, les qualités fines et brillantes dont ils retrouveront la tradition dans les souvenirs de leur incomparable passé. Sous ce rapport, le choix d'Athènes comme capitale a été une heureuse inspiration. C'est à elle que devait revenir la maîtrise de la Grèce moderne. Aujourd'hui, Sparte serait bientôt vaincue; son génie brutal périrait dans des luttes inégales; les masses slaves engloutiraient sans peine les petits bataillons d'é-

lite avec lesquels elle chercherait à suspendre leur marche. Qui sait, au contraire, si l'esprit charmant d'Athènes ne parviendrait pas à les arrêter? Quoi qu'en pensent les sceptiques, les forces morales jouent un grand rôle dans les choses de ce monde, et ceux qui sont dépourvus de forces matérielles peuvent encore y chercher sans témérité une espérance de salut.

I

La ville d'Athènes ne ressemble plus à celle que M. Edmond About a décrite : on se rappelle le tableau ; il était trop spirituel pour n'être pas resté dans toutes les mémoires. Était-il exact ? Je n'oserais l'affirmer. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il a cessé de l'être. On ne dort plus en plein vent dans les rues d'Athènes ; la malpropreté n'y est plus repoussante ; je n'y ai rencontré qu'un petit nombre de corbeaux morts, de poules écrasées, de chiens en décomposition. La police n'y permet plus aux propriétaires de creuser de grands trous à chaux devant leurs maisons. Les ruisseaux y sont toujours fort sales, parce que l'eau, trop peu abon-

dante, n'y court jamais; mais ils ne produisent plus de cloaques. Les hôtels ressemblent à tous les hôtels d'Europe. Quant aux fiacres, ils ne sont ni disloqués, ni mal tenus, ni dépourvus de carreaux et pour le moins d'une roue. Ce sont de beaux landaus fort propres, traînés par des chevaux dont le galop est l'allure naturelle, conduits par des cochers dont les seuls défauts sont de n'avoir point de tarif; ce qui leur permet d'écorcher indignement les voyageurs, et de ne savoir que le grec; ce qui, bien que fort naturel, rend très difficile aux étrangers d'employer leurs services. La connaissance du grec ou la rencontre de cochers capables de les comprendre serait fort utile à ceux de ces étrangers qui ont à découvrir l'adresse des personnes du pays. Un grand nombre de rues n'ont pas de nom; un plus grand nombre de maisons n'ont pas de numéros. Le plan de la ville est très régulier, très simple, en sorte qu'on s'y retrouve tout de suite; mais, quand il s'agit d'y découvrir quelqu'un, la difficulté commence.— M. un tel demeure dans la maison d'un tel. — C'est le seul renseignement que vous puissiez obtenir! Avec de l'habitude, on s'y fait; mais, lorsqu'on passe peu de temps à Athènes, l'habitude ne vient pas, et l'on est fort embarrassé. La poste n'éprouve pas les mêmes difficultés, par

l'excellente raison qu'elle n'a pas de facteurs. Lorsqu'on veut recevoir sa correspondance chez soi, il faut s'entendre avec un facteur volontaire, qui vous l'apporte moyennant une rétribution de dix centimes par lettre.

L'aspect d'Athènes, il faut l'avouer, est assez vulgaire. C'est celui d'une ville toute moderne, construite dans les styles italien et néo-grec, avec des rues poudreuses bordées parfois d'arbres rabougris, des murs blancs qui brûlent les yeux au soleil, des squares médiocres où des musiques de régiment font entendre les plus diaboliques concerts. Jadis, le jardin de la reine était une promenade charmante, remplie de plantes rares et de verdure ; mais cette fantaisie de la reine Amélie n'est pas du goût de la reine Olga, que sa famille intéresse plus que ses fleurs ; aussi, bien des plantes ont-elle disparu, bien des massifs ont-ils été détruits, bien des arbres sont-ils tombés sous le vent sans qu'on ait songé à les remplacer. Les vieux quartiers de la ville sont tombés également ou se sont transformés. Même sous l'Acropole, là où les voyageurs signalaient naguère des constructions orientales qui rappelaient la domination ottomane, le niveau moderne a passé ; c'est à peine si le marché, avec ses baraques en planches

adossées à des murs antiques, ses boutiques remplies de légumes verts, de fruits dorés, de grappes de raisins blonds et rouges, de pyramides de pommes et de mandarines, a conservé je ne sais quel reflet des bazars turcs ou arabes. Tout le reste est bien grec, ou plutôt européen, c'est-à-dire laid, commun, sans physionomie. Je ne ferai exception que pour trois monuments dont le bon goût fait honneur au talent des architectes qui les ont construits. Le premier, le plus remarquable de tous, l'Université, a été bâti par un Danois, M. Hansen, qui a essayé d'y faire revivre l'architecture polychrome des anciens, et qui y a réussi. La façade, élégante et simple, convient singulièrement à la destination de l'édifice ; elle est austère sans être froide. Le second monument se trouve à côté de l'Université. Il est dû à la générosité du baron Sina, qui a doté Athènes de tant d'institutions utiles et brillantes. Il servira d'Académie. C'est un gracieux édifice de marbre, imité des temples anciens, avec propylées, péristyles, frises polychromes, frontons élégants, etc. J'avoue que j'ai peine à m'expliquer l'utilité de deux colonnes gigantesques s'élevant des deux côtés des propylées de manière à écraser de leur masse l'ensemble de la construction. Des chapiteaux

ioniques d'une lourdeur désagréable les surmontent. Il paraît que ces chapiteaux supporteront des statues, ce qui contribuera à en augmenter le mauvais effet. Les Grecs, qui se vantent de connaître si bien l'antiquité, ont donc oublié quelle réputation s'étaient faite les Abdéritains parmi leurs ancêtres, parce que, ayant reçu une statue, ils n'avaient rien trouvé de mieux que de la placer au sommet d'une colonne ? Les Romains ont suivi régulièrement, plus tard, l'exemple des Abdéritains. Les Grecs modernes ne perdent pas une occasion d'en faire autant. On peut voir, en débarquant au Pirée, sur la principale place de la ville, un tout petit buste de l'Apollon du Belvédère juché sur une sorte de pyramide d'une vingtaine de mètres de hauteur. Lorsqu'on arrive à Athènes nourri des leçons de l'art ancien, les déceptions ne manquent pas ! Le troisième monument moderne qui mérite d'être cité est l'Arsakion ou école des filles. Il est un peu sévère peut-être, mais d'une grandeur et d'une simplicité de lignes qu'on ne saurait trop louer. Et puis, comment se défendre d'un sentiment de profonde estime envers les Grecs, lorsqu'on songe que cet Arsakion est une sorte de lycée pour les filles, comme nous n'en avons pas, comme nous songeons à en fonder,

comme nous aurons tant de peine à en acclimater chez nous ? A Athènes, on a trouvé que les femmes devaient recevoir une éducation élevée, que la science était faite pour elles comme pour les hommes, que le travail était la meilleure garantie contre les entraînements de leur âme et de leur imagination. L'Université, l'Académie, l'Arsakion, sont de belles et bonnes œuvres. A part cela, tous les autres monuments d'Athènes semblent n'avoir d'autre destination que de faire ressortir, par effet de contraste, l'inimitable beauté des ruines antiques. Le palais royal, construit pour le roi Othon, est le triomphe du mauvais goût allemand. Et dire que cette affreuse caserne, qui écrase toute la ville de sa lourde masse, se voit presque d'aussi loin que le Parthénon !

Athènes se développe et grandit chaque jour. De nouveaux quartiers y sont en construction ; les établissements publics s'y multiplient. Lorsqu'on monte au Lycabette et qu'on contemple de là le merveilleux panorama de l'Attique, on est frappé de la place qu'occupe la ville et des progrès qu'elle semble faire dans toutes les directions. Si l'on songe qu'elle a été bâtie presque tout entière depuis la proclamation de l'indépendance, il faut bien admirer la merveilleuse activité du petit

peuple qui a su se créer aussi rapidement une pareille capitale. Je ne sais cependant si Hermopolis, dans l'île de Syros, ne donne pas une idée plus brillante encore de l'œuvre improvisée par la Grèce indépendante. Sous la domination turque, c'était à peine une bourgade; c'est aujourd'hui une grande ville, et qui paraît d'autant plus grande qu'elle est pour ainsi dire jetée sur un rocher stérile, dont la nudité fait ressortir son éclatante blancheur, ses vastes et élégantes proportions. Ses places, son marché, ses rues m'ont beaucoup plus frappé que ceux d'Athènes. Il est vrai qu'Hermopolis est dans une admirable situation commerciale et maritime, au centre des Cyclades, sur la grande route de l'Europe. Le Pirée envie à Hermopolis sa prospérité, en vertu de ce particularisme, de cette jalousie de ville à ville, qui sont aussi vifs dans la Grèce moderne que dans la Grèce antique. Il est possible qu'il parvienne à enlever à sa rivale une partie des richesses qui font sa gloire, attendu que, s'il n'a qu'une petite rade, Syros n'en a pas de plus grande. Dans ce cas, Athènes profiterait des gains que ferait le Pirée. Cela ne changerait rien d'ailleurs à sa physionomie actuelle. Ses rues peuvent s'allonger, ses maisons se multiplier; mais il est peu

probable que l'art y renaisse. Les églises ni sont guère remarquables. A défaut de beauté, un certain nombre de chapelles byzantines ont un aspect original; leur petitesse étonne; l'une d'elles interrompt agréablement la rue d'Hermès, la rue de Rivoli d'Athènes, au grand désespoir des amateurs de lignes droites. Quant à la cathédrale, c'est, dans son genre, une œuvre qui vaut le palais royal; elle impose par sa masse et aveugle par sa lourdeur.

Je ne sais si je juge avec impartialité l'Athènes moderne. J'avouerai que, tout persuadé que je sois de l'utilité de placer au pied de l'Acropole la capitale du royaume hellénique, je ne puis penser sans regrets aux trésors que recouvrent peut-être et que recouvriront désormais pour toujours les constructions élevées tout autour du rocher sacré. Que de fois, en creusant les fondements d'une maison, n'a-t-on pas rencontré des vases peints, des statuettes de terre cuite, des objets d'une valeur inappréciable pour l'art ou pour l'histoire! Avant de charger le sol d'édifices monstrueux, il aurait fallu le fouiller dans tous les sens à une grande profondeur, afin d'en retirer jusqu'au dernier débris d'un passé qui fait encore toute la gloire, toute la force, tout le prestige de la Grèce.

Dans leur désir de posséder au plus vite une capitale, les Grecs se sont hâtés d'engloutir des œuvres où ils puisent pourtant leur seul titre de noblesse, leur seul droit à l'existence. Il y a quelques années, en déblayant le Céramique extérieur, on a trouvé quelques bas-reliefs admirables, dont l'un pour le moins est de l'école de Phidias. On en est resté là faute d'argent, et aussi pour éviter de démolir une misérable chapelle ; mais on a laissé des maisons s'élever alentour. Au prix que coûte parfois la civilisation, on se prend à regretter la barbarie. Les Turcs n'avaient détruit aucun des monuments d'Athènes. C'est Morosini qui a fait sauter le Parthénon ; c'est lord Elgin qui l'a mutilé. Plaise au ciel que les Grecs n'achèvent point l'œuvre de vandalisme sous prétexte de montrer au monde toute l'étendue de leurs progrès [1] !

1. Les Grecs ont beaucoup protesté contre ce passage. Tous leurs journaux ont déclaré qu'il n'y avait pas un seul coin d'Athènes qui n'eût été fouillé à une grande profondeur. Quelques jours après, en régularisant une rue, les ouvriers ont découvert, presque à fleur de terre, une Minerve que les magistrats d'Athènes se sont empressés d'annoncer au monde comme une œuvre de Phidias. Il va sans dire que ce n'était pas une œuvre de Phidias; mais c'était cependant une pièce très intéressante. Que de trouvailles du même genre on ferait peut-être sous les maisons d'Athènes !

En arrivant à Athènes, la première impression des voyageurs qui ne connaissent pas ou qui n'aiment pas l'antiquité est celle d'un ennui profond. Au bout de deux jours, ils ont visité la ville d'un bout à l'autre ; ils ont traversé vingt fois les mêmes rues, regardé à satiété des maisons sans caractère, parcouru dans tous les sens des boulevards et des places, remarquables seulement par une poussière aveuglante quand le vent souffle et par une blancheur non moins aveuglante quand le soleil brille. Les indigènes sont fort indulgents pour leur poussière. N'osant pas affirmer qu'elle est agréable, ils jurent leurs grands dieux qu'elle n'est pas nuisible. On peut, suivant eux, s'en remplir les yeux et les bronches sans le moindre inconvénient. Peu s'en faut qu'ils ne déclarent que c'est un tonique qui fortifie les organes où il se loge! Je sais par expérience qu'il faut avoir des bronches et des yeux grecs pour admirer la parfaite innocuité ou les vertus sanitaires de la poussière d'Athènes. En hiver, lorsque le Borée fait rage, — et cela lui arrive, hélas ! bien souvent, — il est impossible de s'en garantir. Elle pénètre partout, dans les vêtements, dans les tiroirs les mieux clos. La pluie ne l'abat que pour quelques heures. Dès que le soleil recommence

à briller, elle reparaît. La moindre brise la soulève en tourbillons dont la ville entière est enveloppée. Les arbres en sont couverts ; aussi leurs feuilles varient-elles entre le blanc et la couleur de la boue : on dirait les plantes en métal qui ornent les mauvais cabarets d'Occident.

Je disais donc que les voyageurs peu amoureux de l'antiquité étaient médiocrement charmés par Athènes. Ils n'y rencontrent presque pas de distractions ; il est rare que le théâtre soit ouvert, et, en dehors du théâtre, il n'y a rien. L'été seulement, la plage du Phalère est égayée par des concerts, des fêtes, des réunions de toute sorte ; on y jouit à la fois des plaisirs du bain et de la musique des *Cloches de Corneville*. Mais, l'hiver, tout est calme. Peu de villes présentent un aspect aussi tranquille qu'Athènes. Je croyais les Grecs bruyants et tapageurs ; sur la foi de récits peu véridiques, je m'imaginais qu'ils discutaient avec vivacité dans les rues et sur les places les plus graves sujets politiques, qu'ils s'emportaient très vite, qu'ils étaient toujours en mouvement, toujours prompts à crier, sinon à agir. Je comparais leur animation à celle des Arabes du Caire et d'Alexandrie, et j'entendais s'élever d'Athènes, comme de ces deux villes, une rumeur incessante,

pareille au bruit de la houle. Il n'en est rien. Le soir, vers sept heures, à la sortie de la Chambre des députés, les débats parlementaires se poursuivent parfois dans un café. On entend alors les invectives tapageuses circuler de table en table, glisser au travers des portes et gagner jusqu'aux trottoirs. Mais ce léger vacarme s'éteint vite. Passé huit ou neuf heures, les rues sont désertes ; on y rencontre peu de promeneurs attardés, encore moins de voitures roulant sourdement dans la poussière. Les cafés sont presque vides : deux ou trois enragés politiques y gourmandent seuls l'Europe en dégustant une tasse de café, un verre de limonade, ou en fumant un narghilé. Au moment où j'ai vu Athènes, elle aurait dû présenter la plus vive animation, puisqu'elle était remplie de soldats venus non seulement de tous les points du royaume, mais de tous les recoins du monde hellénique ; des volontaires, gens d'ordinaire peu tranquilles, y affluaient sans cesse ; la population, surexcitée par des idées guerrières, y éprouvait, disait-on, les passions les plus violentes ; on ne parlait partout que de combats, de révoltes, de révolutions, de carnages. Il n'y avait pas un seul Grec qui n'affirmât sérieusement qu'Athènes était sur un volcan, pas un qui

ne répétât : « Nous sommes en pleine fièvre ! nous ne nous possédons plus ! » Les conversations sentaient la poudre ; on entendait, du matin au soir, le bruit du tambour, des trompettes et des exercices de tir. C'était, d'ailleurs, le seul bruit qu'on entendît, avec celui des discours parlementaires.

En se promenant dans les rues, le calme des physionomies, la nonchalance des démarches, l'air rassuré et satisfait qui brillait sur les visages, étonnaient. De petits soldats bien raisonnables parcouraient la ville sans pousser aucun cri, sans chanter aucun air patriotique, sans répandre autour des cafés le plus léger tumulte. Il paraît que l'aspect d'Athènes est toujours aussi calme. Même lorsque la population se livre à une manifestation politique, la voie publique n'est pas troublée. Les choses se passent doucement, en famille : les soldats, la police se mêlent à la foule ; on marche ainsi presque sans mot dire. Il y a des peuples qui manifestent en dehors, d'autres qui manifestent en dedans. Les Grecs manifestent en dedans. C'est ce qui m'a le plus surpris chez eux, je l'avoue ; car il existe, sous ce rapport, une différence radicale entre les habitants d'Athènes ou du royaume hellénique et les Grecs qui vivent à l'étranger. Rien de plus violent, de plus porté aux

rixes, de plus brutal que les Grecs d'Égypte par exemple. A Alexandrie et au Caire, les quartiers grecs sont à bon droit mal famés. A chaque fête, on y entend les démonstrations les plus bruyantes, toujours suivies de querelles où le sang est versé. Il faut voir les Grecs dans leur patrie, non dans leurs colonies : ils y gagnent beaucoup. Tous les renseignements que j'ai pu recueillir à Athènes m'ont montré que la population du royaume ne méritait pas les justes reproches que l'on adresse à celles des villes grecques de l'empire ottoman. Elle est honnête, simple, et suffisamment laborieuse. Si les politiciens de profession laissent beaucoup à désirer comme moralité, il n'en est pas de même de la masse populaire, qui a réellement les vertus solides sans lesquelles une nation se laisse vite entraîner par les courants les plus dangereux.

Ce qui achève d'enlever à Athènes toute originalité, c'est le très petit nombre de costumes indigènes qu'on y rencontre. Tandis que, dans la plupart des villes orientales, les couleurs les plus variées, les formes les plus étranges, baignées, dans une lumière éclatante, frappent, amusent, égayent et enchantent les regards ; ici, tout est gris, laid, vulgaire. La fustanelle n'est plus portée

que par une infime minorité de Grecs réfractaires aux usages modernes. L'immense majorité est vêtue à l'européenne ; la seule particularité qui distingue un Athénien d'un étranger, c'est la couche de poussière dont il est généralement recouvert. Rien n'est plus curieux que l'influence des costumes sur les types ! Les Grecs d'Athènes auraient le sort de Rica si on les trouvait en France ; tout le monde dirait en les voyant : « Ah ! ah ! ces messieurs sont Grecs : c'est une chose bien extraordinaire ! » Le fait est qu'ils nous ressemblent d'une manière tellement frappante, qu'on a de la peine à croire, en se promenant à Athènes, qu'on n'est pas tout simplement dans une de nos villes du Midi. Les Grecs qui ont conservé la fustanelle sont arrivés, je ne sais comment, à conserver en même temps le type national. Ils ont d'ordinaire la longue et fine moustache, les traits aiguisés, les yeux étincelants, des palicares traditionnels. Le jour où ils disparaîtront, il n'y aura plus de Grecs, la théorie de Fallmerayer sera vraie. Les femmes font venir leurs robes de Paris. Quelques-unes d'entre elles portent encore le béret rouge avec un gland noir attaché à une longue tresse dorée, ou le gland doré attaché à une longue tresse noire qui encadrait si harmonieusement la tête de leurs aïeules

5

C'est tout ce qu'elles ont gardé, d'ailleurs, de l'ancien costume national ; plus de veston brodé, plus de larges manches s'étendant en éventails sur des mains délicates ! Il va s'en dire que, dans la bonne société, personne ne porte ni fustanelle ni béret rouge. L'hellénisme s'arrête où la toilette commence.

Si l'on veut voir de belles Grecques, ce n'est pas à Athènes qu'il faut aller. J'en ai trouvé beaucoup à Alexandrie, en Asie Mineure et dans les îles. A Athènes, le type féminin est ordinairement lourd. Malgré la splendeur des yeux, chose trop ordinaire en Orient pour qu'on y fasse attention, la vulgarité générale des formes cause une sorte de déception. Je fais, bien entendu, la part des exceptions, car on ne peut parler que de l'ensemble. M. Edmond About prétend que la société d'Athènes est médiocre, mais que les servantes, les ouvrières, les Albanaises, sont parfois admirables. Il dit avoir contemplé des servantes venues de Naxos et de Milo qui auraient éclipsé toutes les femmes de Paris, si on avait pu les faire infuser six mois dans une eau courante (de l'eau courante à Athènes, quelle ironie !). Ai-je été moins heureux que M. Edmond About, ou son imagination a-t-elle transformé la réalité ? Quand tous les flots de la

Seine baigneraient à satiété les servantes d'Athènes que j'ai rencontrées, les Parisiennes n'auraient rien à craindre de la concurrence ; peut-être ce bain prolongé présenterait-il plus d'inconvénients que d'avantages ; il en est des femmes de la Grèce comme de ses marbres : l'action du soleil, de l'atmosphère et de la poussière imprime à leur teint une couleur dorée, pareille à celle des épis mûrs, qui n'est pas sans grâce, et dont la disparition ne serait pas sans fâcheuses conséquences.

C'est le dimanche qu'il faut, à Athènes comme partout, parcourir les promenades publiques, si l'on veut observer de près la population, examiner les types, étudier les mœurs, découvrir les usages. Tous les jours, du reste, vers cinq heures, le boulevard principal, le Stade, et la route de Patissia se remplissent de promeneurs. Voitures, piétons, cavaliers suivent le même courant et font, au milieu de la poussière, une sorte de tour du lac monotone et mesquin. On descend d'abord le Stade, puis on enfile la route de Patissia, entre deux haies d'arbres malingres et de maisons communes. Sur la route de Patissia, on peut apercevoir, en passant, l'école Polytechnique, grand édifice de marbre d'une richesse de construction incontestable ; mais il est préférable de regarder

devant soi la plaine de l'Attique couverte d'oliviers et terminée par la chaîne tourmentée du Parnès. C'est un beau panorama quand le soleil couvre de ses derniers rayons les flancs du Parnès, allonge des ombres bleues dans leurs profondes crevasses, projette des lueurs dorées sur leurs saillies, nuance avec une inépuisable variété de tons leurs innombrables ondulations. Mais, au retour, le spectacle est plus beau encore. Les îles et les montagnes de la Morée apparaissent à droite ; à gauche se dresse le Lycabette ; en face s'élèvent l'Acropole et ses ruines glorieuses. Je doute que beaucoup de promeneurs perdent leur temps à contempler ce tableau. Ne faut-il pas discuter sur les toilettes des femmes, sur l'élégance des cavaliers, saluer les amis et connaissances, voir et se faire voir ? Mais les voyageurs qui viennent à Athènes pour le Parthénon, et qui ne se soucient guère des détails de la vie moderne, ne peuvent s'empêcher de lever à chaque instant les yeux, non seulement dans la route de Patissia, mais dans toutes les places publiques, mais dans toutes les rues de la ville, pour apercevoir la colline de l'Acropole surmontée de ses vieilles murailles d'où se dégagent, comme une apparition exquise, les plus beaux

débris de l'art humain. Heureusement l'Acropole apparaît presque de partout. Lorsqu'on est fatigué d'errer dans Athènes contemporaine, un seul regard vous transporte dans ce passé lointain dont l'image, encore vivante après tant de désastres, brille d'un incomparable éclat sur la cité qui l'entoure. Au milieu d'une mer de maisons sans goût, la colline de l'Acropole est comme une île enchantée vers laquelle on se retourne sans cesse et qu'on ne contemple jamais sans émotion.

II

Une des choses qui frappent le plus dans l'Athènes moderne, c'est l'austérité qui y règne ou qui semble y régner. Je dis qui semble y régner, parce que bien des personnes m'ont affirmé que cette austérité n'était qu'apparente et que la corruption cachée égalait, si elle ne dépassait pas, celle des villes les plus licencieuses de l'Europe. Je dois néanmoins à la vérité d'avouer que ces personnes étaient étrangères comme moi, qu'elles ne connaissaient pas Athènes mieux que moi, et que leurs renseignements ont tout juste la valeur d'une hypothèse. En supposant, d'ailleurs, qu'elles aient raison et que la vertu ne soit chez

les Athéniens qu'une forme de la vanité, cette bonne tenue extérieure, qui contraste si fort avec les mœurs de presque toutes les capitales occidentales, n'est-elle point remarquable? Au moment où j'y suis passé, Athènes était une ville militaire ; c'est toujours une ville d'université. On n'y voit pourtant pas des cafés et des brasseries du genre de ceux qui pullulent dans nos villes de garnison, ainsi qu'au quartier Latin. Les étudiants y abondent, les étudiantes y sont inconnues. Cette sévérité d'habitudes est une des causes du succès de l'université d'Athènes dans le monde hellénique. Beaucoup de familles, qui enverraient leurs fils faire des études à Constantinople ou à Paris, si elles y trouvaient les mêmes garanties, préfèrent les envoyer à Athènes, parce qu'elles sont sûres qu'ils mèneront, bon gré mal gré, une vie régulière. L'occasion fait le larron ; à Athènes, l'occasion ne se présente presque jamais. Le vice, s'il existe, est forcé de se dissimuler tellement, d'employer tant de ruses, de se couvrir de masques si épais, qu'il devient d'une pratique singulièrement difficile. C'est un luxe auquel tout le monde ne saurait prétendre. J'ignore ce qui se passe dans les familles, je n'ai pas percé le mur de la vie privée ; mais je ne

connais pas de ville dont l'extérieur soit plus correct et où le désordre soit moins visible. Des moralistes relâchés trouveraient peut-être que cette rigidité donne à Athènes un air légèrement triste, légèrement éteint, et que les Athéniens modernes sont beaucoup trop Spartiates. Alcibiade ne serait plus possible aujourd'hui, et cette vie inimitable, que Montaigne regardait comme l'idéal d'un sceptique délicat, ne pourrait plus dérouler, avec la libre fantaisie des mœurs antiques, ses orageuses péripéties.

On raconte que c'est à la jeune reine de Grèce qu'il faut attribuer surtout l'austérité d'Athènes. Tout occupée de sa nombreuse et intéressante famille, elle donne l'exemple d'une existence intime, simple, un peu grave, dont l'imitation s'impose autour d'elle. On dit même qu'elle ne se contente pas de donner l'exemple, qu'elle exerce sur la société et sur la ville une sorte de surveillance morale qui ne recule devant aucun détail. Elle ne trouve pas qu'il soit indigne de la dignité royale de régler directement les questions les plus vulgaires, de s'opposer, par exemple, à ce qu'une trop grande liberté ne s'établisse dans les théâtres et les concerts entre l'auditoire et les artistes, à ce que la musique ne serve de prétexte à des réunions qui n'au-

raient rien de musical. Une surveillance aussi étroite serait étrange, insupportable même dans un grand pays; mais Athènes est une bien petite ville, et la Grèce tout entière a des dimensions si restreintes! Dans ce milieu resserré, où tout le monde se connaît, où chacun vit sous l'œil du voisin, où il est tout à fait impossible d'échapper à l'attention publique, on comprend que l'influence d'une femme et d'une reine, chez laquelle la grâce n'exclut pas la sévérité, soit acceptée sans trop de peine. Les Athéniens sont fiers de l'ordre parfait qui règne chez eux. Est-ce sincère? Est-ce, au contraire, comme le prétendent certains esprits critiques, l'effet de l'hypocrisie qui les pousse à vouloir être admirés de toutes les manières par la naïveté de l'Europe? Je ne tranche pas la question, n'étant pas en mesure de le faire; je dis seulement ce que j'ai vu.

Parfois cependant, m'a-t-on dit, Athènes se déride et perd sa gravité extérieure. Il suffit d'une troupe étrangère dans le théâtre pour mettre toute la jeunesse en ébullition et en révolution. Mais c'est là une preuve nouvelle de l'austérité ordinaire. Ce sont ceux dont la disette est le régime habituel qui tombent, à l'occasion, dans les plus grands écarts. Le seul élément permanent de désordre existant à Athènes

est représenté, faut-il l'avouer ? par une classe de gouvernantes et d'institutrices françaises ou soi-disant françaises qu'on rencontre un peu partout. Presque toutes les familles ont de ces prétendues Françaises à leur service, et l'on assure que leurs fonctions ne se bornent pas à apprendre notre langue aux enfants. J'étais un peu humilié du rôle joué par nos compatriotes; mais des personnes très compétentes m'ont affirmé que la plupart de ces gouvernantes et institutrices n'étaient Françaises que de nom. Il suffit qu'une jeune fille de Smyrne, d'Alexandrie, de Trieste ou des îles ait eu des malheurs pour qu'elle vienne échouer à Athènes et y chercher fortune en se donnant comme maîtresse de français. N'importe! il est fâcheux pour notre langue, qui sert à tant de bonnes choses en Orient, d'y servir aussi à couvrir ce métier-là.

Ne connaissant point les mœurs des provinces grecques, j'ignore si les autres villes diffèrent d'Athènes. J'ai recueilli à ce sujet des informations trop vagues, trop incomplètes pour oser me prononcer en un sujet aussi délicat. Généralement, à ce qu'on m'a rapporté, il règne en Grèce une simplicité qu'on peut regarder comme le meilleur indice de l'innocence. La plupart des voyageurs

que j'ai consultés, ayant longuement vécu dans le Péloponèse et dans les îles, y ont été frappés surtout d'une naïveté de manières qui excluait jusqu'à l'idée du mal. Quand on est reçu en été dans une famille grecque, il n'est pas rare qu'à l'heure de la sieste, on vous offre de vous reposer dans la chambre et dans le lit de la jeune fille de la maison ; elle vous cède sa place et va s'établir auprès de ses parents. Ne vous récriez pas, on ne vous comprendrait pas ! N'êtes-vous point étranger ? N'avez-vous point droit à la place d'honneur ? Et, quant au lit, honni soit qui mal y pense ! Vos hôtes n'y pensent point pour leur compte. Aussi vos scrupules sont-ils à leurs yeux un simple défaut de savoir-vivre ou une preuve que vous n'êtes pas satisfait, pour des motifs inexplicables, d'une hospitalité qu'on s'efforce cependant de rendre aussi cordiale, aussi intime que possible.

Le tableau que je trace ici des mœurs grecques ne ressemble guère à celui qu'en a fait M. Edmond About dans *La Grèce contemporaine*. Mais M. Edmond About avait étudié les mœurs grecques à Smyrne plutôt qu'à Athènes. Les exemples de chasse aux maris qu'il raconte ont été recueillis en Asie Mineure, non en Attique et dans le Péloponèse. Il paraît bien que les jeunes filles grec-

ques aiment beaucoup à épouser des étrangers, et que la première question qu'on adresse à un homme, arrivant dans certaines régions du pays, est s'il est marié ou non. Suivant la réponse, l'accueil est plus ou moins empressé. Mais, à Athènes, on est moins primitif; il n'y a pas de réception spéciale pour les célibataires; on se préoccupe cent fois plus de laisser aux voyageurs une impression flatteuse que de les encombrer d'une femme. Ce qui explique très bien que les habitudes de Smyrne soient différentes, c'est le nombre très restreint des jeunes gens et la grande abondance des jeunes filles. Aussi ces dernières savent-elles séduire l'homme; elles savent par quelles complaisances elles se l'attachent, par quelles consolations elles lui font prendre patience sous les yeux de leurs parents, et combien elles doivent lui accorder de leur personne dans l'intimité pour faire désirer le peu qu'elles réservent. Cet art, aussi utile que savant, est inconnu en Grèce, ou du moins il y est mal pratiqué. J'ai presque failli moi-même être exposé un jour à une épreuve du genre de celle du corset, telle qu'elle est décrite dans *la Grèce contemporaine*. On peut donc m'en coire, puisque j'ai été déçu. C'était par une délicieuse journée d'hiver, sur le chemin de fer d'Athènes au Pirée.

La campagne de l'Attique était inondée d'une lumière éclatante, l'Acropole brillait à l'horizon. Il faisait très chaud. J'avais à côté de moi, dans le wagon, une jeune fille douée de cette beauté particulière de l'Orient, dont le charme est irrésistible: des yeux à percer les cœurs les plus rebelles, un profil antique, un teint bronzé, une richesse de formes admirable. Elle me donnait de temps en temps, comme par mégarde, des petits coups d'ombrelle. L'excessive chaleur l'ayant obligée de quitter son manteau, il était impossible de ne pas remarquer la perfection de son buste et de ne pas entendre trotter dans son imagination toutes les histoires de M. About. Tout à coup deux mains s'emparent des miennes, quelqu'un se jette dans mes bras, une tête charmante se pose sur mon épaule, ses cheveux frôlent ma joue, je sens son haleine... J'ai cru quelques secondes à la véracité de *La Grèce contemporaine* ! Aussi faisais-je un appel suprême à ma présence d'esprit pour me conduire avec délicatesse dans cette piquante et terrible aventure. Hélas ! je ne courais aucun risque; je n'avais besoin d'aucun courage. Un simple déraillement avait mis ma voisine dans mes bras. Elle s'est relevée plus rouge que l'Hymette au soleil couchant, et, jusqu'au Pirée, je n'ai plus

reçu le moindre coup d'ombrelle. C'est depuis lors que je suis convaincu que les vertus des Grecques ne sont pas des vertus de rouées.

En somme, si les mariages ne se font pas en Grèce par les procédés ingénieux dont les voyageurs romanciers nous ont entretenus, ils n'en valent pas moins pour cela. S'ils sont heureux, je l'ignore; mais ils sont féconds. La population du royaume n'a pas cessé de croître depuis l'indépendance. Un premier recensement, fait en 1838, avait donné le chiffre de 752,000 habitants; celui de 1870, a donné 1,457,894 habitants. Il est vrai qu'il faut en défalquer les 229,516 habitants des îles Ioniennes qui, n'appartenant pas à la Grèce avant 1864, n'avaient pu être compris dans le recensement de 1838. Mais, cette défalcation faite, il reste encore une population de 1,228,378 habitants, chiffre qui, comparé à celui de 1838, donne une augmentation de 476,378 habitants en trente-deux ans, soit 63 pour 100. On peut supposer que le recensement de 1838 n'a pas été très régulièrement fait; mais celui de 1861 avait fourni une population de 1,096,018 habitants. En se bornant donc à la période de neuf ans qui s'est écoulée de 1861 à 1870, la différence en plus au profit du dernier recensement s'élève à 132,360 habitants, soit une augmentation

annuelle de 1. 36 pour 100; ce qui montre que la population double en cinquante-neuf ans. Il est propable que les résultats des six dernières années seront aussi remarquables que ceux des neuf précédentes. Or la population ne double en France qu'en cent soixante-cinq ans; en Suisse, qu'en cent quarante et un ans; en Italie, qu'en cent trente-six ans; en Belgique, qu'en soixante-dix-sept ans. Il faut arriver en Angleterre pour trouver un accroissement égal à celui de la Grèce. La population de l'Angleterre double en cinquante-sept ans; celle de la Prusse, en quarante-huit ans; celle de la Saxe, en trente-neuf ans. Si la Grèce n'est pas au haut de l'échelle, elle occupe, on le voit, un degré fort honorable; de très grandes puissances auraient beaucoup à lui envier sous ce rapport.

Cette question de l'accroissement de la population est, d'ailleurs, capitale pour la Grèce. Dans la lutte que vont se livrer les diverses races qui se disputent la presqu'île des Balkans et la succession de l'empire ottoman, les Grecs auront les Bulgares pour premiers rivaux, pour principaux antagonistes. Il est à peu près inévitable que les Bulgares l'emportent sur eux par le nombre, sinon par l'intelligence et par l'activité. Le Bulgare est

sobre, travailleur, singulièrement prolifique. Il vit de quelques haricots; il n'a aucun goût coûteux; il est incapable de la moindre fantaisie dangereuse. Doué des robustes vertus qui font le laboureur, il cultive la terre avec une patience et une énergie que le Grec n'aurait jamais, même si la nature du sol qu'il habite lui permettait de se livrer à l'agriculture. Les travaux des champs ne l'exposent à aucun péril personnel; il a été exempté jusqu'ici du service militaire; longtemps encore on se battra probablement pour lui. Il peut se développer et peupler à l'aise, à l'abri des accidents ordinaires de la fortune. Dans tous les villages où il pénètre, il s'étend tellement, qu'il n'y a plus bientôt de place que pour ses enfants et pour lui. Le Grec est dans une situation bien différente. Si sa sobriété égale celle du Bulgare, l'existence qu'il mène l'expose à toute une série d'aventures auxquelles il lui est souvent difficile d'échapper. Le travail de la terre conserve la santé et la vie; le commerce et la marine, les seuls métiers qui conviennent au Grec, usent les forces, raccourcissent les jours, entraînent souvent des catastrophes. Combien de Grecs périssent chaque année sur les légères embarcations avec lesquelles ils affrontent les tempêtes de la Méditerranée!

Combien risquent de périr désormais, les armes à la main, pour réaliser leurs patriotiques ambitions ! Jusqu'ici, la Grèce avait pu se dispenser d'avoir une armée ; elle vient d'en former une ; elle devra la garder. Pour résister à tant de causes de destruction, si la race grecque ne s'accroissait pas sans cesse, elle disparaîtrait peu à peu d'une terre où le Bulgare s'avancerait lentement, mais sûrement, avec la régularité et la puissance d'une force presque matérielle écrasant tout sur son passage.

III

Je ne sais s'il est vrai que les Grecs disent quelquefois entre eux : « Bête comme un philhellène ; » mais, s'ils le disent, c'est tout à fait en famille, à voix basse, de manière à n'être entendus de personne. Dès qu'on arrive à Athènes, on est soumis à un examen minutieux sur les sentiments que l'on professe envers la Grèce. En quelques jours, en quelques heures, on est jugé. On est philhellène ou on ne l'est pas. Si vous ne l'êtes pas, l'accueil que vous recevez est toujours plein de politesse ; car les Grecs pratiquent rigoureusement les lois de l'hospitalité ; mais il est en même temps empreint de froideur. Partout où vous allez,

vous sentez une certaine gêne ; à chaque parole que vous prononcez, un sourire contraint apparaît sur les lèvres de vos auditeurs ; seriez-vous aussi prévenant, aussi aimable, aussi flatteur que possible, vous soumettriez-vous à toutes les concessions pour faire oublier ce qu'on prétend avoir lu au fond de votre cœur, n'importe ! on ne vous croirait pas : vous n'êtes pas philhellène ! Si vous êtes philhellène, au contraire, vous pouvez tout vous permettre ; tout ce que vous direz, tout ce que vous aurez l'air de penser, tout ce que vous laisserez entrevoir semblera parfait, merveilleux. N'êtes-vous pas doué de toutes les vertus ? Le philhellénisme ne comprend-il pas tous les mérites qui constituent l'homme distingué, éminent ? C'est de la meilleure foi du monde, c'est avec une naïveté d'orgueil national presque touchante que les Grecs mesurent la valeur morale et intellectuelle des étrangers à l'admiration que ceux-ci ont ou professent pour eux. Quand l'admiration est sans bornes, quand elle n'est tempérée par aucune critique, on est digne d'inspirer les sentiments les plus enthousiastes. Chaque réserve apportée à cette admiration vous enlève une qualité. Un Athénien qui me parlait un jour de M. Thiers me répétait à chaque phrase : « Sans doute, il a fait de grandes choses,

mais il n'était pas philhellène ! » M. de Bismark, de son côté, ne jouit pas en Grèce d'une réputation fort brillante, et pour les mêmes raisons que M. Thiers. Les hommes d'État, les écrivains d'Europe se divisent en deux catégories très tranchées. Les uns ont la véritable supériorité, qui est de rendre à la Grèce un culte aveugle ; les autres, malgré les apparences qui quelquefois font illusion, sont des esprits étroits ; ils ne sont jamais entrés dans le temple hors duquel il n'y a point de salut ; eussent-ils gagné les plus grandes batailles, eussent-ils changé la face de l'Europe, il leur a manqué ce qui constitue la vraie grandeur : ils ne sont pas philhellènes !

Faut-il l'avouer ? En débarquant à Athènes, j'ai failli être classé parmi les non-philhellènes, et je suis toujours resté dans les rangs des douteux. Cette situation intermédiaire a, d'ailleurs, des avantages. On se met en frais pour conquérir les douteux, on cherche à les séduire, à les arracher à leur fatale erreur ; on leur laisse entrevoir qu'avec un léger effort, ils arriveraient à la perfection : ils y touchent, ils sont près d'y atteindre ; un bon mouvement et les voilà au but ! L'ai-je atteint, pour mon compte ? J'en doute. C'est dommage ; car les Grecs sont très sincères, je crois, dans l'estime

qu'ils professent pour leurs amis. Si fiers qu'ils soient, ils sont encore plus vaniteux, et ce n'est pas une comédie lorsqu'ils parlent avec enthousiasme de ceux qui les célèbrent avec exagération. Ils ne sont pas ingrats. Ils n'ont oublié aucun des hommes auxquels ils ont dû une louange. Ils ont gardé un souvenir moins présent de ceux qui leur ont rendu des services plus directs. C'est qu'ici leur vanité est en conflit avec elle-même. S'ils sont flattés que lord Byron ait donné sa vie pour leur indépendance et que la France ait versé son sang pour l'assurer, il leur plairait d'autre part de pouvoir persuader au monde ce qu'ils se sont persuadé assez facilement à eux-mêmes ; je veux dire qu'ils l'ont conquise tout seuls, que leur héroïsme y a suffi, que les étrangers qui se sont battus à leur côté étaient là comme de simples témoins accourus pour contempler de près leurs hauts faits. Chaque année paraissent, à Athènes, des livres et des brochures où l'histoire de la guerre de l'indépendance est racontée dans cet esprit, qui passe en Grèce pour rigoureusement véridique. De l'intervention de l'Europe, il n'y est pas dit un mot ! Les Grecs ont tout fait ; ils n'ont eu besoin de personne pour écraser la Turquie ; ce sont eux qui ont brûlé la

flotte turque à Navarin ; sous des déguisements français, ce sont encore eux qui ont exécuté l'expédition de Morée. L'Europe n'est apparue que pour les arrêter dans leurs triomphes et pour les empêcher de pousser la victoire jusqu'au bout. Elle s'en repent aujourd'hui ; elle cherche à donner à la Grèce l'Épire et la Thessalie qu'elle l'a empêchée de prendre jadis : ce ne sera, si elle y réussit, qu'une juste, mais tardive réparation. La manière dont les Grecs jugent le passé se retrouve encore dans leurs appréciations sur le présent. Comme ils ont un fonds de bon sens qui résiste à tout, ils sentent fort bien qu'ils ne peuvent obtenir de nouveaux succès sans le concours de l'Europe ; mais ils voudraient que ce concours fût très efficace sans être apparent. Rien de plus curieux sous ce rapport que le langage de leurs journaux, que les discours de leurs orateurs. Le thème constant de toutes les polémiques de presse, de toutes les discussions parlementaires et extra-parlementaires est la puissance invincible de l'héroïsme grec, qui n'a besoin d'être secondé par aucune force extérieure pour réaliser les ambitions nationales. Seulement, une variante oratoire non moins constante roule sur l'obligation où se trouve l'Europe de venir au secours de cet héroïsme qui

pourrait si aisément se passer de secours. Il n'y a aucune contradiction entre les deux idées. Les Grecs sont assez forts par eux-mêmes pour vaincre la Turquie ; mais ils sont si beaux dans leur courage, que l'Europe ne peut manquer de combattre avec eux, afin de recueillir quelques reflets de leur gloire, quelques feuilles de leurs lauriers.

Cette vanité grecque gâte la société d'Athènes, qui, sans cela, serait des plus agréables. Certes, si les Grecs se vantaient moins eux-mêmes, s'ils exigeaient moins les éloges qu'on est tout prêt à leur faire, on serait heureux de leur montrer l'estime que méritent les progrès accomplis depuis leur indépendance. Pour fonder une capitale, il ne suffit pas de bâtir des maisons, d'élever des hôtels, de construire des palais, de percer des boulevards, de planter des squares : il faut encore, il faut surtout créer des salons, former des réunions où l'on cause, avoir des hommes capables de parler avec esprit et des femmes habituées à recevoir avec grâce. On rencontre tout cela à Athènes. S'il faut en croire des descriptions datant à peine d'une vingtaine d'années, ce qui frappait alors dans la société grecque, c'étaient les disparates qu'on y remarquait sans cesse. L'Europe entière a ri des efforts infructueux de

la jeunesse athénienne pour devenir une jeunesse dorée. Les Grecs ont protesté avec colère contre la critique ; mais, tout en protestant, il en ont profité. Aujourd'hui, la jeunesse d'Athènes est fort bien élevée ; elle a des manières excellentes et beaucoup d'usage du monde. Je n'ai pas assisté à un grand nombre de soirées, parce que les événements politiques ne permettaient guère de s'amuser ; mais celles où je me suis trouvé m'ont paru charmantes. On n'y dansait pas, sous prétexte que c'eût été danser sur un volcan ; mais on y causait fort bien, on y faisait de la musique, on y était reçu avec une affabilité du meilleur goût. A la vérité, on y applaudissait parfois de très fausses notes, car les Grecs ne sont guère musiciens, mais je n'y ai remarqué de dissonances qu'en musique. La société grecque compte un grand nombre d'hommes distingués, et quelques hommes éminents dont le commerce est aussi utile qu'aimable. Il est surprenant de voir de véritables savants, des érudits de la meilleure école, de fins littérateurs, des poètes délicats dans une ville et dans un pays dont l'indépendance est d'hier. On a trop parlé de l'état de l'instruction publique en Grèce pour que j'en reparle encore. Mais avoir fait en quelques

années une université comme celle d'Athènes est pour les Grecs un véritable titre à l'admiration qu'ils désirent si ardemment. Seuls, de toutes les races de l'Orient, ils se sont trouvés dignes de la liberté le jour même où ils l'ont obtenue. Ils n'ont pas eu besoin d'une longue éducation avant de prendre leur place dans l'élite intellectuelle de l'Europe. On leur reproche d'avoir quelque peu négligé jusqu'ici l'étude des sciences exactes, de s'être consacrés presque exclusivement à l'histoire, aux lettres, à l'épigraphie. Mais n'était-il pas assez naturel que le premier usage qu'ils fissent de leur esprit fût de raviver les souvenirs de leur merveilleux passé ? Il y a parmi eux des historiens remarquables, comme M. Paparrigopoulos, des épigraphistes qui ne craignent aucun rival, comme M. Koumanoudis ; il y a aussi des jurisconsultes d'une rare distinction, comme MM. Calligas et Sarripolos. Les naturalistes, les mathématiciens, les chimistes viendront plus tard ! L'instruction qui règne dans la société d'Athènes est très supérieure, je ne dis pas seulement à celle qu'on rencontre en Orient, mais même à celle qu'on rencontre d'ordinaire en Occident. Athènes possède, je l'ai dit, depuis plusieurs années une école comme nous venons à

peine d'en fonder en France, où les jeunes filles reçoivent un enseignement secondaire des plus développés. Je ne l'ai point visitée ; mais, à en juger par les résultats qu'elle produit, elle est parfaite. C'est parfois une cruelle déception, dans les colonies grecques de la Turquie, de rencontrer des femmes auprès desquelles l'admiration doit être muette, parce que l'exquise beauté des traits, l'éclat étonnant du regard, ne sont point, hélas ! soutenus chez elles par les grâces de l'esprit. Il n'en est pas de même à Athènes. Les Athéniennes sont toutes capables de causer d'une manière agréable, et la conversation de quelques-unes d'entre elles rappelle ce qu'on a entendu de plus vif, de plus spirituel, de plus sérieux au besoin, et au besoin aussi de plus gai. Elles savent fort bien le français, elles en comprennent les nuances les plus fines, elles s'en servent comme des Parisiennes. Il m'est souvent arrivé à Athènes d'oublier que j'étais en Grèce en entendant parler ma langue avec une délicatesse fort rare en France même et que je ne m'attendais pas à trouver au pied de l'Acropole.

Ce qui me rappelait à la réalité, ce sont les traits de défiance dont toute causerie avec un philhellène douteux comme moi est nécessaire-

ment émaillée. Sous mes éloges on cherchait toujours des épigrammes, ce qui me valait des répliques très piquantes, mais dont à la longue on ne laisse pas d'être un peu fatigué. Dans leur préoccupation de vous plaire à tout prix, coûte que coûte, les Grecs finissent par vous causer une sorte d'embarras. On ne se sent pas tout à fait à l'aise avec eux; on voit qu'ils posent, et cela vous glace. Leur conversation tourne toujours au plaidoyer *pro domo sua;* leurs livres en font autant. Tous les ouvrages écrits par les Grecs sur la Grèce sont des panégyriques. On est frappé, en les lisant, du nombre incalculable de vertus que possède la Grèce. Quant à ses défauts, où sont-ils? qui nous le dira? J'ai pourtant trouvé un livre intitulé : *La Grèce telle qu'elle est,* dont l'auteur, après avoir consacré près de trois cents pages à s'extasier sur les mérites de son pays, sur les qualités de ses compatriotes, sur l'intelligence et la noblesse des hommes, sur la beauté des femmes, sur les promesses qui éclatent dans les yeux des enfants, pris tout à coup d'un scrupule tardif de modestie, déclare hautement qu'il ne veut pas avoir l'air de flatter les Grecs et que, s'il s'est étendu si longuement sur le bien, il va dire non moins longuement le mal. Sur ce, il énumère les *imperfec-*

tions des Grecs, au nombre de trois, sans plus, qu'il désigne ainsi : « Vanité, *mutabilité*, envie. » Il pousse même le courage jusqu'à ajouter : « Plusieurs auteurs ont voulu défendre toutes les faiblesses des Hellènes. Ils les ont réunies en quelque sorte en un faisceau et l'ont couvert par la même formule : « Résultat de l'esclavage » ; c'est un tort. Les défauts que nous venons de nommer existent réellement dans notre sang. Aucune justification ne pourra résister à l'examen des faits et au témoignage de l'histoire. » Mais, après cet effort héroïque, l'auteur de *La Grèce telle qu'elle est* s'empresse de tomber dans l'erreur qu'il reprochait aux autres et de donner lui-même un exemple de mutabilité : au lieu de chercher des raisons morales aux trois défauts des Grecs, il s'efforce de leur découvrir des excuses historiques et des circonstances atténuantes.

Après tout, les Grecs ont raison de couvrir leurs faiblesses sous la formule générale : « Résultat de l'esclavage. » Il serait singulièrement injuste d'oublier qu'ils sortent à peine d'un état qui développait en eux tous les mauvais instincts et qui étouffait cruellement tous les bons. Quand ils nous disent : « Ne nous jugez pas en vous plaçant au point de vue de l'Occident ; ne nous comparez pas aux

grandes nations européennes qui jouissent depuis des siècles, sinon de la liberté, au moins de la civilisation ; placez-vous au point de vue de l'Orient; comparez-nous aux races rivales qui, longtemps asservies comme nous, ont perdu dans la servitude non seulement leur vertu, mais leur intelligence ; voyez ce que nous avons fait et ce qu'elles ont fait; » — quand ils parlent ainsi, il est impossible de méconnaître la justesse de cette défense. Leur tort seulement est de croire qu'on les attaque. Sans doute ils ont subi quelques critiques exagérées, partiales, violentes même; au total, cependant, l'opinion générale de l'Europe leur a toujours été favorable; en toute occasion, on leur a montré plus d'indulgence que de sévérité. Leur cause est restée populaire à travers les révolutions, les crises, les bouleversements. Cela devrait les rassurer; mais rien ne le fait. Ce qui explique la crainte incessante où ils vivent de perdre l'estime et l'appui de l'étranger, c'est qu'en dépit de leurs prétentions, ils savent et sentent fort bien qu'ils ne sauraient se passer ni moralement, ni intellectuellement, ni politiquement, ni matériellement du concours de l'Europe. Enfermés dans des frontières trop étroites, vivant sur un sol stérile, ils consomment plus qu'ils ne produisent.

A part le raisin de Corinthe et les olives, leur terre ne porte que des pierres et quelques moissons insuffisantes. C'est donc au commerce, à l'industrie, aux rapports incessants avec les autres peuples qu'ils sont forcés de demander les ressources dont ils sont dépourvus. Si rapides qu'aient été leurs progrès, si éminents que soient quelques-uns de leurs professeurs, ils ont beaucoup à apprendre de l'Europe avant de posséder une culture complète. J'ai déjà dit combien ils étaient en retard pour les sciences exactes et pour les sciences naturelles; ce n'est qu'en France ou en Allemagne que leurs étudiants peuvent devenir de véritables médecins, des mathématiciens, des géologues, des chimistes, etc. Militairement et politiquement, leur faiblesse est incontestable. En vain ébranlent-ils les marbres de l'Acropole du bruit de leur mousqueterie; en vain la voix de leurs canons trouble-t-elle le calme ordinaire de la plaine de l'Attique : il n'y a pas un homme éclairé parmi eux qui ne se rende compte de l'impuissance pratique de ces parades belliqueuses. Pour étendre leurs frontières comme pour se procurer du pain, l'Europe leur est indispensable. Peu de nations vivent aussi directement et aussi entièrement du dehors. C'est pourquoi le plus fier des-

cendant de Périclès se tourmente de ce que peuvent penser de lui les bourgeois de Londres ou de Paris, et se sent mal à l'aise à l'idée que la haute opinion qu'il a de sa personne risque de n'être pas partagée par tous ceux qui viennent la voir de près et qui retournent dans leur pays dire ce qu'ils ont vu.

IV

Athènes étant la capitale de la Grèce, c'est là qu'on peut étudier les politiques et les politiciens grecs. Ai-je besoin de rappeler quelle est leur réputation ? Par une coïncidence fâcheuse, on dit en général de la Grèce ce qu'on dit aussi de la Turquie : le peuple y est excellent, d'une grande moralité malgré les excès du brigandage, qui ont totalement disparu depuis une dizaine d'années, d'une intelligence remarquable et d'un caractère très sûr; mais la classe qui dirige les affaires inspire beaucoup de méfiance aux étrangers, et même aux Grecs des provinces et des pays ottomans. Je me souviens d'avoir ren-

contré cette impression en Chypre, où j'étais étonné de la trouver aussi vive. Les populations rurales n'y marquaient aucun goût pour la réunion à la Grèce, et, lorsque j'en exprimais ma surprise, on me répondait aussitôt que cela venait de la crainte que leur inspiraient les administrateurs et les politiques d'Athènes. Elles redoutaient, avec quelque raison, que le premier résultat de la réunion à la Grèce fût une augmentation considérable de l'impôt foncier au profit, non de l'île elle-même, mais du royaume hellénique et de ceux qui l'exploitent souvent sous prétexte de le gouverner. Je ne serais pas étonné si ce sentiment existait aussi en Épire et en Thessalie. Il est clair que jusqu'ici la terre ne peut supporter aucun impôt sérieux en Grèce; elle est trop pauvre pour cela. Jadis la dîme florissait avec tous ses abus. Un ministre réformateur l'a supprimée. L'impôt sur le bétail, au moyen duquel on l'a remplacée, a donné d'assez médiocres résultats. Pendant que j'étais à Athènes, on parlait de supprimer à son tour l'impôt du bétail et de lui substituer un impôt foncier. Mais il n'y a pas de cadastre; cet impôt aurait donc été établi sur des déclarations personnelles dans lesquelles il est difficile d'avoir confiance. Les

bénéfices qu'il donnerait, d'ailleurs, ne seraient pas gros, puisque l'agriculture actuelle rapporte très peu. Sauf, comme je l'ai dit, les raisins de Corinthe et les olives, la Grèce ne produit presque rien; or les raisins de Corinthe et les olives sont déjà soumis à une taxe. Jusqu'ici, le peuple grec est le peuple de l'Europe qui supporte le moins d'impôts. Presque tous les revenus publics sont alimentés par la douane, les impôts de mutation, le timbre et les raisins de Corinthe. Mais, du jour où des provinces douées d'un sol fertile, telles que la Thessalie, l'Épire ou Chypre, seront annexées au royaume, l'impôt foncier deviendra une des principales ressources du pays. On s'explique que cette perspective ne séduise pas excessivement des populations qui ne professent qu'une estime modérée pour le personnel politique chargé d'administrer les finances grecques.

Dieu me garde de dire si elles ont tort ou raison! Les Grecs d'Athènes, sans en excepter les politiciens, m'ont paru infiniment plus probes que les Grecs de l'empire ottoman; mais le proverbe affirme qu'il n'y a pas de fumée sans feu, et la fumée est considérable. Le haut personnel politique, que j'ai observé de plus près, est celui qui est le moins exposé aux critiques. C'est dans les rangs des adminis-

trateurs de second ordre, des consuls, des hommes de bureau qu'on rencontre surtout de graves abus. Les causes de la corruption sont nombreuses. Je n'en citerai que deux : l'instabilité des fonctions et la modicité des traitements. La Grèce est le pays d'Europe où les traitements sont de beaucoup les moins élevés : un ministre touche 9,600 drachmes, c'est-à-dire moins de 9,000 francs ; un secrétaire général de ministère touche 5,700 drachmes ; un chef de division, 4,800 ; le président de la cour de cassation, 7,200 ; un conseiller à la même cour, 5,400 ; le président de la cour d'appel, 6,000 ; un nomarque (préfet), 5,700 ; un éparque (sous-préfet), 2,880 ; un professeur d'université, 5,400. J'ai pris les plus gros traitements ; on ne les obtient qu'après une longue et brillante carrière. Pour arriver, par exemple, à 5,400 drachmes, un professeur d'université a besoin de quinze ans de service ; des hommes du plus grand mérite, des savants tout à fait supérieurs reçoivent, comme une suprême récompense, à la fin d'une vie consacrée à l'enseignement, ces émoluments ridicules. Qu'on juge par là des appointements des simples employés ! Néanmoins les fonctions publiques sont encombrées en Grèce comme en France,

plus qu'en France peut-être. L'éducation exclusivement littéraire de l'Université, l'absence presque complète de culture scientifique, le défaut de débouchés dans un pays où l'industrie est encore en enfance et où le génie de la race pour les grandes entreprises de crédit ne peut se donner libre cours, faute d'instruments à mettre en œuvre, le goût instinctif des Grecs pour la politique et ce qui s'en rapproche, tout concourt à pousser la jeunesse vers la vie publique. Mais la manière dont le régime parlementaire est pratiqué en Grèce produit dans les administrations d'incessantes secousses. A chaque instant, les ministères changent; or, chaque fois qu'un ministère change, le personnel administratif est modifié de fond en comble. Comment veut-on que des hommes qui n'occupent un emploi que pour quelques mois, qui ne sont payés de leur travail que d'une manière dérisoire, ne soient pas tentés d'assurer leur avenir contre les incertitudes de la fortune en employant un moyen qui a été pratiqué depuis des siècles en Orient? Et ce n'est point l'Orient seul où fleurit ce moyen. Sous tous les climats, sous tous les régimes politiques, l'instabilité administrative amène la corruption. Elle existe aussi bien dans la république des États-

Unis que dans l'empire ottoman, que dans le royaume libre de la Grèce. Prenons garde de ne pas la faire naître chez nous par la pratique trop prolongée du régime d'épuration, soi-disant politique, qui, mis à la mode depuis quelques années, risquerait en subsistant de donner à l'administration française les mœurs des administrations américaines, ottomanes et grecques !

La Grèce, il faut en convenir, aurait d'excellentes réponses à faire à ceux qui lui reprochent les imperfections de son état politique. Uniquement préoccupée de ses vastes ambitions, elle aime mieux répliquer à toutes les critiques en affirmant que la seule cause de ces imperfections est la petitesse du royaume. Si la Grèce était plus grande, elle aurait immédiatement une administration probe, un gouvernement éclairé et économe, des finances en bon ordre, des hommes d'État éminents, des Chambres modèles. J'ai peine à croire à la vertu magique d'une extension de frontières, si considérable qu'elle fût. En se développant, les Grecs ne feront disparaître aucune des difficultés contre lesquelles ils se débattent aujourd'hui ; peut-être, au contraire, les envenimeront-ils. Le problème qu'ils ont à résoudre est des plus compliqués ; des nations de premier ordre, des nations

dont la Grèce ne saurait, même dans ses rêves les plus gigantesques, songer un instant à atteindre l'étendue, l'agitent comme elle et sans beaucoup plus de succès qu'elle. C'est le problème de la conciliation du régime parlementaire et de l'extrême démocratie. Tout a été dit sur la faute qui a été commise lorsqu'on a imposé à un peuple à peine délivré de la servitude, comme les Grecs, des institutions constitutionnelles calquées sur celles de la France et de l'Angleterre. Mais on n'a peut-être pas assez remarqué combien le triomphe absolu de la démocratie, trait capital du caractère politique grec, rendait cette faute plus dangereuse. Nulle part peut-être il n'y a moins de classes sociales; généralement l'égalité est absolue en Orient; mais, dans les pays turcs, la race conquérante compose une aristocratie sous laquelle toutes les autres restent courbées, tandis que, dans quelques-unes des principautés slaves qui se sont détachées de l'empire ottoman, il est sorti de la lutte pour l'indépendance tantôt une classe dirigeante, tantôt une dynastie qui servent plus ou moins de contrepoids à la masse populaire. En Grèce, rien de pareil; la richesse elle-même n'y constitue pas un privilège, car elle n'appartient guère qu'aux Grecs vivant au dehors;

il n'y a de supériorité reconnue que celle du talent ou de l'habileté, qui ne le remplace que trop souvent. Amoureux comme ils le sont de la science et de l'action, persuadés qu'on peut tout faire avec de l'intelligence ou de la ruse, les Grecs ne reconnaissent pas d'autres forces sociales. Aussi ont-ils corrigé leurs institutions nationales de manière à les adapter complètement à leur tempérament démocratique. Ils ne sont pas accommodés longtemps d'un Sénat. Tant que ce Sénat était composé d'hommes ayant pris part à la guerre de l'indépendance et devant à d'héroïques souvenirs une autorité incontestée sur le pays tout entier, ils l'ont supporté, quoique non sans peine; mais bientôt ces hommes sont morts; il a été impossible de les remplacer. La révolution de 1862 a emporté le Sénat. Elle a emporté du même coup une royauté sans racines dans la nation. Peut-on dire que celle qui l'a remplacée soit beaucoup plus solide? Le roi George possède l'estime, et la reine Olga l'admiration des Grecs; mais ces sentiments sont froids. On ne crée pas artificiellement une dynastie. Lorsqu'elle ne sort pas des entrailles d'un peuple, lorsqu'elle n'a pas été mêlée à la formation de la patrie, elle est le produit d'un accident; un autre accident peut la

briser. Le roi George, qui est doué d'un bon sens très sûr, se rend fort bien compte de la fragilité de son pouvoir. C'est pourquoi, loin d'en abuser, il hésite même à en user. Il est le type et le modèle du souverain constitutionnel, régnant sans gouverner. Son action sur les affaires publiques est nulle. Durant mon séjour à Athènes, tout le monde m'affirmait qu'une grande déception nationale aurait pour infaillible résultat le renversement de la royauté. Les peuples vaincus se vengent toujours de la défaite sur les dynasties qu'ils n'aiment pas ou qui leur sont étrangères. Le roi George ne peut conserver son trône qu'en renonçant à toute autorité réelle, qu'en gardant une réserve incessante, qu'en laissant naître et crouler les ministères sans intervenir jamais, directement ou indirectement, dans leur existence agitée. Tous les pouvoirs appartiennent donc à une Chambre unique, omnipotente, ne connaissant aucune barrière, aucun frein. Elle fait et défait chaque jour des cabinets qui n'ont à tenir compte que de ses volontés ou de ses caprices. A côté d'elle, il n'y a ni royauté véritable, ni aristocratie de naissance ou d'argent, ni Chambre haute plus ou moins artificielle. De là cette mobilité excessive que l'on a reprochée à la politique grecque

et qui pourrait bien être la conséquence inévitable d'un régime démocratique poussé à l'extrême, dépourvu de tout tempérament, de tout modérateur, suivant avec docilité les fluctuations d'une opinion toujours changeante, et toute-puissante néanmoins dans chacun de ses changements.

Il semble qu'à un pays aussi démocratique que la Grèce la république conviendrait mieux que la monarchie. Puisque la dynastie n'est pas nationale, puisque son rôle est presque réduit à la nullité, pourquoi ne pas essayer de s'en passer ? Cette question, les Grecs ont assez d'esprit politique pour ne pas se la poser. Il y a peu, très peu de républicains à Athènes ; il ne devrait pas y en avoir du tout. Le jour où la Grèce essayerait de se constituer en république, il est fort probable qu'elle se disloquerait. Si étranger qu'il soit, le roi George est le lien qui maintient l'unité de la patrie. Que ce lien se brise, les divisions éclateront aussitôt. Le fond du caractère grec n'est pas seulement en effet l'amour de l'égalité, c'est encore l'amour presque exclusif du clocher. L'esprit particulariste, comme je l'ai déjà dit, est aussi vif aujourd'hui en Grèce que dans l'antiquité. Chaque province, chaque village déteste ses voisins. Pendant de longues années, la consti-

tution d'un ministère était une opération des plus compliquées, attendu que le Péloponèse, l'Attique, les îles voulaient également y être représentés et qu'il fallait donner un portefeuille à chaque région. La présidence de la Chambre alternait entre les différentes contrées ; tantôt elle devait appartenir aux unes, tantôt aux autres. Ces mœurs politiques tenaient en grande partie à l'idée que les Grecs, à l'exemple de tous les Orientaux, se font du pouvoir. Ils le regardaient, ils le regardent encore comme une source de biens et de revenus que ceux qui le possèdent ouvrent libéralement sur leurs amis. C'était donc un gain pour une province de posséder un ministre à la tête des affaires : une province qui n'en aurait jamais eu se serait vue dépouiller de tous les bénéfices du budget et des ressources publiques. Ces habitudes sont loin d'avoir complètement disparu. Rien n'est plus curieux que la maison d'un ministre grec. Du matin au soir, elle est remplie de clients qui fument, prennent des tasses de café, s'endorment sur les fauteuils, se promènent dans les couloirs, s'étendent sur les divans, et, quand la place manque, s'assoient tranquillement sur les marches de l'escalier. Ils viennent d'un peu partout demander une place, un service, un con-

seil. Quand le ministre passe, vingt personnes se jettent sur lui pour l'entretenir de leurs affaires. Ce n'est pas sans peine qu'il se dégage de cette étreinte. Le soir, l'audience est générale. Je me rappelle qu'un jour, étant allé voir M. Coumoundouros après dîner, je trouvai chez lui une foule de palicares, de bergers du Magne, sa patrie, en costumes pittoresques, d'employés, de fonctionnaires, de solliciteurs. Chacun causait, lisait, dégustait des limonades. C'est en vain que je cherchais le ministre dans cette foule. Enfin, j'avise quelqu'un et je lui demande M. Coumoundouros. « Il ne viendra pas aujourd'hui, me dit-on ; il passe la soirée chez le roi. » Cela n'empêchait personne de s'installer dans ses salons, d'avaler ses rafraîchissements et de fumer ses cigarettes. Un ministre n'a pas de logement privé ; sa maison appartient à tout le monde. L'aimable simplicité de la vie orientale s'accommode parfaitement de ce mélange de la vie de famille et de la vie publique. La femme et les enfants du ministre vaquent à leurs occupations, au milieu des clients, comme si la solitude était complète. Personne ne se gêne, et on ne gêne personne. Il en est de même dans les ministères. On ouvre la porte du cabinet du ministre sans s'adresser à des huis-

siers qui n'existent pas ; s'il est seul, on lui parle ; s'il y a trop de monde, on va faire un tour de promenade, et on revient. Les Grecs, pas plus que les Turcs, ne semblent avoir l'idée du travail solitaire ; ils traitent les affaires politiques dans une cohue.

Avec des mœurs pareilles, on comprend l'intérêt de chaque province à être représentée au ministère. Néanmoins, le particularisme en Grèce ne tient pas uniquement aux intérêts, il tient aux traditions, aux sentiments, à la race, il est dans le sang. Les Grecs qui vivent à l'étranger aiment à se faire construire à Athènes de superbes hôtels où ils n'habitent jamais, mais qui servent à l'éclat d'une ville dans laquelle la patrie se personnifie à leurs yeux ; mais les Grecs des provinces n'éprouvent pas de pareilles faiblesses ; ils sont, au contraire, profondément jaloux d'Athènes. J'ai vu un exemple bien frappant de la violence de ce sentiment. On sait que les fouilles entreprises par les Allemands à Olympie ont mis au jour deux des chefs-d'œuvre les plus parfaits de la statuaire antique, un *Hermès* de Praxitèle et une *Victoire* de Pæonios. D'après la loi, ces deux statues devaient être transportées à Athènes, rendez-vous de toutes les œuvres de premier ordre trouvées dans le

royaume. Mais les habitants de Pyrgos, petite ville située près d'Olympie, ont déclaré qu'ils ne permettraient jamais qu'on les leur enlevât, et le président actuel de la Chambre, qui est du Péloponèse, a été jusqu'à certifier que le sang coulerait le jour où l'on voudrait dépouiller Pyrgos au profit d'Athènes ! Si la guerre civile risque d'éclater pour une cause de ce genre, n'éclaterait-elle pas plus aisément encore pour des causes politiques dès que la suppression de la monarchie viendrait briser le dernier lien de l'unité nationale ? Aucun peuple n'est plus sujet aux divisions et aux discordes que le peuple grec. On sait en combien de partis il se partage sans cesse. Les discussions entre savants et artistes ne sont pas moins nombreuses qu'entre hommes politiques. Je n'en citerai aussi qu'un exemple. Le grand musée d'Athènes, le musée de Patissia, contient de véritables trésors; par malheur, ils sont disposés de la manière la plus déplorable; de fort beaux bas-reliefs sont placés à l'envers, des statues restent couchées par terre; un *Neptune*, qui est un chef-d'œuvre et qui a été trouvé il y a deux ans à Milo, où le gouvernement grec a envoyé des troupes pour le prendre, de peur qu'il ne fût vendu au Louvre, est depuis lors divisé en deux tronçons et

placé dans des caisses où il n'y a pas moyen de l'admirer. Vous pensez peut-être que c'est faute de place ou faute d'argent que subsistent ces dispositions malheureuses? Non. La place abonde, l'argent ne manque pas; mais l'éphore général des antiquités, M. Evstratiadis, qui, malgré son titre pompeux, semble n'avoir d'autres fonctions que de rendre les antiquités invisibles, laisse le musée de Patissia dans l'état où il est pour contrarier quelques savants d'Athènes, dont cela dérange les travaux. A force de se diviser, les Grecs finiront par s'émietter, s'ils n'y prennent garde et s'ils ne cherchent pas à réformer leurs institutions politiques de manière à donner plus de force à l'unité nationale.

Pendant plusieurs années, le pouvoir a successivement passé en Grèce entre les mains de quatre ministres qui s'en disputaient sans cesse la possession : MM. Coumoundouros, Deligeorgis, Zaïmis et Tricoupis. Le jeu parlementaire se trouvait singulièrement compliqué par ce grand nombre de partis; la mort s'est chargée de le simplifier et de le ramener à la lutte réglementaire de deux grandes fractions politiques. M. Deligeorgis a succombé il y a quelques mois, et M. Zaïmis il y a quelques semaines. M. Coumoundouros et

M. Tricoupis se sont trouvés seuls face à face, et la Chambre, faute de chefs nouveaux, a dû se partager entre eux. Ce n'est pas qu'il ne se trouve encore dans le monde politique grec quelques hommes d'assez de mérite pour aspirer à jouer un rôle prépondérant; mais ceux qui l'ont tenté n'y ont pas réussi jusqu'ici. Un des diplomates les plus distingués de la Grèce, M. Delyanis, a cherché à rallier sous ses ordres les amis de M. Zaïmis, afin de former un tiers parti qui aurait représenté, au milieu de l'entraînement belliqueux dont le pays était saisi, les idées de prudence et de temporisation. Sa tentative n'a pas abouti, et rien ne prouve qu'elle aboutira. A moins que des événements imprévus ne mettent en relief et en évidence des capacités inconnues, M. Coumoundouros et M. Tricoupis resteront quelque temps encore les maîtres de la situation. Ce sont deux caractères très différents, deux natures opposées qui personnifient d'une manière remarquable les deux faces du tempérament grec, la face qu'on peut appeler ancienne, quoiqu'elle ne date que de l'indépendance, et la face contemporaine. Né dans le Magne, doué des qualités distinctives de sa race et de son pays, M. Coumoundouros représente le vieux Grec habile et courageux, habitué à se ser-

vir de la ruse pour atteindre le but qu'il poursuit, mais capable, s'il le faut, de recourir à la force et de payer de sa personne avec une aventureuse bravoure. Il a fait le coup de feu dans sa jeunesse, il recommencerait sans hésiter. Lorsqu'on cause avec lui, on est frappé de la finesse de sa physionomie. C'est surtout un diplomate et un homme d'affaires distingué. Parti d'une position inférieure, il s'est élevé par lui-même, à la force du poignet. Un peu fataliste, comme tous les Orientaux, sa politique est des plus simples : elle consiste à diriger les événements sans les brusquer et à les suivre s'il est impossible de les diriger. Il a passé l'âge des imprudences; une politique pacifique conviendrait à sa verte vieillesse. Mais, si la Grèce veut la guerre, M. Coumoundouros sera le premier à l'y lancer. Il est trop patriote pour résister au sentiment national; il tient trop à sa popularité pour s'opposer aux passions populaires. La guerre amènera la défaite ? Soit ! M. Coumoundouros a connu les hauts et les bas de la fortune; il en accepte d'avance les revers. Si la Grèce est vaincue, si elle doit se replier sur elle-même, s'enfermer dans ses montagnes arides, peu importe ! Il vaudra toujours mieux avoir été un ministre héroïque se battant pour la grande cause qu'un ministre pu-

sillanime désertant la lutte de peur d'un insuccès. Que la patrie soit agrandie ou restreinte, l'essentiel est d'y exercer la suprématie morale et matérielle, de s'y sentir soutenu par l'opinion, d'y rester entouré de ces bergers et de ces paysans du Magne dans les veines desquels coule le vrai sang hellénique, d'être toujours l'âme et le cœur du pays. Avec sa figure fine, son sourire malin, sa tête légèrement inclinée par l'âge, M. Coumoundouros n'a pas l'air d'un homme capable de risquer une aventure; tous ceux qui le connaissent m'ont affirmé que les apparences étaient trompeuses et qu'il y avait en lui, comme dans tout vrai Grec, un mélange singulier d'habileté et d'héroïsme, de bon sens terre à terre et d'imagination entraînante[1].

1. On sait que M. Coumoundouros, sans rien risquer en effet, a assuré à la Grèce la possession d'une magnifique province et d'une frontière admirable; mais il a succombé à son triomphe. Ses concitoyens qui, au fond du cœur, étaient charmés de sa prudence, lui en ont fait un crime dès que le danger qu'elle avait prévenu a été écarté. Il est tombé du pouvoir pour avoir accompli sans coup férir la plus belle des conquêtes. Sa chute, il faut en convenir, ne fait honneur ni à la sagesse ni au patriotisme des Grecs. C'est M. Tricoupis, naturellement, qui l'a remplacé. Arrivant au pouvoir après un homme auquel on reprochait d'être trop Européen, M. Tricoupis, qui, par son éducation, par ses manières, par son esprit, est le plus Européen des Grecs, a cru devoir traiter l'Europe, dans des discours heureusement peu lus, avec un dédain et une ingratitude fort maladroits. Il s'est lancé dans l'hellénisme avec une sorte de fureur dont il est permis

Quant à M. Tricoupis, qui est le fils d'un des écrivains les plus distingués de la Grèce, il a reçu une éducation tout européenne. Sa jeunesse s'est écoulée en France et en Angleterre; il s'est imprégné fortement des idées modernes, sans perdre cependant l'originalité du tempérament grec. Son éloquence, qui est très remarquable, lui donne sur la Chambre beaucoup d'influence; peut-être en a-t-il moins sur le pays, où M. Coumoundouros est plus connu que lui, soit parce qu'il exerce presque constamment le pouvoir depuis de longues années, soit parce que son caractère se rapproche plus de celui de la nation. Mais M. Tricoupis a de véritables vues d'homme d'État, et son âge lui permet de longues ambitions. Ce serait une folie de sa part de compromettre l'avenir par un coup de tête. C'est lui qui a fait les grands ar-

de suspecter la sincérité chez un homme aussi cultivé. Pour flatter des passions qu'à coup sûr il ne partage pas, il s'est montré aussi peu favorable que possible aux puissances qui ont le plus fait pour la Grèce, et il s'est donné des airs de vieux palicare qu'on est en droit sans sévérité de trouver déplacés. Il a imposé au roi lui-même, dont les allures étaient jusqu'ici celles d'un souverain accessible à tous, une étiquette assez sotte, mais qui convient, paraît-il, au chef d'un aussi grand pays que la Grèce. Tout cela a prouvé, hélas! qu'il y a encore beaucoup de vérité dans *La Grèce contemporaine*, et que j'ai peut-être eu tort de dire que ce livre charmant n'était plus véridique.

mements sous lesquels la Grèce plie aujourd'hui. Il s'est dispensé de consulter la Chambre pour prendre cette grave résolution. Ses adversaires l'accusent d'avoir violé en cela tous les principes parlementaires. A leur avis, son esprit est naturellement dictatorial, et l'on peut craindre qu'il ne se mette souvent au-dessus des règles constitutionnelles. C'est une question intérieure que je n'ai pas à élucider. J'ai pu constater, dans mes conversations avec M. Tricoupis, que, s'il avait engagé son pays dans une voie périlleuse, il ne se faisait néanmoins aucune illusion sur l'état de l'Europe et sur celui de la Grèce. Le sentiment populaire l'a emporté ; mais sa clairvoyance est trop grande et son bon sens trop éclairé pour qu'il l'aveugle complètement.

Quand il serait vrai que M. Tricoupis eût un médiocre respect pour le régime parlementaire, tel qu'il est pratiqué en Grèce, on ne saurait lui en faire un bien vif reproche [1]. Le gouvernement d'une Chambre unique, dont les moindres

1. Hélas ! C'est au nom des principes parlementaires soi-disant violés que M. Tricoupis a renversé M. Coumoundouros. Quand j'étais à Athènes, M. Tricoupis passait pour un faiseur de coups d'État. Aujourd'hui, c'est le tour de M. Coumoundouros. Juste, mais ridicule retour des choses parlementaires !

caprices entraînent le bouleversement complet de l'administration nationale, pourrait bien ne pas être l'idéal du gouvernement. J'ai déjà dit que la Chambre grecque était omnipotente. Chacun de ses votes risque d'élever ou de renverser un ministère; car, en Grèce, la question de cabinet se pose dans tous les débats sans exception : il suffit que la majorité se trouve en désaccord avec les ministres sur une loi, fût-elle sans importance, sur un point de politique, fût-il sans gravité, pour que ceux-ci tombent. Il n'y a pas une discussion où la vie ministérielle ne soit en jeu. L'instabilité qui en résulte se comprend sans peine. Cette Chambre toute-puissante est nommée au scrutin d'arrondissement, en sorte que les intérêts locaux y dominent presque toujours les intérêts généraux. Un député ne peut représenter que sa propre région; s'il échoue dans son canton, il lui est défendu de poser ailleurs sa candidature: de là l'ardeur des luttes électorales, qui sont toujours des luttes à mort; de là aussi l'importance exagérée accordée aux questions personnelles. Le spectacle des délibérations de la Chambre est fort intéressant, même pour un étranger qui ne connaît pas la langue et qui ne peut comprendre les discours. Le coup d'œil de l'assemblée est très pittoresque;

il ne donne guère l'impression d'une réunion souveraine; mais il plaît par la variété, par la gaieté des couleurs, des costumes et des physionomies. La salle est vulgaire, la masse des députés ne l'est pas moins; un certain nombre de palicares se détachent pourtant de ce fond un peu terne : on les voit couchés sur leurs bancs avec une négligence qui n'est pas sans grâce et qui donnerait à croire par moments que ces législateurs d'un peuple libre sont des figurants d'opéra prêts à chanter une sérénade. Leur bonnet rouge, leur veste soutachée d'or, leurs jupons blancs, les grandes guêtres qui couvrent leurs jambes jusqu'aux genoux, où elles sont élégamment brodées et découpées autour d'une jarretière à glands de laine, font oublier les plus tristes débats parlementaires. Les autres députés montrent aussi la plus grande nonchalance, le laisser aller le plus parfait. Le chapeau sur la tête, la canne à la main, le pardessus sur le bras, ils ne se gênent pas pour les tribunes qui, de leur côté, ne se gênent pas pour eux. Les spectateurs des scènes parlementaires gardent, comme les acteurs, le chapeau sur la tête; ce qui, d'ailleurs, est tout à fait conforme aux mœurs orientales. Les femmes occupent une place réservée; autre trait de mœurs orientales que les Grecs ont

eu le tort de conserver. On n'a pas besoin de cartes pour entrer à la Chambre. Dès qu'on ouvre les portes, chacun va se mettre où il veut, c'est-à-dire où il peut. Les séances sont très suivies par le peuple, qui se presse en foule dans les tribunes et qui n'hésite jamais à donner aux orateurs des marques bruyantes d'approbation ou d'improbation. Les députés n'applaudissent guère; les tribunes, en revanche, applaudissent très fort. La tenue de la Chambre est, d'ailleurs, fort calme. Ce n'est pas que les orateurs gardent une grande modération dans leurs discours; mais les plus grosses brutalités passent sans soulever d'orages, parce qu'elles sont dans le génie de la langue, lequel est très favorable à l'éloquence déclamatoire et vitupérative. Pendant que de violentes invectives tombent de la tribune, les députés à demi somnolents dégustent les limonades qu'on fait circuler dans la salle des séances comme dans un café; la buvette est des plus simples; je doute qu'elle suffît à nos Chambres. Placée près de la tribune du président, elle se compose de quelques gargoulettes et de quelques citrons. On ne fume pas pendant les discussions, mais on le fait librement quand elles sont suspendues. La liberté des allures est complète dans la Chambre d'Athènes; ce n'est pas

une assemblée de rois comme le Sénat romain, c'est une réunion d'hommes d'affaires qui causent de leurs intérêts en famille, avec un aimable et piquant abandon.

Les Grecs ont un remarquable respect pour toutes les opinions : elles peuvent se produire à la Chambre, même avec une grande véhémence, sans que personne songe à s'y opposer. Qu'il en abuse ou non, un orateur a le droit de conserver la parole jusqu'à la fin de son discours. La majorité ne saurait terminer à son gré une discussion : tous les orateurs inscrits parlent si bon leur semble, et l'opposition aurait le moyen de retarder indéfiniment chaque vote si cela lui convenait. Heureusement il n'y a pas encore à Athènes de parti *obstructionniste*. Les débats parlementaires y sont sincères, quoique le plus souvent très stériles. Ils ne roulent guère que sur des sujets politiques. Les lois d'affaires, le code civil, restent en suspens depuis des années. Au fond de tout débat, il ne s'agit que de la possession du pouvoir. C'est la seule chose pour laquelle les députés se passionnent. Peut-être est-ce la seule chose pour laquelle puisse se passionner un peuple aux yeux duquel le régime parlementaire n'est qu'un moyen de donner satisfaction à des intérêts indi-

viduels. Les Grecs commencent à être bien fatigués eux-mêmes de leur état politique. Ils cherchent un remède; mais ils ont tort de croire que ce remède se trouvera dans une extension des frontières. L'acquisition de l'Épire et de la Thessalie agrandira le royaume, elle ne changera pas sa constitution intérieure. En devenant plus nombreuse, la Chambre des députés, qui l'est déjà trop, ne deviendra pas plus apte à remplacer les compétitions personnelles par des travaux féconds. On ne rencontrera ni en Épire ni en Thessalie les éléments d'un Sénat dont tous les esprits éclairés regrettent la disparition, mais sans savoir comment on parviendrait à le faire renaître. La réunion de tous les pouvoirs dans une même assemblée à laquelle la Couronne laisse une entière liberté d'action, est un détestable régime. Il en était résulté des fluctuations parlementaires sans nombre, un émiettement déplorable des partis, des changements continuels de Cabinets, une instabilité administrative pleine de périls. Aujourd'hui le hasard de la mort a réduit les groupes politiques, et la gravité des événements extérieurs semble les avoir réunis sous la même inspiration. Mais, la crise passée, les divisions reprendront leur cours avec d'autant plus de vivacité que

les difficultés seront plus nombreuses, plus variées, plus inextricables.

Quoi qu'il arrive, en effet, et quels que soient le résultat des négociations européennes, la Grèce va se trouver bientôt dans une situation des plus périlleuses. Même si ses ambitions nationales se réalisent, elle aura bien de la peine à éviter une catastrophe financière. Son budget, comme je l'ai déjà dit, a crû dans des proportions effrayantes : en 1846, il était de 14,515,500 drachmes pour les recettes et de 14,104,631 drachmes pour les dépenses; en 1877, les recettes s'étaient élevées à 39,247,500 drachmes et les dépenses à 41,067,823; aujourd'hui, le dernier budget déposé par le ministre des finances porte, pour les dépenses, 113,852,722 drachmes, et, pour les recettes, 51,481,560 drachmes. Les Grecs ayant plus que doublé leur budget cette année, leur déficit pour 1880-1881 dépasse 60 millions de drachmes! Jamais peuple n'a traité ses finances avec une pareille hardiesse. Il est vrai qu'il fallait à tout prix créer une armée. Jusqu'ici, la Grèce n'avait pas d'armée; elle n'avait que quelques gendarmes et quelques troupes, employées à maintenir l'ordre à l'intérieur. Avec des ressources aussi insuffisantes, comment songer, je ne dis pas à faire

des conquêtes, mais à défendre le territoire contre une attaque du dehors? Depuis les derniers événements d'Orient, tous les esprits éclairés se préoccupaient d'un danger qui risquait de devenir imminent. Une loi militaire, votée l'année dernière, avait décidé que le service militaire serait universel; en dix ans, toute la jeunesse grecque devait passer sous les drapeaux; au bout de dix ans, la Grèce aurait eu des soldats. Mais était-il possible d'attendre dix ans, alors que l'avenir des peuples orientaux est sur le point de se décider? La conférence de Berlin a posé la question d'une manière pressante. Ne fût-ce que pour occuper les provinces qu'on leur promettait, il fallait aux Grecs les forces qu'ils n'avaient pas; une armée de trente à quarante mille hommes leur devenait indispensable. Dans le premier mouvement d'enthousiasme, ils n'ont pas voulu s'en tenir là. M. Tricoupis, devançant les prescriptions de la loi, a convoqué d'un seul coup les dix classes qui ne devaient être instruites que dans dix années. Il a réuni une soixantaine de mille hommes; il les a armés, équipés, formés aux manœuvres. Les résultats obtenus ont été surprenants. Le Grec est un très bon soldat; habitué à la marche et à la chasse, il n'a pas besoin d'un long apprentissage

pour devenir un excellent tireur et pour supporter bravement les rigueurs de la vie militaire. Par malheur, on n'improvise pas un corps d'officiers. Ce qui manque absolument à l'armée grecque, ce sont des chefs capables de la conduire au feu. Aucun de ceux qui la commandent n'a fait la guerre; bien plus, aucun n'a vu plusieurs régiments réunis. Jusqu'ici, les divers ministères qui se sont succédé à Athènes n'avaient aucun souci de former, sinon une armée, au moins des cadres capables d'organiser rapidement les troupes levées à la hâte dans une heure de péril national. Beaucoup d'officiers allaient en Europe compléter leurs études; mais, à leur retour, ils trouvaient chez eux si peu d'encouragements qu'ils se dégoûtaient bientôt de leur métier et ne songeaient plus qu'à mener une existence paresseuse. Personne ne s'avisait de les envoyer assister aux guerres européennes, aux grandes manœuvres de France et d'Allemagne, afin de leur faire acquérir au dehors une éducation militaire qu'il leur était impossible d'acquérir au dedans avec une armée de quinze mille hommes au maximum, disséminée sur tous les points du royaume et occupée uniquement à y faire la police. Il en résulte qu'aujourd'hui les généraux sont d'une déplorable insuf-

que l'art antique répand encore sur elle à travers tant de révolutions et tant de ruines. Les plus grandes conquêtes territoriales ne remplaceraient pas pour la Grèce l'Acropole : la vieille citadelle, avec ses marbres écroulés, est pour le petit peuple qui s'élève à ses pieds une plus sûre garantie de l'avenir que ne le seraient de longues frontières, un budget en équilibre et une bonne armée.

On s'explique fort bien l'espèce d'irritation qui s'est emparée de la Grèce depuis quelques mois. Toujours déçue dans ses espérances, tandis qu'autour d'elle tant d'autres nations voyaient se réaliser les leurs, elle a fini par sentir l'impatience et la colère lui soulever le cœur. Fatiguée, d'ailleurs, des agitations parlementaires, des luttes politiques qui la travaillent depuis si longtemps ; quelque peu dégoûtée des rivalités personnelles qui constituent presque toute sa vie nationale, elle se demande si une entreprise belliqueuse, même malheureuse, ne retremperait pas les caractères, ne ferait pas surgir des hommes nouveaux, ne donnerait pas l'essor au génie hellénique étouffé dans des frontières étroites et sous un régime constitutionnel mal conçu. Trompée par l'Europe ou du moins par certaines puissances européennes, elle rêve enfin la vengeance, der-

nière ressource de ceux qui n'ont plus d'espoir. Périr dans une catastrophe qui engloutirait tout ce qui reste de la civilisation antique, ne serait-ce pas tomber d'une grande chute ? Ne serait-ce pas finir avec un incomparable éclat ? Heureusement, l'héroïsme chez les Grecs est toujours tempéré par le sens commun. Cette race est d'une souplesse merveilleuse, et peut-être la verrons-nous bientôt, après avoir essayé d'étonner le monde par sa témérité, n'ayant pas réussi dans cette entreprise, se résoudre, ce qui serait beaucoup plus sûr, à mériter son estime par la sagesse, la prudence et la modération, sinon de ses désirs, du moins de ses actions.

LA SITUATION DE LA TURQUIE

I

LA POLITIQUE DU CALIFAT ET SES CONSÉQUENCES

Les événements qui se déroulent en Tunisie et dont les derniers résultats sont encore éloignés, ont ramené l'attention publique sur la situation morale et matérielle de la Turquie. Le grand public, suivant avec distraction les péripéties de la crise orientale, a éprouvé une véritable surprise lorsqu'il a vu le sultan se mettre au premier rang de nos adversaires, payer les services que nous lui avions rendus dans le réglement de la question grecque par une complète ingratitude, essayer de soulever contre nous toutes les puissances européennes, tenter même d'envoyer personnellement des vaisseaux cuirassés

dans les eaux de Tunis, organiser en Tripolitaine un centre d'agitation anti-française, combattre enfin de toutes les manières et par tous les moyens l'extension de notre influence sur une principauté qui n'a jamais fait partie de l'empire ottoman et dont le sort, heureux ou malheureux, ne devrait préoccuper qu'indirectement le souverain de cet empire. La surprise a été si grande, qu'il s'y est joint d'abord quelque peu d'incrédulité. Beaucoup de personnes ont encore de la peine à prendre au sérieux les démonstrations diplomatiques et militaires de la Turquie. Elles n'ont pas envie de se fâcher, elles sont plutôt portées à sourire lorsqu'elles lisent, dans les journaux turcs, « que c'est toujours un malheur, et le pire de tous, quand un peuple musulman tombe sous la domination des *giaours* »; que ce qui vient de se passer en Tunisie est une calamité trop grave pour que tout bon musulman ne songe pas à y porter remède; et que ce remède est facile, car il consiste à former « une ligue Arabe » comprenant tous les vrais croyants de l'Afrique. Il ne faudrait pourtant pas accueillir avec un scepticisme obstiné des menaces dont la forme peut être ridicule, mais qui cachent au fond un danger très réel. Le sultan Abdul-Hamid a un goût prononcé pour les ligues. Ce goût est si vif, si

invétéré, que les déceptions les plus cruelles n'ont pu jusqu'ici l'en détourner. On sait que la ligue Albanaise, qu'il avait formée avec tant de soins, dont il avait favorisé et surveillé les progrès avec tant de sollicitude, a fini par se tourner contre lui. Organisée en grande partie pour s'opposer aux projets ambitieux de la Grèce, il n'est pas impossible qu'elle amène, en fin de compte, l'union personnelle de l'Albanie à la Grèce; dans tous les cas, elle s'est mise en pleine révolte contre la Turquie : quoique vaincue par un général habile, on ne saurait dire qu'à l'heure actuelle elle soit complètement écrasée; elle s'agite sans cesse; naguère encore on annonçait qu'il avait fallu lui livrer de nouveaux combats dont l'issue était restée douteuse; elle peut renaître d'un jour à l'autre de cendres mal éteintes, et tout fait supposer qu'elle allumera l'incendie qui emportera les derniers restes de l'empire ottoman. Qu'importe ! cet exemple n'a rien appris au sultan. Il est prêt à recommencer en Afrique la faute qu'il a commise en Europe. C'est pour en former le noyau de la future ligue Africaine que le général Hussein est allé organiser en Tripolitaine une véritable petite armée. Avec lui sont partis en grand nombre des cheiks fanatiques destinés à soulever les populations. Tous les élé-

ments insurrectionnels de l'Afrique doivent venir se grouper peu à peu autour de cette force régulière, de ce centre d'action solidement constitué. L'entreprise est bien combinée; tôt ou tard, elle produira quelque effet. Reste à savoir ce que deviendrait la ligue Africaine le lendemain du jour ou elle aurait rempli le rôle qu'on lui destine. Les Arabes sont bien loin de professer pour les Turcs les sentiments de respect que ceux-ci leur inspiraient autrefois; depuis la dernière guerre turco-russe, ils rêvent même de briser un joug qui leur a toujours été odieux et dont les défaites de la Turquie leur ont fait sentir enfin toute la fragilité; un sourd mouvement d'émancipation parcourt, non seulement l'Afrique, mais l'Asie. Par haine, ou plutôt par peur de la France, les Arabes du Sahara, de la Tunisie et de la Tripolitaine s'allieront peut-être avec les Turcs; mais ce ne sera qu'une alliance momentanée, après laquelle des divisions violentes éclateront. En Égypte, depuis quelques mois, l'armée indigène est en révolte déclarée, non contre les Européens, dont elle sent que le pays ne saurait se passer, mais contre l'aristocratie turque, dont elle ne veut plus supporter la domination. Personne n'ignore que les Arabes de Syrie ne préparaient rien moins, il y a un an,

que l'organisation d'un royaume indépendant sous l'autorité de Midhat-Pacha et sous le protectorat plus ou moins ostensible de l'Angleterre. Dans l'Arabie proprement dite et dans le voisinage du golfe Persique, la puissance du Sultan n'est déjà plus qu'un vain mot. En excitant le patriotisme arabe, Abdul-Hamid s'expose à obtenir un résultat pareil à celui que des excitations du même genre ont produit en Albanie. Mais une perspective aussi lointaine ne saurait l'effrayer. Il est trop Turc pour songer au lendemain, pour prévoir les conséquences dernières des entreprises dans lesquelles il se lance avec l'aveugle témérité de sa race.

Ce serait donc, de notre part, un acte d'incontestable imprévoyance que de répondre par le dédain aux projets du sultan en Afrique et de ne rien faire pour en prévenir l'exécution. La modération exagérée dont nous avons voulu faire preuve au début de la guerre de Tunis a eu pour nous les plus fâcheuses conséquences. En Orient, rien n'est plus imprudent que l'excessive prudence. Nous en avons fait l'expérience à nos dépens. Il est à souhaiter que ces premières leçons nous aient assez profité pour que nous évitions désormais les fautes qui nous ont d'abord si mal réussi. Nous voici condamnés à exercer sur les démarches de la Turquie

une surveillance constante. Avec les Turcs, en effet, on ne doit point s'arrêter aux bravades extérieures, ni, de ce qu'elles sont très ridicules, s'imaginer qu'elles sont très inoffensives. J'étais à Constantinople au moment où l'expédition de Tunis a provoqué contre nous les violentes colères du sultan. S'inspirant de l'irritation du maître, la presse turque nous accablait de son mépris. Le plus important peut-être des journaux de Constantinople, *le Vakit*, déclarait avec emphase qu'il était inutile d'envoyer une flotte à la Goulette. qu'un simple caïque portant le pavillon ottoman suffirait pour soulever contre notre armée toutes les populations africaines, qui jetteraient immédiatement nos soldats dans la Méditerranée. Mais, tandis que *le Vakit* amusait la vanité nationale par ses sottes fanfaronnades, on armait les beaux cuirassés turcs dans les eaux du Bosphore et de la Corne-d'or. Sans l'attitude vigoureuse de notre gouvernement, sans l'énergie personnelle de notre ambassadeur, M. Tissot, un homme avec lequel les Turcs ont appris à compter, ces cuirassés seraient certainement partis pour la Tunisie. Assurément notre escadre aurait pu les couler en route ; car, si les vaisseaux turcs, sortis des chantiers anglais, sont d'admirables machines de guerre, les officiers

qui les montent et qui les manœuvrent ont fait preuve en toutes circonstances d'une incapacité déplorable. L'amiral turco-anglais qui les commande, Hobbart-Pacha, lui-même, a remporté plus de succès dans les colonnes du *Times* ou dans les meetings politiques de son pays natal qu'en pleine mer. Pendant la guerre turco-russe, il n'a su rien faire de la flotte placée sous ses ordres. Mais qui ne voit les conséquences désastreuses d'un nouveau Navarin? On ne saurait malheureusement faire du mal à la Turquie sans s'exposer à en faire, par contre-coup, à toute l'Europe. Voilà ce qui oblige les puissances pacifiques comme la France à conjurer de loin les périls qui naissent sans cesse dans cette triste nation. Mais la maladie dont elle souffre est trop générale pour qu'on doive s'arrêter à l'une de ses manifestations et la traiter séparément. La ligue Arabe, si elle se constitue, ne sera qu'un épisode d'une immense entreprise, qu'une partie d'un plan gigantesque que le sultan a conçu et dont il poursuit l'exécution avec l'obstination d'un esprit étroit, dominé par le fanatisme religieux et par des terreurs personnelles auxquelles il est prêt à tout sacrifier. C'est ce que la presse turque ne nous laisse pas ignorer. Les journaux de Constantinople invitent sans cesse « les princes et les

peuples musulmans à entrer franchement en relations avec le califat de l'islam, à lui confier la direction de leur politique et à se soumettre à ses ordres ». Le monde islamique serait ainsi partagé en nombreux États et en innombrables ligues, poursuivant chacun un but particulier, mais unis sous une direction commune et travaillant par des moyens divers à la même œuvre. Depuis les grandes défaites du commencement de son règne, Abdul-Hamid est dévoré, en effet, du désir de compenser la diminution que ces désastres ont apportée à son prestige de sultan, de souverain temporel, par le développement de son titre de calife, par l'extension de son pouvoir religieux. Cette pensée domine et dirige toute sa conduite.

La politique turque, ou plutôt ottomane, que son prédécesseur Mourad avait tenté d'inaugurer étant abandonnée, c'est de la politique islamique qu'il attend la revanche de malheurs, à son avis, immérités. A bien des reprises, on avait vu naître et grandir dans son esprit les velléités qu'il ne cherche plus à cacher aujourd'hui. Tantôt il avait essayé de rétablir son influence sur les musulmans de l'Inde, tantôt il s'était efforcé d'affermir sa suzeraineté nominale sur la vice-royauté d'Égypte; mais c'est dans les événements de Tunisie que ses

desseins ont éclaté avec une évidence irrésistible. Aucun intérêt pratique ne pouvait l'engager à prendre en main la cause du bey; toutes les raisons humaines, toutes les règles de la prudence ordinaire devaient le détourner, au contraire, de se mêler d'une querelle où il n'y avait pour lui que des échecs à subir. En supposant même qu'il fût parvenu à faire reconnaître son droit d'intervention en Tunisie, quel profit aurait-il retiré de ce droit ? Dans l'état actuel de la Turquie, tout ce qui l'expose à entrer en conflit avec l'une quelconque des grandes puissances européennes est un danger pour son avenir. On comprend cependant qu'elle brave ce danger quand il s'agit du sort d'une de ses provinces, ou même d'une des provinces sur lesquelles elle exerce soit une suzeraineté effective, soit ce qu'on me permettra d'appeler une snzeraineté lucrative. Mais, dans l'hypothèse où sa suzeraineté sur la Tunisie serait théoriquement aussi légitime qu'elle l'est peu, en retirerait-elle le moindre avantage matériel ? A coup sûr, Chypre ne lui appartient plus que d'une manière absolument fictive; néanmoins Chypre lui rapporte un tribut. Il en est de même de la Roumélie orientale, de la Bulgarie, de l'Égypte. Mais la Tunisie ? La Tunisie, en cas de pénurie, ne fournit pas une

piastre au Trésor ottoman ; en cas de guerre, elle n'ajoute pas un soldat à l'armée du sultan. A quoi bon dès lors, pour y maintenir une ombre d'autorité, s'exposer à se brouiller avec le seul allié désintéressé que la Turquie eût jusqu'ici en Europe; le seul allié dont l'amitié fût parfaitement sincère parce que, ne touchant en aucun point à l'empire ottoman, n'ayant nulle part d'intérêts en conflit avec les siens, il n'avait rien à craindre de son existence, rien à espérer de sa mort? A quoi bon, lorsqu'on a sur ses frontières réelles des voisins aussi dangereux que l'Autriche, la Russie et l'Angleterre, se créer des frontières artificielles uniquement pour braver en outre le péril du voisinage de la France? Des raisons pareilles auraient certainement détruit dans l'esprit d'Abdul-Hamid toute pensée d'action en Tunisie, si cette action ne lui avait pas été impérieusement commandée par le devoir religieux, ou plutôt par l'intérêt d'ambition personnelle qui se déguise à ses yeux sous la forme d'un devoir religieux. Comme sultan, tout l'engageait à laisser les politiques du Bardo recueillir seuls les fruits de leurs fautes ; comme calife, il a cru devoir s'associer autant que possible à leur défaite.

Si la Tunisie n'est point une terre ottomane, elle

est, en effet, une terre islamique ; elle appartient à l'islam à bien plus juste titre que les contrées de son empire qu'Abdul-Hamid a dû livrer tour à tour à la Russie, à l'Autriche, au Monténégro, à la Grèce ; car celles-ci sont souillées pas de nombreuses populations chrétiennes, tandis que la Tunisie est presque tout entière musulmane. C'est pourquoi Abdul-Hamid n'a pas hésité à sacrifier la plus riche province de ses possessions européennes, à donner sans coup férir la Thessalie à la Grèce, afin d'avoir les mains libres pour essayer de défendre la Tunisie, et peut-être aussi afin d'obtenir l'alliance de quelques-unes des grandes puissances dans cette entreprise insensée. On a été surpris qu'ayant résisté de longs mois à toute l'Europe avant d'accorder au Monténégro un modeste territoire, il renonçât tout à coup aux éternels procédés dilatoires de la diplomatie ottomane et cédât d'emblée à la Grèce une frontière admirable. L'explication est bien simple. Il a abandonné son intérêt de souverain temporel à ses espérances de souverain religieux. Au début de la guerre de Tunisie, les Tunisiens qui habitaient Constantinople crachaient au visage des Turcs en leur reprochant de ne rien faire pour sauver une terre sainte de l'islam Le prestige du

califat était en danger : plutôt que de le laisser périr, ne valait-il pas mieux perdre la Thessalie ? ne valait-il pas mieux aussi perdre, pour toujours peut-être, l'alliance de la France et rompre avec les traditions séculaires de la Turquie ? En tout cas, c'était le seul moyen de prouver au monde musulman que « l'union islamique » n'était pas un vain mot, qu'à l'heure du danger le chef de cette union savait payer de sa personne, au besoin même de ses États, et combattre dans l'intérêt général. A la vérité, l'événement a prouvé que ce n'était pas le moyen de montrer que « l'idée seule de l'existence de cette union frappait l'Europe de terreur », ainsi que s'exprimait naguère une feuille turque ; car si l'Europe a tremblé en lisant les circulaires de la Turquie, ce dont on ne s'est aperçu qu'à Constantinople, la France, qu'elles visaient surtout, n'en a pas ressenti une bien grande émotion. Mais, à défaut d'effroi, la France et l'Europe auraient tort de n'éprouver que de l'indifférence pour la politique d'Abdul-Hamid, attendu qu'elle a déjà exercé une grande influence sur la situation intérieure de la Turquie, qu'elle en exercera une plus grande encore à l'avenir, et qu'elle risque de réveiller, par contre-coup, la crise orientale. En se prolongeant quelques

années encore, elle conduira l'empire ottoman à la ruine définitive qui le menace depuis si longtemps. On me permettra donc d'en exposer l'origine et de tâcher d'en indiquer les conséquences les plus prochaines.

I

Pour comprendre par quelle suite d'idées Abdul-Hamid en est arrivé à se considérer avant tout comme le calife des musulmans et à poursuivre avec une sorte d'aveuglement fanatique la politique religieuse qu'il a adoptée depuis quelques années, il faut se rappeler dans quelles conditions il est monté sur le trône et quels ont été les premiers incidents de son règne. Au moment où la folie de son frère Mourad lui a livré un pouvoir que celui-ci avait ramassé dans le sang, plus ou moins spontanément versé, d'Abdul-Aziz, la Turquie traversait une des périodes les plus originales et la plus imprévue peut-être de son histoire. Galvanisé par quelques hommes à l'esprit aventu-

reux, le vieil empire ottoman tentait une entreprise étrange dont les uns souriaient, que d'autres observaient avec intérêt, mais qui ne laissait personne indifférent. On sait qu'il s'était formé à Stamboul, sous le règne d'Abdul-Aziz, un parti de musulmans libéraux qui prenait le nom de *Jeune Turquie* et qui ne rêvait rien de moins que faire fleurir sur la terre des Soliman et des Selim les idées et les maximes de l'Europe. Longtemps sans importance numérique et sans autorité politique, ce parti avait fait peu à peu des progrès considérables, et, un jour était venu où, grâce à des circonstances exceptionnelles, tout ce qu'il y avait d'Ottomans attachés à leur pays avait dû se ranger derrière lui et attendre de ses efforts le salut de l'empire. Il est difficile de juger aujourd'hui avec une impartialité complète la révolution qui a renversé Abdul-Aziz et qui peut-être l'a tué. Mais, en admettant même qu'elle ait été souillée par un crime, — ce que le récent procès qui s'est déroulé à Constantinople est bien loin d'avoir prouvé, — on ne saurait nier qu'elle ait été très légitime dans ses causes et que l'intérêt le plus sacré l'ait commandée. Atteint d'une véritable aliénation mentale, Abdul-Aziz était prêt à se livrer à la Russie

et à livrer avec lui l'empire tout entier, lorsqu'une conspiration, que justifiait assurément le danger national, lui a arraché un pouvoir dont il allait se servir pour vendre la Turquie à son plus mortel ennemi. Mais, après le succès de cette conspiration, il y avait deux moyens d'écarter définitivement le péril qui l'avait rendue nécessaire : le premier, et le plus simple, eût consisté à chercher un appui en Europe contre les projets ambitieux de la Russie, en faisant usage de cette habileté diplomatique dont les Turcs sont si justement fiers et qu'il leur est d'autant plus facile de montrer qu'en toute occasion on la suppose chez eux avant qu'ils en aient fait preuve ; le second offrait beaucoup moins de chances de réussite, mais il avait l'avantage de flatter la vanité turque et de répondre aux illusions de la *Jeune Turquie;* et c'est pourquoi, malgré bien des inconvénients, c'est à celui-là que l'on s'est définitivement arrêté. Il répugnait beaucoup aux hommes qui avaient renversé Abdul-Aziz, en déclarant que sa personne était l'unique cause de la crise que traversait l'empire ottoman, d'avouer ensuite que cette crise ne pouvait se dénouer heureusement qu'avec le concours de l'Europe et l'alliance des grandes puissances. Imbus à un très haut degré de

l'orgueil national, les patriotes de la *Jeune Turquie* étaient persuadés que leur pays était capable de se sauver tout seul. Quoique décidés à emprunter à l'Occident ses idées, ses maximes, ses institutions politiques, ils n'en professaient pas moins pour les Occidentaux le mépris instinctif dont aucun Turc ne saurait se débarrasser ; ils étaient naïvement convaincus qu'après avoir copié les formes constitutionnelles et libérales qui étaient la seule cause de leur supériorité, la Turquie, n'ayant plus besoin d'eux, pourrait les braver impunément. C'est ce qu'ils ont essayé de faire. On a beaucoup discuté, on discute beaucoup encore pour savoir si Midhat-Pacha et ses amis étaient sincères en donnant à la Turquie des Chambres, un ministère responsable, et tout l'attirail politique des peuples de l'Occident, ou s'ils songeaient uniquement à forger une machine de guerre contre l'Europe. Ce qu'il y a de certain, c'est que leur Parlement n'a servi qu'à rejeter les exigences de la Russie et les demandes de toutes les puissances. Embusqué derrière une majorité que personne n'avait la naïveté de prendre au sérieux, Midhat-Pacha n'a pas hésité à repousser les conseils de la diplomatie européenne et à jeter la Turquie dans une guerre dont il devait

être lui-même une des plus tristes victimes.

Ainsi, le premier point du programme de la *Jeune Turquie* était le dédain de l'Europe, la confiance absolue dans la Turquie, qui n'avait besoin de personne pour échapper au péril dont elle était menacée et pour reprendre en peu d'années son ancienne prospérité. Mais par quels moyens devait-elle donc poursuivre ces grands résultats? C'est ici que le parti de la *Jeune Turquie*, ou plutôt que Midhat-Pacha et les quelques amis qui inspiraient sa politique, montraient une réelle sagacité et donnaient la preuve qu'il y avait en eux certaines qualités d'hommes d'état. Quand ils usaient de leur constitution pour tenir tête à l'Europe, il était permis de douter, ainsi que je viens de le dire, de la sincérité de leurs sentiments constitutionnels et libéraux; mais quand ils s'en servaient pour séculariser le pouvoir en Turquie, pour séparer l'autorité politique de l'autorité religieuse, pour enlever au sultan le gouvernement temporel qui cessait d'être à leurs yeux une fonction du califat et qui devenait, comme partout ailleurs en Europe, une simple fonction publique, pour faire passer en un mot leur pays du régime théocratique au régime laïque et civil des nations modernes, non seulement ils étaient

parfaitement sincères, mais encore ils accomplissaient, comme on l'a dit avec raison, « le plus grand effort intellectuel qu'aient fait les musulmans de nos jours ». C'est ce qu'il ne faut pas oublier lorsqu'on juge l'œuvre de Midhat-Pacha. Comme elle a été subitement interrompue, elle n'a produit que la première de ses conséquences, — la résistance à l'Europe, — qui était assurément mauvaise; mais, si elle avait été continuée et si le but véritable pour lequel elle avait été entreprise — la sécularisation du pouvoir politique en Turquie — avait été atteint, il n'est pas impossible qu'elle eût, en effet, sauvé l'empire ottoman et ouvert devant lui des destinées nouvelles. Pour quiconque connaît l'histoire de cet empire, la véritable cause de sa décadence, le motif unique qui y a fait échouer toutes les réformes modernes est la concentration, l'identification dans la personne du sultan de la puissance temporelle et du califat religieux. Il est résulté de ce fait capital que la Turquie n'a jamais été qu'une vaste théocratie, qu'une sorte d'ordre de chevalerie gigantesque ayant à sa tête un grand maître et des milliers de chevaliers combattant sous ses ordres, non pour le triomphe d'un intérêt politique ou pour l'honneur de la patrie, mais pour l'extension de la foi et

la gloire de Dieu. Ce qu'une pareille organisation lui a donné dans le passé de force conquérante, tout le monde le sait; mais le jour où les victoires ont cessé, où il n'a pas été possible de pousser plus loin l'invasion de l'islam, où le christianisme l'a arrêté comme une digue insurmontable, où il a fallu s'organiser sur le territoire dont on s'était emparé, gouverner les races qui s'y trouvaient et vivre de la vie ordinaire des peuples pacifiques, ce qui avait fait jadis la grandeur de la Turquie a fait son irrémédiable faiblesse et l'a conduite immédiatement au bord de l'abîme où, depuis deux siècles, elle est constamment sur le point de tomber.

On s'est étonné souvent que le gouvernement ottoman n'ait tenu aucune des promesses qu'il a faites cent fois aux populations chrétiennes, qu'il n'ait jamais essayé d'apaiser leurs revendications nationales en leur donnant dans l'empire lui-même les droits et les libertés qu'elle recherchent en dehors de lui. Mais le pouvait-il? Du moment que l'état ottoman se confondait avec l'Église musulmane, livrer le premier aux chrétiens c'eût été livrer du même coup la seconde, c'est-à-dire, aux yeux des vrais croyants, commettre un sacrilège. De là vient que la Turquie, après des siècles de do-

mination, n'a pas assimilé une seule des races nombreuses qu'elle a trouvées établies dans les contrées où s'est étendue sa conquête. Pour les assimiler, il aurait été indispensable qu'elle commençât par les convertir ; car une nation n'assimile une race qu'en la faisant participer à son existence politique, et partout où l'adhésion à une forme religieuse est la condition de cette existence, en dehors de la conversion, il n'y a d'autre parti que l'expulsion. Or les races chrétiennes de la Turquie étaient trop nombreuses pour être expulsées, et, sauf quelques rares exceptions, elles se sont toujours refusées à la conversion. A une époque cependant, fatiguées d'une longue résistance et d'une servitude trop prolongée, on aurait pu croire qu'elles finiraient par se fondre dans l'islam. N'ayant plus aucune espérance du côté de la chrétienté, qui avait reconnu la légitimité de l'empire ottoman et noué avec lui des négociations régulières, elles commençaient à se demander s'il ne fallait pas se résigner à l'inévitable et abdiquer une foi qui rendait esclave, pour une foi qui donnait tous les avantages du pouvoir et de la fortune. Les conversions ou, si l'on veut, les apostasies se multipliaient d'une manière significative. L'apparition subite de la Russie sur la scène de l'Orient, les débuts pleins

de promesses de la politique de Pierre le Grand, ont arrêté un mouvement qui peut-être fût devenu général. L'espérance de la délivrance a raffermi les consciences ébranlées [1]. Dès lors il

1. Ce fait, généralement peu connu, a été mis pour la première fois en pleine lumière par M. Julian Klaczko dans ses belles et brillantes études sur les *Évolutions du problème oriental*. M. Julian Klaczko déplore en chrétien le mouvement d'apostasie qui poussait les populations des provinces conquises par les Turcs à adopter la foi du vainqueur; peut-être, si l'on raisonnait en politique, faudrait-il regretter, au contraire, que ce mouvement n'ait pas complètement abouti. Qui sait ce que serait devenue la Turquie si toutes les races qui la composent, ou plutôt qui la composaient, s'étaient fondues et unifiées sous une même loi religieuse et politique? qui sait si elle n'eût pas réussi à se faire une place durable parmi les nations européennes? Le principe de mort qui est dans l'islamisme l'aurait tôt ou tard conduit à sa perte; mais sa ruine eût été plus lente, et ce n'est pas nous qui aurions à résoudre le problème oriental; il ne se serait posé définitivement que pour nos successeurs. Quoi qu'il en soit, voici le passage où M. Julian Klaczko raconte l'évolution religieuse, que l'apparition de Pierre le Grand sur la scène du monde a interrompue :

« Depuis 1571, depuis la grande défaillance de l'Europe catholique lors de la sainte ligue, une apostasie hideuse avait commencé à exercer parmi les chrétiens d'Orient des ravages qui, d'abord peu remarqués, finirent par éclater à tous les yeux dans les dernières années du XVII[e] siècle. Des voyageurs comme Chevalier, Pococke et La Motraye observent vers cette époque, dans le Levant, des conversions en masse des populations de l'un et de l'autre rite à l'islamisme; mais c'est surtout dans les rapports des nonces et des missionnaires apostoliques qu'on peut suivre la marche progressive et effrayante de ce fléau. Délaissés de l'Occident, oubliés de tout le monde, les *raïas* avaient commencé par se soumettre avec le fatalisme oriental à ce qui pouvait leur paraître l'arrêt irrévocable du destin et par trouver,

était certain que la Turquie théocratique serait peu à peu étouffée par les populations chrétiennes qui pullulaient sur son territoire et qui, lentement, une à une, par suite de révolutions et

comme le dit des Albanais une relation contemporaine, « qu'il fallait bien obéir à un maître auquel Dieu a définitivement donné la terre ». Ce phénomène étrange des *pomaks* de la Bulgarie, des *begs* de la Bosnie, des *arnautes* de l'Albanie, des *kourmoulides* de la Crète, etc., — des populations en un mot de pure race slave ou grecque, ne sachant rien de la langue turque, anciennement attachées à la foi du Christ, et devenues néanmoins avec le temps plus ardentes pour la religion musulmane que les descendants mêmes d'Orkhan et de Togrulbeg, — ce phénomène date précisément, pour la plus grande part, de l'époque qui sépara la bataille de Lépante de la capitulation de Houche. Dès 1610, Marino Bizzi, archevêque d'Antivari, prévoyait dans des temps très rapprochés « la ruine complète du christianisme dans l'Albanie et la Serbie »; en 1651, le missionnaire apostolique Marco Crisio ne trouvait plus en Albanie que 50,000 chrétiens au lieu de 350,000 qu'y avait encore connus Bizzi; l'évêché de Durazzo, qui, en 1671, avait compté 14,000 âmes catholiques, n'en comptait plus que 8,000 dans l'année 1703. Et ce qui ajoutait à l'ignominie de la transformation, c'est qu'elle n'était point due à une propagande turque quelconque; elle était le résultat d'un abaissement volontaire auquel le désespoir et l'avidité avaient une part égale. Comme la « dîme des enfants » (pour le recrutement des janissaires) et l'impôt de capitation ne pesaient que sur les populations chrétiennes, le gouvernement ottoman s'était toujours bien gardé de tarir, par un prosélytisme mal avisé, les deux sources principales de sa puissance militaire et financière, et, loin de favoriser les conversions au Coran, il s'était au contraire appliqué de bonne heure à y mettre tous les obstacles possibles. Néanmoins la marée de l'apostasie montait toujours, et, à la limite des XVIIe et XVIIIe siècles, il y eut un moment, dit un historien, « où, à en juger d'après différents indices, le christianisme semblait menacé dans toutes les

de révoltes, s'apprêtaient à briser, avec le concours de l'Europe, son joug religieux et politique pour acquérir une existence indépendante et pour prendre la revanche d'une trop longue défaite.

C'était donc, de la part de Midhat-Pacha et de ses amis, une idée très juste, quoique bien tardive, d'essayer de supprimer la cause unique des malheurs de la Turquie, le seul obstacle qui avait empêché, durant plusieurs siècles, une race aussi bien douée que la race turque de constituer en Europe une véritable nation. Ils avaient parfaitement raison de soutenir que le despotisme du Sultan et le manque de libertés publiques ne suffisaient pas à expliquer l'irrémédiable décadence de leur pays. Toutes les nations européennes ont

parties de la Turquie d'une fin et d'une destruction silencieuses... » Le courant fut arrêté soudain par l'apparition de Pierre le Grand sur la scène de l'Orient : les *provéditeurs* vénitiens purent dire aussitôt, dans leurs rapports, que les Grecs espéraient voir de nouveau leur Église relevée de l'oppression; Grecs, Serbes et Roumains s'attachèrent aussitôt avec une nouvelle ardeur à leur foi, et il n'y eut plus d'exemple dès lors de ces défections en masse, par clans et par tribus entières, qu'avaient vues, à la honte de l'humanité, les âges précédents. La défaite orthodoxe sur le Pruth vint ainsi indirectement réparer le mal qu'avait causé sans le vouloir la victoire catholique dans le golfe de Corinthe, et de tous les effets de l'action russe dans le Levant, ce n'est pas là le moins méritoire à coup sûr, bien qu'il soit généralement le plus ignoré. » (*Revue des Deux Mondes* du 1er novembre 1878.)

traversé la période du despotisme, et il n'y a pas bien longtemps que la plupart d'entre elles en sont sorties; cela ne les a pourtant point empêchées de grandir, de prospérer, d'atteindre progressivement le degré de culture morale et de force matérielle qui leur a permis de passer, sans trop de secousses, du régime du pouvoir absolu au régime des institutions constitutionnelles. Mais le despotisme des souverains européens était un despotisme temporel, humain, séculier, qui était sans cesse en lutte avec la puissance religieuse et qui, par conséquent, ne tirait point d'elle une force presque invincible. En Turquie, au contraire, c'est en vertu d'une autorité surnaturelle que le sultan commande aux populations placées sous ses ordres ; d'où il résulte que celles de ces populations qui ne croient pas au califat et qui ne font point partie de l'islam ne peuvent reconnaître sa domination, tandis que les musulmans ne peuvent la contester sans crime ou même essayer de la restreindre sans hérésie. Tous les voyageurs qui ont parcouru l'Orient, non seulement de nos jours, mais dans les siècles précédents, tous les observateurs qui y ont vécu à une époque quelconque se sont accordés à reconnaître qu'aucune des qualités qui font les grands peuples n'a manqué et

ne manque encore aux Turcs : ils ont le courage militaire, la finesse diplomatique, l'honnêteté privée, le génie du commandement, la discipline civique ; ils sont très supérieurs sous tous les rapports aux populations qu'ils ont trouvées établies sur le sol de leur empire, en Afrique, en Asie et en Europe ; si l'intelligence de quelques-unes d'entres elles est plus prompte que la leur, aucune ne possède un ensemble de dons naturels aussi remarquables, aussi appropriés aux conditions du gouvernement des hommes. Il semble donc qu'en vertu de la loi constante de l'histoire, ils auraient dû s'assimiler sans trop de peine des éléments nationaux inférieurs. Il n'en a rien été cependant : partout où ils ont passé, partout où ils passent encore, c'est comme une armée en campagne ; ils sont campés, ainsi qu'on l'a dit, ils ne se sont fixés nulle part. Phénomène qui serait inexplicable, s'il ne s'expliquait tout naturellement par cette confusion du pouvoir temporel et du pouvoir spirituel, de la politique et de la religion, que Midhat-Pacha et ses amis regardaient à bon droit comme le plus grand mal de leur pays et qu'ils essayaient de détruire en laissant au sultan le prestige du califat, mais en plaçant la puissance matérielle entre les mains d'un ministère

responsable et sous la garantie d'un parlement où chrétiens et musulmans devaient être confondus. On a beaucoup ri du projet d'instituer à Constantinople un régime parlementaire et de faire nommer des députés par les Kurdes et par les Bédouins. Le suffrage universel appliqué aux hordes nomades de l'Asie et de l'Afrique a paru généralement une de ces bouffonneries dont l'Orient est coutumier, mais qu'on n'accepte en Occident qu'avec accompagnement de musique d'Offenbach. C'était s'arrêter aux apparences, oublier le sérieux du fond pour s'attacher uniquement à la forme, laquelle en effet prêtait à l'ironie. Si Midhat-Pacha et ses amis, nourris dans les illusions de la *Jeune Turquie*, avaient pris un singulier moyen d'atteindre le but qu'ils poursuivaient, — la séparation de l'État d'avec la religion, — ils n'en avaient pas moins admirablement compris que cette séparation, réalisable ou non, était la dernière chance de salut qui restât à leur pays, et que, même sans espoir de succès, il fallait ne reculer devant aucun effort pour l'essayer. En cherchant à substituer au soldat de l'islam, au satellite du calife, au chevalier de Mahomet, au Turc en un mot, un être nouveau, l'Ottoman, qui pouvait être musulman ou chrétien, adorer Allah ou Jésus-Christ,

mais qui était avant tout un patriote et le sujet d'un grand pays, ils tentaient une des révolutions les plus profondes de l'histoire orientale. Ils ont échoué sans doute, complètement échoué ; mais ce n'est pas une raison pour méconnaître ce que leur entreprise avait de grand et de sensé. Ils avaient eu l'habileté de se donner pour alliés les hommes les plus ardents du parti religieux, les softas, et le chef de la foi lui-même, le cheik-ul-islam. Pendant quelques mois, on a vu ce spectacle extraordinaire des autorités spirituelles de Constantinople réduisant l'islam à ses termes les plus simples, élaguant de la doctrine toutes les superstitions, tous les préjugés, toutes les légendes qui l'ont corrompue, la ramenant à quelques dogmes essentiels, nullement contraires à la raison humaine, enfin et surtout limitant son action en l'excluant formellement du domaine de la politique. Lorsque Midhat-Pacha exilé, vaincu, déjà tombé du haut de ses illusions, tâchait de démontrer aux positivistes de Paris que l'islamisme était la religion la plus rationnelle, la plus logique, la moins surnaturelle qui eût jamais existé, il se trompait assurément, s'il voulait parler de l'islamisme de la tradition et de l'histoire ; mais, s'il voulait faire allusion à l'islamisme passager dont

il était le docteur et le prophète malheureux, il était dans le vrai : il aurait dû seulement ajouter que cet islamisme n'avait vécu qu'un jour et n'avait jamais eu qu'un nombre infime de sectateurs.

Les circonstances qui avaient permis à Midhat-Pacha et à ses amis d'entreprendre la révolution avortée dont je viens de chercher à dégager l'esprit ont été, en effet, aussi courtes qu'elles avaient d'abord été propices. Le successeur d'Abdul-Aziz, l'infortuné Mourad, était trop doux de caractère et déjà trop faible d'esprit pour avoir une pensée personnelle; il laissait toute initiative aux hommes qui l'avaient mis sur le trône : qu'il fût calife en même temps que sultan, que les deux pouvoirs se confondissent sur sa tête frappée par la fatalité, qu'il portât à la fois la tiare et la couronne ou qu'on ne lui laissât qu'une autorité diminuée dont il n'aurait jamais eu, d'ailleurs, que l'apparence, peu lui importait ! Tourmenté de visions terribles, ébranlé par des secousses trop fortes pour son tempérament débile, atteint peut-être de remords, visité, en tout cas, par des craintes incessantes, son intelligence, naturellement médiocre, s'éteignait peu à peu. Bientôt, il ne fut plus possible de dissimuler au peuple l'état d'imbécillité dans lequel était tombée cette ombre de souverain. Le succes-

seur de Mourad, Abdul-Hamid, ne lui ressemblait en aucune manière et devait avoir des destinées très différentes des siennes. Ce n'est pas encore le lieu de faire d'Abdul-Hamid un portrait qui demande de longs développements. Je me contenterai de dire pour le moment que le nouveau sultan n'a qu'un point commun avec son prédécesseur. Bien que doué d'une intelligence générale assez ferme et d'un esprit assez sagace, il est également poursuivi par de continuelles terreurs personnelles : c'est sa manière de payer tribut à la folie endémique qui règne dans la famille d'Othman et qu'aucun de ses membres n'évite tout à fait. Mais, n'ayant aucune douceur dans le caractère et n'étant susceptible d'aucune timidité, il n'est pas homme à attendre, comme Mourad, les dangers imaginaires dont il se croit menacé; il préfère les conjurer d'avance en supprimant, s'il le peut, la cause qui, d'après lui, risque de les produire. Persuadé que Midhat-Pacha et ses amis, après avoir détrôné Abdul-Aziz, étaient parfaitement capables de lui faire subir un sort analogue; convaincu peut-être, comme il l'a montré depuis, qu'ils avaient mêlé l'assassinat à la révolution; n'osant pourtant point, en présence de l'irritation de l'Europe et des commencements de la guerre, pousser

les précautions jusqu'à la vengeance, un de ses premiers actes a été de se débarrasser par l'exil d'un entourage qu'il redoutait et de mettre fin à des projets politiques dont les conséquences lui paraissaient funestes pour sa personne. Le bateau qui emportait Midhat en Europe a emporté, du même coup, tout le système de réformes que celui-ci avait cherché à introduire en Turquie. C'est en vain qu'Abdul-Hamid protestait de son respect pour la constitution et laissait même le Sénat et la Chambre des députés continuer quelques mois encore leurs délibérations illusoires; c'est en vain qu'il prétendait être pour le moins aussi libéral que son prédécesseur : il était déjà trop infatué de ses idées particulières, trop désireux d'attirer à lui toute l'autorité, de diriger personnellement toutes les affaires, pour accepter un contrôle quelconque, pour partager son pouvoir avec des ministres et des assemblées, pour renoncer à concentrer entre ses mains la puissance religieuse et la puissance temporelle et à les exercer toutes deux souverainement. Dès son avènement, la politique de sécularisation était abandonnée; la création artificielle de Midhat, l'Ottoman, s'évanouissait; le Turc allait reparaître, et, avec lui, allaient reparaître aussi les causes de dissolution

qui, depuis deux siècles, n'ont pas cessé de désagréger l'empire et de lui enlever peu à peu chacune de ses provinces.

Le malheur de Midhat-Pacha et de ses amis, c'est de n'avoir pu entreprendre leur œuvre révolutionnaire qu'en déchaînant la guerre sur leur pays. Non moins orgueilleux, quoique moins fanatique que le Turc, l'Ottoman n'avait pas hésité à braver l'Europe. Ce n'est pas seulement les canons des deux rives du Bosphore qui avaient salué la nouvelle constitution solennellement octroyée par le sultan aux peuples de son empire, c'était encore les canons russes grondant sur le Danube et prêts à gronder bientôt à Kars et sur les Balkans. Je n'ai pas besoin de raconter la guerre turco-russe, ni de juger la politique suivie dans cette crise décisive par les divers cabinets européens. Tout le monde sait à la suite de quels succès et de quels désastres les Turcs ont vu peu à peu l'Arménie surprise par leurs éternels ennemis, la Bulgarie envahie, les Balkans franchis, l'armée conquérante campée à San-Stefano, à quelques heures de Constantinople. Cette histoire n'est pas à refaire. Mais ce que je tiens à signaler, c'est l'impression que ces événements et que le traité de Berlin, qui les a suivis, ont produite sur l'esprit

d'Abdul-Hamid et de ses courtisans. En arrivant au pouvoir, Abdul-Hamid avait trouvé la guerre engagée, et, durant quelques mois, par un caprice imprévu de la fortune, il lui avait été permis d'espérer que la victoire se déciderait en sa faveur. Malheureusement il était déjà possédé de cette passion de tout ramener à lui, de tout faire de ses propres mains, qu'il n'a pas cessé de porter, comme je le dirai plus tard, dans l'administration et dans la diplomatie aussi bien que dans la guerre. Au lieu de laisser aux généraux qui venaient de faire preuve, à l'étonnement universel, de qualités remarquables, la direction des opérations militaires, c'est dans son propre palais, c'est sous ses yeux qu'ont été préparés les plans stratégiques qui ont fini par livrer à la Russie les Balkans et l'Arménie. Jusqu'au jour de l'écrasement, il n'avait point songé à l'Europe; mais, lorsque les Russes, prêts à entrer à Constantinople, lui ont arraché le traité de San-Stefano, obéissant aux traditions de ses prédécesseurs et de son pays, oubliant la jactance de Midhat et de la *Jeune Turquie*, il s'est jeté dans les bras de l'Angleterre et l'a suppliée de le sauver. Personne n'ignore de quelle manière toute britannique lord Beaconsfield et lord Salisbury ont répondu à cet appel. Abdul-Hamid a dû

payer d'abord de la cession de l'île de Chypre l'appui de l'allié tardif qui venait à son secours. Ce n'est pas tout. Si le traité de San-Stefano a été déchiré à Berlin, le traité nouveau qui lui a été substitué a exigé de la Turquie des sacrifices tels, qu'on entend sans cesse aujourd'hui des Turcs très éclairés soutenir avec conviction qu'il aurait mieux valu accepter les conséquences de la défaite et s'en tenir purement et simplement aux concessions faites à la Russie. Qu'a-t-on gagné au traité de Berlin? Une seule chose : le traité de San-Stefano avait morcelé la Turquie d'Europe en trois tronçons sans lien les uns avec les autres, que séparaient des territoires émancipés et qui ne pouvaient communiquer entre eux que par eau. Il est clair que ce morcellement était intolérable, et que l'Europe a rendu à la Turquie un très grand service en supprimant cette partie de l'œuvre du général Ignatief. Mais, sauf cela, y a-t-il lieu de se féliciter beaucoup des modifications qu'elle a apportées à cette œuvre? Abdul-Hamid est persuadé du contraire, et tous les Turcs qui règlent leur pensée sur la sienne professent journellement la même opinion. A quoi a servi, par exemple, la division de la Grande-Bulgarie en deux provinces, dont l'une est restée sous la domination apparente

de la Porte? A rien ou presque à rien. Cette division eût été efficace si l'on eût permis à la Turquie, comme le demandait le traité de Berlin, d'introduire des garnisons dans les Balkans et de créer une frontière militaire entre la contrée qu'on prétendait lui laisser et celle sur laquelle elle ne conservait qu'un droit de suzeraineté assez illusoire. Mais les puissances, après avoir obligé la Turquie à exécuter strictement toutes les stipulations du traité de Berlin qui lui étaient défavorables, n'ont eu garde de l'autoriser à exécuter celles qui pouvaient lui être utiles. Chaque fois qu'elle a parlé d'envoyer des troupes dans les Balkans, on l'a menacée d'une insurrection générale, et il a fallu qu'elle renonçât à ses projets. En réalité, la Roumélie orientale n'est donc pas une barrière pour Constantinople. Une grande Bulgarie, telle que celle qu'avait imaginée le traité de San-Stefano, l'eût été bien plutôt. Les Bulgares ne ressemblent en rien aux Slaves; c'est une race lourde, sans imagination, dont l'esprit terre à terre se serait trouvé assez vite en désaccord avec la fantaisie moscovite. Qui sait si la création du général Ignatief ne fût pas devenue un jour un empêchement au progrès du panslavisme? Qui sait si une principauté de Bulgarie, fortement constituée pour la

vie individuelle, n'eût pas refusé de se laisser engloutir dans l'immense empire des tsars? La Bulgarie actuelle ne saurait être, au contraire, qu'un atout dans le jeu de la Russie. Après comme avant le congrès de Berlin, on peut dire que les Russes sont sur les Balkans et qu'à la première occasion ils trouveront la route qui conduit à Sainte-Sophie ouverte devant eux. Mais, depuis le traité de Berlin, ce n'est pas seulement aux Russes que cette route est ouverte, c'est encore aux Autrichiens. Le traité de San-Stefano laissait la Turquie seule face à face avec la Russie; c'était un danger. Le traité de Berlin lui donne un second voisin non moins redoutable, plus redoutable peut-être, et dont les ambitions vont être désormais aussi dangereuses. Salonique et Constantinople sont également menacées, ou plutôt Constantinople est doublement menacée, car l'Autriche et la Russie marchent vers le même but. Peut-être cependant Abdul-Hamid aurait-il accepté sans trop de regret une situation qui permet à la Turquie de neutraliser ses ennemis les uns par les autres et de se soutenir elle-même par le conflit de leurs convoitises; mais ce qui lui a causé un amer regret et une irrémédiable haine contre l'Europe, c'est de se voir contraint, après avoir cédé une partie

de l'Arménie à la Russie, l'Herzégovine et la Bosnie à l'Autriche, Chypre à l'Angleterre, de céder encore une contrée importante au Monténégro et une province admirable à la Grèce. Que la Turquie plie sous la force des grandes puissances, il n'y a rien là d'humiliant pour elle; mais que des pays infimes, qui ont été longtemps sous sa domination et dont l'un au moins n'a pas pris part à la dernière guerre, lui arrachent aussi des lambeaux de territoire; que le sultan soit forcé de se dépouiller en faveur de souverains sur lesquels il aurait à peine autrefois daigné jeter ses regards, c'est là un signe d'abaissement irrécusable et la plus cruelle de toutes les souffrances pour l'orgueil musulman. Il a fallu pourtant se soumettre à la nécessité. En payant les grandes puissances, Abdul-Hamid croyait acheter leur connivence contre les petites. Pure illusion! C'est en vain qu'il a essayé des années entières d'échapper aux injonctions de l'Europe; c'est en vain qu'il a employé pour y arriver toutes les ruses de sa diplomatie; c'est en vain qu'au lieu de songer à la réorganisation intérieure de son empire, saignant de toutes les blessures de la guerre, il a épuisé ses dernières ressources à faire des parades militaires et des démonstrations politi-

ques : il a gagné du temps sans doute, ce qui est quelque chose aux yeux d'un Turc, mais c'est tout ce qu'il a gagné. Le traité de San-Stefano était bien dur pour la Turquie ; il ne lui imposait pourtant pas l'humiliation de satisfaire jusqu'aux ambitions de la Grèce, le peuple que les musulmans détestent le plus, parce que c'est le premier qui ait secoué leur joug et jeté aux races chrétiennes le cri de « Liberté ! »

Ce n'est pas brusquement et dès le premier jour qu'Abdul-Hamid en est arrivé à juger comme je viens de le dire le traité de Berlin et à se demander s'il n'aurait pas mieux valu, pour son pays et pour lui, s'en tenir au traité de San-Stefano. Longtemps il s'est bercé de l'espoir que l'Europe serait plus indulgente que ne l'avait été la Russie, et que, même si toutes les autres puissances venaient à lui manquer, l'Angleterre, dont l'amitié lui avait coûté si cher, l'aiderait à ne pas tenir des engagements trop pénibles. Jusqu'à la chute de lord Beaconsfield et du cabinet conservateur, ses illusions ont été invincibles. L'arrivée au pouvoir de M. Gladstone et des libéraux a produit en Turquie l'effet d'un coup de foudre ; on n'a pas oublié les terreurs violentes, les alarmes folles, la panique bruyante qui ont éclaté alors à Constan-

tinople. Assurément il y avait beaucoup d'exagération dans ces craintes précipitées. On a vu depuis qu'un grand pays comme l'Angleterre ne changeait pas de fond en comble sa politique extérieure, même lorsqu'il passait du gouvernement de lord Beaconsfield à celui de M. Gladstone. Mais il y avait aussi une grande part de vérité. Il est certain que, si les conservateurs n'avaient point été battus aux élections, l'Angleterre n'aurait pas proposé la démonstration navale en faveur du Monténégro et ne se serait occupée des intérêts des Grecs que pour les combattre : en revanche, elle aurait continué à favoriser les mouvements séparatistes qui se produisaient en Syrie et en Arabie; mais, comme son action eût été dissimulée, le sultan en eût ressenti moins directement le contre-coup. On s'explique, au contraire, l'émotion qu'il a éprouvée lorsqu'il a vu la vieille alliée à laquelle il avait sacrifié Chypre risquer de remettre le feu à la presqu'île des Balkans en forçant toutes les puissances à envoyer leurs flottes en face de Dulcigno, proposer le blocus de Smyrne, annoncer le dessein de ne reculer devant aucune extrémité pour faire triompher les ambitions de la Grèce et pour contraindre la Turquie à exécuter au pied de la lettre chacune des clauses du

traité de Berlin. Ces clauses sont si nombreuses ! elles renferment un si grand nombre de prescriptions qui permettent à l'Europe, non seulement d'imposer à l'empire ottoman des cessions de territoire, mais même de se mêler, si cela lui convient, de ses affaires intérieures et de prendre une part directe à sa politique ! Ne l'autorisent-elles pas à exiger que des institutions libérales soient accordées à l'Arménie ? Ne lui donnent-elles pas le droit de surveiller dans toutes les provinces les réformes administratives promises par la diplomatie turque ? Enfin ne peuvent-elles pas l'amener un jour à mettre le sultan en tutelle, comme le khédive d'Égypte, au moyen d'une commission internationale de contrôle financier, chargée en apparence de protéger les intérêts des créanciers, mais se proposant en réalité de s'emparer peu à peu de la puissance politique et de l'exercer à son profit ? Depuis trois ans que l'Europe est venue au secours de la Turquie et l'a arrachée aux mains victorieuses de la Russie, il ne s'est pas passé de jour, presque pas d'heure, sans qu'elle lui ait fait payer ce service par une nouvelle réclamation, par un nouvel empiétement sur son territoire ou sur sa souveraineté. Au milieu des luttes incessantes qu'il a fallu soutenir

contre ses réclamations et ses empiétements, était-il impossible que le gouvernement turc trouvât assez de loisirs pour réorganiser les forces de l'empire, pour entreprendre les réformes et les travaux qui lui auraient rendu l'ordre, qui auraient rétabli sa prospérité ? La ruine et l'anarchie se sont donc ajoutées à la spoliation comme conséquences du traité de Berlin, et l'Europe, qui était la véritable cause de cette ruine et de cette anarchie, les a cependant imputées à crime à la Turquie, lui reprochant de ne pas faire ce qu'elle ne lui donnait pas le temps de faire, l'accusant de lenteur, de mauvaise volonté, d'irrémédiable incurie, alors qu'elle la contraignait à épuiser tout ce qui lui restait d'activité dans des négociations diplomatiques aussi stériles qu'interminables.

Telle est la manière de raisonner du sultan et de ceux qui l'entourent. Tels sont les motifs qui les ont peu à peu éloignés de l'Europe, à laquelle ils avaient donné toute leur confiance au moment du traité de San-Stefano. Les Turcs s'imaginent volontiers, pour me servir d'un mot vulgaire mais expressif, que tout leur est dû ; que c'est pour les grandes puissances un devoir véritable de réparer leurs fautes et d'éloigner d'eux les fâcheux effets

qu'elles doivent fatalement produire. Lorsque la presse de Constantinople veut apprendre au public ottoman que le sultan s'est adressé à la France, à l'Angleterre ou à l'Allemagne pour obtenir d'elles quelque secours ou quelque service, elle a l'habitude, on le sait, de présenter cette démarche comme un acte de haute condescendance d'un suzerain envers ses humbles vassaux. S'il fallait l'en croire, le sultan aurait daigné permettre à une ou à plusieurs des grandes nations européennes de venir à son aide, à moins qu'il n'ait préféré agir en maître et intimer des ordres auxquels personne n'oserait se soustraire. Ces fanfaronnades de journaux sont plus sincères qu'on ne pourrait le croire. L'orgueil musulman, ou plutôt l'orgueil turc, qui est en quelque sorte la quintessence de l'orgueil musulman, est capable de prodigieuses illusions. La Turquie est d'ailleurs tellement habituée à trouver des appuis en Europe; en toutes circonstances, l'or et le sang européen lui ont si peu manqué; elle s'est vue si souvent arrachée à la défaite par nos soldats, à la ruine par nos capitaux, à la dissolution par nos diplomates, qu'il lui semble que ce qui s'est toujours fait se fera toujours. C'est pourquoi Abdul-Hamid s'était d'abord confié sincèrement à l'Europe. Je

viens d'expliquer les déceptions qu'il a éprouvées et qui ont peu à peu profondément transformé ses idées politiques. Se croyant trompé par les puissances dans lesquelles il avait placé son espoir, il en est arrivé à se demander, comme les hommes qui dirigeaient les affaires au moment où il est monté sur le trône, si la Turquie ne pourrait pas se suffire à elle-même, si tous ses malheurs ne viendraient pas de l'influence qu'elle a donnée chez elle aux étrangers, si elle ne serait pas punie pour s'être fiée à ces chrétiens dont l'alliance est toujours perfide et dont les services ne sont jamais désintéressés. Seulement cette question s'est posée tout autrement dans son esprit que dans celui de Midhat-Pacha. Abdul-Hamid n'est point un sceptique comme l'ont été un certain nombre de sultans. Sévère dans ses mœurs, d'une conduite simple et laborieuse, d'un esprit étroit, quoique fin, ayant reçu une éducation médiocre et une instruction plus médiocre encore, il pousse aisément ses convictions religieuses jusqu'au fanatisme. Rien ne prouve qu'il ne soit pas réellement convaincu que la colère d'Allah s'appesantit sur sa race et sur son peuple depuis que l'empire ottoman est entré dans le concert des puissances chrétiennes et s'est mis à pactiser ouvertement

avec les infidèles. De grandes calamités publiques amènent à toutes les époques et dans tous les pays une recrudescence de foi. Les désastres de la Turquie ont été suivis d'un mouvement de réaction musulmane qui a pris peu à peu une importance considérable. Abdul-Hamid était peut-être trop crédule pour ne pas s'y associer; dans tous les cas, il était trop habile pour ne pas essayer d'en profiter en le dirigeant, de se mettre à sa tête pour l'exploiter.

Ce qui a contribué à pousser plus activement Abdul-Hamid dans la voie de la réaction religieuse où la haine de l'Europe l'entraînait déjà, c'est la crainte que cette réaction ne tournât contre lui s'il ne réussissait pas à en devenir le maître. A la suite des défaites qui avaient marqué les commencements de son règne, un mécontentement général s'était emparé des populations de son empire. Un sultan vaincu, obligé de céder ses plus belles provinces aux chrétiens, condamné à s'humilier devant ses propres sujets, abandonnant la terre de l'islam à des mains infidèles, portant la responsabilité de tous les malheurs de la patrie et de la religion, dont chacun faisait remonter jusqu'à lui l'origine, pouvait bien conserver la soumission des Turcs, dont le dévouement fataliste

et d'ailleurs intéressé résiste aux plus cruelles épreuves ; mais il devait immanquablement perdre l'attachement et le respect des Arabes. Ceux-ci ont toujours eu pour la Turquie des sentiments assez hostiles. Après tout, ils ont été conquis par elle, tout aussi bien que les Grecs ou les Bulgares, et, si la communauté des croyances religieuses n'a pas permis qu'il s'élevât entre le vainqueur et le vaincu ces insurmontables barrières qui séparent la Turquie des populations chrétiennes sur lesquelles elle a également étendu sa domination, néanmoins la différence des caractères, des esprits, des génies nationaux n'a pas permis non plus l'assimilation complète des Arabes et des Turcs. Les Arabes de l'Hedjaz, de l'Yémen, de l'Hadramaout, de l'Oman, du Nedjed, trop éloignés de Constantinople pour souffrir du joug ottoman, mènent une vie tout à fait libre et se bornent à reconnaître en théorie au sultan une autorité de calife fort contestée dans la pratique, mais qui est bien loin d'avoir pour conséquence une sujétion politique quelconque. Quant aux Arabes de Damas, de la Palestine et de Bagdad, la proximité de l'Égypte, qui est une vice-royauté quasi indépendante, l'existence d'une autonomie spéciale pour le Liban, le souvenir des époques nombreuses où la

Syrie s'est constituée en pays séparé et a joui d'une existence particulière, tout cela contribue à entretenir en eux des aspirations nationales auxquelles les défaites de la Turquie ont donné un grand essor. Ces derniers avaient fourni au sultan la plus grande partie de ses contingents. Lorsqu'on les avait conduits à la guerre, on leur avait dit qu'ils allaient combattre pour l'islam et qu'Allah leur accorderait certainement la victoire. On avait surchauffé leur fanatisme par les plus brillantes promesses. Arrivés sur les champs de bataille, on les avait sacrifiés aux fantaisies stratégiques de Constantinople. A la veille de recueillir les fruits de leurs efforts, ils les avaient perdus, non par l'incapacité de leurs généraux, qui avaient montré, au contraire, des qualités que personne ne leur soupçonnait, mais par la faute du sultan, lequel avait prétendu diriger de son palais les opérations militaires et avait compromis, par d'impardonnables erreurs, le succès d'une campagne commencée sous les plus heureux auspices. Qu'était-ce donc que le sultan? Était-il bien vrai qu'il fût le chef de l'islam? S'il n'était, par hasard, que le souverain de la Turquie, que le roi d'une race détestée dont le gouvernement pèse lourdement sur les Arabes, serait-il sage, serait-il con-

forme au devoir religieux de verser son sang pour lui? N'y aurait-il pas quelque imprudence à confondre la cause de la religion avec la sienne? L'islamisme est une œuvre arabe, non une œuvre turque : pourquoi donc les Arabes n'essayeraient-ils pas de la défendre en séparant le sort des musulmans de celui des Turcs, voués désormais à une irrémédiable décadence? Pourquoi ne profiteraient-ils pas de la ruine inévitable de la Turquie pour s'émanciper d'une domination qui les a toujours blessés et pour reprendre la direction de la religion dont, après tout, ils sont les fondateurs? Le rôle spirituel et politique de la Turquie est fini. L'heure serait donc venue de constituer une union islamique, affranchie du joug ottoman, qui aurait pour premier résultat et pour heureuse conséquence d'assurer l'indépendance (*istiklaliat*) des peuples arabes.

Ainsi, l'idée que Midhat-Pacha et ses amis avaient essayé de faire triompher à Constantinople avant la guerre, c'est-à-dire la séparation du Califat et du Sultanat, de la puissance religieuse et de la puissance temporelle, a été reprise, après la guerre, sous une forme nouvelle, non plus par quelques hommes politiques, mais par les populations elles-mêmes et dans un dessein absolument

opposé à celui que poursuivaient ceux qui en avaient tenté les premiers la réalisation. Il ne s'agissait plus de sauver l'empire ottoman ; il s'agissait, au contraire, d'achever sa ruine. L'œuvre commencée par des partisans résolus de l'unité nationale était continuée par des meneurs séparatistes. Elle ne devait plus s'accomplir en faveur de la Turquie, mais contre elle. Chose curieuse cependant! les mêmes personnes y travaillaient encore, dans des conditions pourtant si différentes. Soit ambition personnelle, soit conviction que l'empire ottoman était perdu sans retour, que son salut était à tout jamais désespéré, Midhat-Pacha, nommé gouverneur de Syrie, a été un des plus grands promoteurs de l'émancipation arabe. Chose plus curieuse encore! l'Angleterre, contre laquelle avait été inauguré, dit-on, ainsi que je vais l'expliquer, le mouvement d'unité islamique, a secondé de tout son pouvoir les efforts de Midhat-Pacha, et, si lord Beaconsfield n'était pas tombé du pouvoir, il est probable que le cabinet conservateur n'aurait rien épargné pour organiser en Syrie une sorte de vice-royauté ou de gouvernement indépendant sur lequel elle aurait exercé un protectorat plus ou moins avoué. C'est que l'Angleterre avait fort bien compris le parti à

tirer d'une agitation qui favorisait l'extension de son influence politique sur les côtes de la Méditerranée et du golfe Persique. On a prétendu que cette agitation était née dans l'Asie centrale, à Boukara, et qu'à l'origine elle n'avait rien d'hostile à l'organisation actuelle du Califat. Elle aurait eu plutôt pour but d'entraîner le sultan Abdul-Hamid dans une ligue islamique contre les Anglais en Afghanistan et contre les Russes au Turkestan. Un ancien chef du Kokhand, Koudaïar-Khan, qui en aurait été l'agent le plus actif, s'est, en effet, rendu en Arabie, à la Mecque, à Bagdad, présidant d'importantes réunions de cheiks et de mollahs kurdes, arabes, indous auxquels il prêchait cette sorte de croisade anti-anglaise et anti-russe. Mais, si le panislamisme a été d'abord dirigé contre l'Angleterre, il n'a pas tardé, sous l'action de l'Angleterre elle-même, et grâce au souvenir des défaites de la Turquie, à changer de caractère et à dégénérer en campagne ouverte contre le sultan. Rien de plus difficile que de débrouiller l'écheveau compliqué des intrigues orientales. Je n'ai donc pas la prétention d'exposer en détail les incidents multiples d'une propagande qui a troublé, qui trouble encore et qui troublera longtemps le monde musulman tout entier. Je ne me hasarde-

rai pas surtout à assigner des rôles aux divers personnages qui ont pris part à cette propagande. C'est dans l'Hejdaz et l'Yémen, c'est-à-dire au berceau même de l'islamisme, qu'èlle s'est développée le plus rapidement. Lorsque l'ancien chérif de la Mecque, le chérif Husni, a péri victime d'un assassinat mystérieux, les personnes bien informées ont affirmé que sa mort devait être uniquement attribuée à la faute qu'il avait commise de se déclarer hautement pour la doctrine de la séparation du Califat et du Sultanat. Ce qu'il y a de certain, c'est que cette doctrine, parfaitement conforme aux véritables principes de l'islamisme [1], a été pendant quelques mois le mot

1. Je n'ai pas voulu discuter ici la question de savoir si, théologiquement, le sultan était et pouvait être calife; c'est un sujet qui demande une étude spéciale. Mais il est clair, pour toute personne un peu au courant des doctrines et des traditions de l'islamisme, qu'au point de vue strict de la loi mahométane, les prétentions d'Abdul-Hamid sont totalement injustifiables. La souveraineté des sultans de Constantinople est toute politique; c'est une puissance de fait, pas autre chose. Le gouvernement essentiellement légal chez les musulmans est celui du Califat, qui a fini avec les Abassides d'Égypte et qui remontait, par une succession directe, jusqu'à Mahomet. Un prince turc, qui n'appartient pas à la race arabe, qui n'a aucune parenté avec le prophète, ne peut pas avoir recueilli l'héritage des Abassides. Les califes portaient le titre de *princes des croyants*; ils devaient appartenir à la tribu de Koreïch, où est né Mahomet. Or il n'y a, a l'heure actuelle, que les chérifs du Maroc et de la Mecque qui puissent se vanter d'une pareille origine; par conséquent, en dehors

d'ordre que tous les cheiks, tous les pèlerins rapportaient de la Mecque et qu'ils colportaient ensuite à travers les provinces musulmanes et jusqu'à Constantinople. Ils l'appuyaient sur des

d'eux, personne, et à plus forte raison un turc, ne saurait remplir la première condition du Califat.

Ce n'est pas tout. Une des qualités qui caractérisent particulièrement le Califat, c'est que la personne investie de cette fonction ne doit percevoir aucun impôt, ni créer aucune taxe qui ne soit reconnu légitime par la loi ; elle ne doit également faire aucune dépense que conformément au droit et à la justice. On est moins difficile pour le sultan. D'après la tradition mahométane, pour porter le titre de sultan, il faut avoir une armée de dix mille cavaliers au moins et plusieurs rois sous ses ordres, afin d'être qualifié de *roi des rois*. Contrairement au calife, le sultan est un souverain qui, ne se préoccupant point de la légalité, agit arbitrairement tant dans sa manière de se procurer des revenus que dans celle de les dépenser. Abdul-Hamid, sous ce rapport, ne laisse donc rien à désirer, et, si cela suffisait, il serait le modèle des sultans; mais, en y regardant de plus près, on verrait que ses droits au Sultanat eux-mêmes sont contestables.

Ce qui a donné naissance au titre de sultan dans l'islam, ç'a été la faiblesse où étaient tombés les califes par leur indolence, leur incurie, leur misérable conduite. Diverses dynasties de sultans leur ont imposé un joug pesant, qui s'est exercé parfois dans la capitale même des successeurs de Mahomet. Mais il n'y a pas autre chose là qu'une application de la fameuse maxime, non moins vraie dans le passé que dans le présent: la force prime le droit. Le Sultanat n'est pas un gouvernement légal, fondé sur la loi et sur la religion. Il n'a été établi, dès le principe, qu'au moyen d'une usurpation d'autorité et d'un déplacement de pouvoir qu'une longue suite de siècles a fini par rendre légitime aux yeux des musulmans. Et encore, s'il voulait être reconnu par l'islamisme, le sultan avait besoin de recevoir l'investiture du calife. Or, pour remplir cette formalité indispensable, les descendants de la dynastie ottomane ont imaginé, dans la vacance du Califat, un moyen

commentaires du Koran et du Chériat. En même temps, un certain nombre d'organes de la presse arabe, subventionnés par l'ex-khédive d'Égypte, qui a juré de se venger d'Abdul-Hamid, auquel, on le sait, il doit en partie sa chute, la défendaient avec un luxe d'arguments inépuisable. Enfin l'ancien ambassadeur d'Angleterre à Constantinople, M. Layard, lequel a trop longtemps vécu avec les Arabes pour ignorer la faiblesse du lien qui les rattache à la Turquie, n'hésitait pas à en favoriser

d'une insuffisance évidente. Ils ont considéré le chérif de la Mecque, — bien qu'il soit sous leurs ordres directs, — comme le vrai calife, et toutes les fois qu'un nouveau sultan monte sur le trône, il se fait donner par ce haut fonctionnaire coreïchite, auquel une situation dépendante enlève tout droit au Califat, la *Béïa* ou la reconnaissance comme chef de l'État.

La trop grande élasticité de cette mesure adoptée par les descendants d'Othman pour couvrir leur pouvoir d'une teinte de légalité, n'échappe pas aux musulmans instruits, qui n'osent pas la divulguer. Cependant, lorsqu'on les presse quelque peu et qu'ils croient pouvoir parler avec franchise, ils n'hésitent pas à dire que les sultans ottomans ne sont que des usurpateurs. Quant à leurs prétentions au Califiat, tout le monde en conteste la légitimité. En fait, le Maroc, l'Oman, le Mzab, Zanzibar, Mascate, etc., sont en révolte ouverte contre la suprématie religieuse d'Abdul-Hamid, et presque tous les pays arabes, obligés de s'y soumettre en apparence, ne la reconnaissent que parce qu'ils ne peuvent faire autrement. Son pouvoir politique lui-même est miné partout; la légitimité en est très sérieusement contestée. Et c'est dans de pareilles circonstances que ce malheureux souverain rêve des aventures de domination universelle qui ne reposent que sur des principes faux et des prétentions hérétiques !

la diffusion, suivant de très près, s'il ne les provoquait pas, les mouvements d'opinion politiques et religieux qui agitaient l'islamisme, les faisant soutenir par ses émissaires, s'efforçant de s'en servir pour seconder, sur la côte arabique de l'Océan indien et sur le littoral méridional du golfe Persique, le progrès toujours croissant de l'influence anglaise, en attendant le jour prochain où il lui serait possible d'en tirer un parti plus efficace encore en Syrie.

On s'explique sans peine qu'Abdul-Hamid ne soit pas resté indifférent à une campagne qui, bien que purement religieuse en apparence, entraînerait pour lui, si elle venait à réussir, des conséquences politiques d'une gravité exceptionnelle. Le danger est assurément des plus sérieux ; car la doctrine que le sultan n'est pas calife est aujourd'hui fort répandue dans les masses musulmanes. Elle compte des défenseurs jouissant en Turquie même d'une grande autorité. Kérédine-Pacha l'a soutenue dans un livre dont les exemplaires répandus à Constantinople ont été saisis et brûlés. Les déductions pratiques qu'il en a tirées l'ont rendue singulièrement suspecte à Abdul-Hamid. S'appuyant sur les texes sacrés, Kérédine a été jusqu'à soutenir que les ulémas et les minis-

tres auraient le droit de déposer le souverain, si celui-ci, « après remontrances, persistait à violer la loi et à suivre ses caprices ». Affirmation audacieuse que le sultan n'a certainement pas oubliée, et qui est sans doute le véritable motif pour lequel, tout en continuant à flatter leur auteur d'espérances ambitieuses, il n'a pas plus de confiance dans les projets de réformes de Kérédine que dans ceux de Midhat ! Aux arguments des lettrés Abdul-Hamid a répondu par des arguments du même genre. C'est Munif-Effendi, dont la science théologique est fort en renom dans le monde turc, qui a été chargé de cette besogne; il s'en est acquitté en écrivant sur l'institution du Califat, sur ses obligations, sur ses devoirs, un mémoire qui justifiait les droits de la famille d'Othman et qui, s'il n'a convaincu que les personnes déjà convaincues, a du moins valu à son auteur un ministère comme récompense. Cette guerre de plume a été accompagnée d'une campagne plus sérieuse. Le promoteur de l'opinion hétérodoxe, qui était en même temps un grand ami des Anglais, le chérif Husni, a péri, comme je l'ai dit, dans un assassinat encore inexpliqué. On a généralement regardé sa mort comme la déclaration de guerre du sultan aux par-

tisans de la séparation de son pouvoir politique d'avec la suzeraineté religieuse de l'islam. A l'époque où elle s'est produite, Abdul-Hamid connaissait mal les manœuvres de M. Layard. L'ambassadeur anglais avait grand soin de déguiser ses projets personnels sous d'habiles flatteries, toujours couronnées de succès. Aussi le sultan ne résistait-il à aucune de ses demandes. Pour la première fois cependant, il a fait acte d'hostilité vis-à-vis de lui en refusant de nommer, à la place du chérif Husni, son frère, le chérif Adun, et en désignant brusquement, quelques heures après ce refus, le vieux chérif Abdul-Moutaleb, spécialement recommandé à son choix par son aversion pour les Anglais. Abdul-Moutaleb avait, en outre, l'avantage d'appartenir à la famille des Devized, rivale de la puissante famille des Abadites, qui à occupé l'émirat de la Mecque avant que celui-ci tombât définitivement en la possession du Califat ottoman, et autour de laquelle se concentrent encore les espérances des séparatistes arabes. Il est clair, en effet, que, si ces derniers parvenaient à replacer l'émirat entre les mains d'une famille indépendante de Constantinople, en dépossédant la dynastie régnante de la Turquie, le mouvement religieux anti turc prendrait aussitôt une grande

consistance. L'organisation actuelle du califat en serait profondément atteinte. On prétend que, pour conjurer tout à fait ce danger, Abdul-Hamid a songé à faire reconnaître le titre suprême de calife à quelque descendant, plus ou moins authentique, de Mahomet, à la condition d'être en même temps adopté par lui et de s'assurer la transmission du titre par voie d'hérédité. Ce serait peut-être le vrai moyen de faire cesser la lutte sourde, mais très ardente, qui persiste entre une partie du personnel religieux de la Mecque et le sultan. Abdul-Hamid est persuadé que cette lutte est plus ou moins l'œuvre de l'Angleterre. Aussi, après avoir nommé Abdul-Moutaleb dans les conditions que je viens de dire, a-t-il pensé à lui donner un lieutenant plus jeune, plus capable de contre-carrer les projets des Anglais, une sorte de coadjuteur avec succession éventuelle. L'homme qu'il semble avoir choisi à cet effet est le cheik Fadyl, personnage peu connu, mais qui a pris une certaine importance religieuse et politique à la suite de l'assassinat du chérif Husni. Le cheik Fadyl avait vécu longtemps dans l'Inde, où il servait d'agent aux Anglais ; mais, s'étant brouillé avec eux, il était venu à Constantinople. Le sultan l'employait à la propagande

politico-religieuse très active qu'il entretient dans les possessions britanniques comme une arme de guerre dont il pourrait user à l'occasion. Le cheik Fadyl y mettait le zèle qu'on met d'ordinaire à trahir ceux à la solde desquels on a été, lorsqu'on cesse de s'accorder avec eux. Ayant fait ses preuves de dévouement, il a paru capable de remplir une mission plus importante. Abdul-Hamid lui a donc confié un gouvernement mal défini en Arabie, en lui donnant la libre disposition de toutes les forces militaires concentrées dans ces régions, et en le chargeant spécialement de nouer des relations avec les chefs des tribus arabes pour essayer de les détacher de l'Angleterre et pour leur faire comprendre combien il leur serait avantageux de remettre au sultan la direction de l'alliance musulmane universelle.

Si le sultan se bornait à défendre son titre de calife et à combattre les tendances séparatistes qui ont éclaté dans son empire, à la suite des désastres de la campagne russo-turque, rien ne serait, non seulement plus naturel, mais plus sage. Il est certain que les éléments de révolte se sont développés d'une manière inquiétante au sein du monde arabe. Le mouvement autonomiste qui s'est produit en Syrie et que le rappel de Midhat-

Pacha n'a pas complètement fait cesser, est à coup sûr fort dangereux pour la Turquie. Il en est de même des excitations religieuses parties de la Mecque. Qu'Abdul-Hamid s'en préoccupe, qu'il tâche de conjurer des périls aussi graves, c'est son devoir de souverain, et ceux-là seuls qui désirent s'emparer de ses dépouilles peuvent vouloir l'empêcher de le remplir. Mais, au lieu de s'en tenir à des mesures de précaution et de conservation personnelle, il rêve de profiter des circonstances pour étendre sa puissance et regagner, au moyen de l'agitation islamique, ce qu'il a perdu comme souverain de la Turquie. Le mouvement unioniste étant dirigé contre lui, il aurait dû le combattre par tous les moyens ; il a trouvé plus habile de le prendre sous son égide, de s'en déclarer le chef et de tenter de l'exploiter. Des centaines de cheiks, expédiés par lui, traversent les contrées musulmanes, affirmant la solidarité des peuples de l'islam et la nécessité de leur coalition en présence de la chrétienté qui les menace dans leur patriotisme et dans leur foi. L'idée du panislamisme compte d'innombrables apôtres dont les prédications ardentes sèment partout la haine de l'Europe et des chrétiens. A la vérité, cette propagande, si active

qu'elle soit, fait peu de prosélytes parmi les chefs arabes. L'alliance musulmane universelle les trouve fort tièdes, depuis qu'elle est préconisée, au nom du calife, comme un devoir envers le sultan. Elle ne flatte plus leurs désirs d'indépendance, puisque l'œuvre qu'on leur propose de seconder doit tourner au profit de la domination turque qu'ils détestent, au lieu d'aider à l'affranchissement dont elle avait d'abord ravivé en eux l'espérance. Il est donc inévitable que les projets d'Abdul-Hamid échouent auprès d'eux. On peut être parfaitement sûr d'avance qu'ils ne s'y associeront jamais en masse. Peut-être verrons-nous une ligue africaine ou une ligue asiatique; nous ne verrons certainement point une ligue islamique. Lorsque les journaux de Constantinople affirment que cette dernière frappe le monde chrétien de terreur, ils se trompent; car il n'y a pas un chrétien un peu au courant des choses d'Orient qui ne sache qu'elle n'existe qu'à l'état d'illusion dans l'esprit du sultan. Mais cette illusion impose à la Turquie une politique déplorable qui peut précipiter sa ruine et qui, par suite, est réellement de nature à inspirer de graves préoccupations.

II

D'ordinaire, lorsqu'une nation vient de subir de grands désastres, lorsqu'elle est sortie vaincue et mutilée d'une guerre où elle a éprouvé tous les revers de la fortune, elle suit durant quelques années une conduite dictée à la fois par la nécessité et par le bon sens. La Russie a défini cette conduite d'un mot qui a fait fortune parce qu'il traduisait admirablement la situation à laquelle il répondait : le mot *Recueillement*. Après une défaite écrasante, si énergiquement constitué pour la vie qu'il puisse être encore, un pays a besoin de se replier sur lui-même, de ramasser ses forces dispersées, de renoncer momentanément à toute action au dehors, d'éviter avec le plus grand soin les occasions de conflit qui risqueraient de s'élever entre ses voisins et lui, de se condamner à une inaction extérieure à peu près complète, afin de consacrer à sa réorganisation intérieure tout ce qui lui reste de force, de courage et d'activité. Ce n'est pas seulement la Rus-

sie qui s'est astreinte dans ces dernières années à ce régime sévère; la France n'a pas cessé de s'y soumettre depuis dix ans; elle l'a même fait avec une rigueur qui a paru quelquefois excessive. Et cependant la France, au lendemain de ses derniers malheurs, était battue sans doute, mais elle était loin d'être ruinée. Jamais, au contraire, elle n'avait eu plus de ressources; jamais sa richesse n'avait été plus éblouissante. Ce qu'avaient fait la Russie en 1856 et la France en 1871, il semblait que la Turquie dût le faire à bien plus forte raison après les sanglants échecs qui avaient failli détruire à tout jamais sa puissance politique et qui avaient achevé sa déconfiture financière. Non seulement elle avait perdu ses meilleures provinces, non seulement sa capitale était ouverte désormais à ses ennemis, non seulement elle ne conservait plus, en dehors de l'Asie, qu'une apparence d'empire, mais sa pauvreté dépassait encore sa faiblesse. Elle avait commencé par la banqueroute; la défaite n'était venue qu'ensuite. De plus, il n'y avait aucune comparaison à établir entre son état et celui des autres nations qui ont subi des crises semblables à celles qu'elle traversait. Séparée de tous les peuples européens par sa religion, ses mœurs, ses traditions fanatiques; considérée comme

une étrangère au milieu des races chrétiennes, qui supportent difficilement son voisinage; nourrissant dans son propre sein d'innombrables éléments de révolte et de révolution, elle ne pouvait compter sur aucune alliée sincère et devait craindre que ses adversaires ne s'entendissent à la première occasion pour se disputer les lambeaux de son héritage. Le moindre choc risque de faire tomber en poussière l'édifice vermoulu de l'empire ottoman. Éviter ce choc à tout prix, jusqu'à ce qu'on eût rendu quelque solidité à la puissance turque, telle aurait dû être l'unique pensée d'Abdul-Hamid. Enfermé dans ses frontières réduites, acceptant sans arrière-pensée les résultats de la guerre, s'efforçant surtout de ne donner aucun prétexte à ses adversaires anciens ou nouveaux pour rallumer la crise dont il venait de sortir si profondément blessé, il serait peut-être parvenu à se relever assez vite du coup terrible dont il avait été frappé. Sans doute il fallait d'abord se soumettre franchement, pleinement, et surtout rapidement, au traité de Berlin. Lorsqu'Abdul-Hamid se plaint d'avoir payé ce traité trop cher et d'avoir perdu trois années qui auraient pu être employées à réorganiser l'empire, à ergoter avec l'Europe sur les concessions qu'on l'obligeait de faire au Mon-

ténégro et à la Grèce, c'est sa propre condamnation, ou plutôt la condamnation de ce qu'on appelle si improprement l'habileté turque, qu'il prononce sans en avoir conscience. Assurément si, le lendemain du congrès de Berlin, la Turquie avait cédé à l'amiable quelques territoires au Monténégro et à la Grèce, on se serait montré beaucoup moins exigeant pour elle qu'on ne l'a été depuis. Elle s'est débattue trois ans, et, au bout de trois ans, après une dépense d'efforts et d'argent qui l'a épuisée, il a fallu qu'elle consentît à des concessions bien plus larges que celles dont on lui avait parlé tout d'abord. Elle a mécontenté l'Europe, désespéré ses amis, risqué vingt fois de rallumer la guerre, ajourné indéfiniment toute réforme intérieure, et pourquoi ? Pour arriver à faire des sacrifices qui dépassent tous ceux qu'on aurait réclamés d'elle si elle s'était décidée à les faire en quelques mois. Triste résultat d'une politique qui peut être adroite dans les détails, mais dont les conséquences dernières sont toujours des désastres !

Malheureusement Abdul-Hamid se serait cru compromis aux yeux non seulement de ses sujets, mais de tous les musulmans, s'il n'avait pas essayé de défendre pied à pied, morceau par

morceau, des territoires qui appartiennent à l'islam et qui ne peuvent revenir à la chrétienté sans une sorte de profanation. C'est encore cette considération qui le détourne de la seule politique d'où l'empire ottoman pourrait tirer son salut. Sans renoncer au titre de calife et à l'autorité morale qu'il en retire, la plus simple prévoyance conseillait à Abdul-Hamid de repousser de toutes ses forces l'idée d'une politique islamique universelle pour adopter une politique purement turque. La politique islamique universelle le contraint, en effet, à se mêler des affaires des musulmans du monde entier et, par conséquent, à braver l'Angleterre dans l'Inde, la Russie dans le centre de l'Asie, la France en Afrique, l'Autriche en Bosnie et en Herzégovine. De là l'obligation de consacrer tout ce que l'empire ottoman conserve encore de ressources à l'entretien d'une armée considérable et d'une flotte importante, c'est-à-dire au maintien d'une force militaire capable d'agir sur tous les points du globe et de résister au besoin à toutes les grandes puissances, séparées ou réunies. Or il est clair que la Turquie proprement dite n'est plus ni assez riche ni assez peuplée pour cela. Elle doit même se résigner à n'avoir qu'une très faible armée. Tous ceux qui ont étudié de près sa situa-

tion présente professent à cet égard la même opinion. La commission internationale qui avait été chargée en 1879 de faire une étude complète de son état financier disait dans son rapport : « Le crédit de 300,000 livres sterling alloué par la commission au ministre de la guerre correspond à l'entretien d'une armée de cent mille hommes seulement, tandis que l'effectif est encore de trois cent mille hommes, qui, à raison de 30 livres sterling, par tête, coûtent annuellement 9, 000, 000 de livres sterling, somme tout à fait supérieure à ce que la Turquie peut consacrer à son armée. » Il va sans dire que les ministres turcs ont tenu fort peu de compte des réductions opérées dans le budget de la guerre par la commission internationale. Le rapport ministériel sur le budget de 1276 (1880-1881) avoue que, malgré le licenciement des rédifs, l'effectif de l'armée s'élève à 169, 431 hommes, et ce chiffre est certainement très au-dessous de la vérité. Les officiers n'y sont pas compris ; or aucune armée, à part l'armée égyptienne, ne compte autant d'officiers que l'armée turque. Le nombre des muchirs, des généraux, des simples officiers est presque fabuleux. Il est vrai que leur solde est fort mal payée ; mais qu'importe ? elle n'en figure pas moins dans le budget, et les con-

tribuables ne doivent pas moins en faire les frais. Elle est versée par le peuple et dilapidée par le gouvernement. Il est vrai aussi que les soldats sont déplorablement nourris et que, sauf la garde du sultan, toutes les troupes sont équipées d'une manière misérable ; mais c'est uniquement au gaspillage effréné qui règne dans les administrations turques qu'il faut attribuer les souffrances de l'armée. On aurait, d'ailleurs, une idée bien insuffisante de ce que coûte à la Turquie son état militaire si l'on se bornait à additionner la dépense des officiers et des soldats. Les préparatifs belliqueux qui ont été faits au moment où l'on croyait à la guerre avec la Grèce, ceux qui se font en ce moment dans la Tripolitaine, ont englouti et engloutissent des sommes énormes ; presque tous les revenus de l'empire sont employés aux dépenses du palais et du ministère de la guerre. Les autres branches du service public n'ont rien ou à peu près rien. Il ne reste plus une piastre pour les travaux publics et pour le développement de l'industrie nationale ; en sorte qu'en dehors de l'agriculture, qu'on ruine par des impôts écrasants, mais qui, grâce à la fertilité du sol, n'en reste pas moins productive, il n'y a pas une seule source de revenus qui ne soit tarie. Tous les ministres qui

se sont succédé en Turquie depuis la guerre n'ont cessé de proclamer qu'il fallait réduire l'effectif, tous ont annoncé qu'ils allaient le faire; aucun n'a tenu, aucun n'a pu tenir sa promesse. Le sultan de Turquie n'aurait pas besoin d'une armée de plus de cent mille hommes; mais le calife des musulmans est forcé, pour accomplir sa mission universelle, de disposer continuellement d'une force bien supérieure. Qu'importe qu'il se ruine, pourvu qu'il persuade aux vrais croyants qu'il est en mesure de les défendre contre les puissances chrétiennes ! Les prodigieuses illusions qu'on se fait à ce sujet à Constantinople dépassent ce qu'on peut imaginer de plus invraisemblable. Naguère encore, un journal décoré pourtant du titre d'interprète de la vérité, *Terd jumani Hakikat*, affirmait sérieusement que l'armée turque avait accompli des progrès énormes et qu'elle était absolument supérieure, comme valeur militaire, à l'armée française. Il en concluait que, si les Français avaient eu tant de peine à venir à bout de quelques Arabes de Tunisie, ils ne pourraient évidemment pas soutenir le choc de l'armée turque. A son avis, pour écraser la France, il ne serait même pas nécessaire que la Turquie mît toutes ses forces sur pied. Cinquante mille Turcs suffiraient largement à sou-

lever le nord de l'Afrique et à nous balayer non seulement de la Tunisie, mais de l'Algérie.

Ce que coûtent en argent à la Turquie ces folles rodomontades, je viens de le dire ; ce qu'elles lui coûtent en hommes est plus considérable encore. On peut dire sans exagération que la population turque fond littéralement dans l'empire ottoman, et que, si elle est condamnée désormais à recruter l'armée permanente de l'islam, elle disparaîtra assez vite d'une manière presque complète. A part les Syriens et quelques populations des côtes, tous les Arabes échappent à la loi militaire, qui ne saurait les atteindre dans leur vie nomade et aventureuse. Le poids du service retombe donc sur les Turcs seuls ; or, comme il reste bien peu de provinces européennes à la Turquie, ce sont les Turcs d'Anatolie qui payent déjà et qui devront payer bien plus encore à l'avenir, de leur sang et de leur vie, pour l'union islamique universelle. On se rend difficilement compte du grand nombre de ceux qui ont péri dans la dernière guerre. Si l'on se borne à calculer les morts tombés sur les champs de bataille, on ne connaît qu'une bien minime partie de la vérité. Presque tous les soldats partis pour combattre la Russie ont succombé ou par le feu durant la campagne ou par la misère à leur retour. Une fa-

mine effroyable a sévi en Anatolie. Les voyageurs qui parcourent aujourd'hui cette admirable et trop malheureuse contrée sont frappés partout du même phénomène. Depuis dix ans, dans chaque village, la population turque a diminué de plus de moitié, tandis que les chrétiens, qui échappaient au service militaire, ont augmenté dans des proportions considérables. Les pauvres Turcs, arrachés à leurs travaux, à leurs champs, à leur industrie pour aller soutenir une lutte impossible, puis renvoyés dans leur pays sans pain, sans ressources, dépouillés même de tout ce qu'ils pouvaient avoir de fortune personnelle, obligés de vendre leurs terres et leurs instruments aratoires aux chrétiens afin d'échapper aux premières atteintes de la misère, ont disparu par milliers. Une cruelle fatalité est venue ajouter des catastrophes naturelles aux catastrophes de la guerre. La richesse de l'Anatolie consistait surtout dans la culture de la garance, puis dans celle de l'opium, ainsi que dans la vente des poils de chèvre dont on fait les belles étoffes et les magnifiques tapis d'Orient. La découverte des principes de la garance dans l'alizarine a rendu la garance elle-même inutile, la production de l'opium a baissé de près du tiers et celle des poils de chèvre de plus de moitié. Une série de mau-

vaises récoltes a achevé la ruine de l'Anatolie. Le terrible fléau des sauterelles s'est abattu sur elle avec plus de violence que jamais. Pour conjurer cette crise affreuse, il aurait fallu que les habitants pussent transformer rapidement leurs cultures, substituer le blé à la garance, produire de nouvelles denrées, de nouveaux objets d'échange. Mais était-ce possible dans une région absolument dépourvue de moyens de transport? Un rapport officiel que j'aurai occasion de citer longuement plus loin s'exprime ainsi sur l'état des routes en Anatolie: « Le plateau de l'Asie Mineure, élevé de 1,000 à 1,200 mètres au-dessus du niveau de la mer, est en général séparé du rivage pas une double chaîne de montagnes formant deux gradins à bords élevés. Les cours d'eau qui descendent du haut du plateau traversent ces deux gradins par des coupures sinueuses à flancs escarpés désignés sous le nom de *boghaz* (gorges). Ces boghaz ne peuvent devenir praticables que moyennant des travaux exceptionnels tels que déblais à la poudre, murs de soutènement, tunnels et ponts importants. Les chemins actuels évitent ces passages difficiles pour franchir les chaînes de montagnes en se développant avec de fortes pentes dans les ravins secondaires ou à flanc de coteau.

La plupart de ces chemins ne sont que des sentiers impraticables aux voitures. Les transports se font donc à dos de mulet ou autres bêtes de somme. Or un bon mulet ou un bon cheval ne peut porter que 120 à 150 kilogrammes. Il en résulte qu'au delà de quinze à dix-huit heures de la mer, les prix de transport égalent la valeur de la plupart des marchandises à transporter, telles que céréales, fruits, bois de construction, que l'on doit restreindre à la consommation du pays. »
Encore, si la consommation du pays était, en effet, assurée ! Mais une contrée arriérée comme l'Anatolie, une contrée dont les populations sont ignorantes et grossières, aurait eu besoin, pour changer en quelques mois son système de cultures, d'être visitée par de nombreux étrangers qui lui auraient donné des conseils utiles et qui lui auraient apporté les grains nécessaires aux semences nouvelles. Or, grâce au manque de voies de communication, rien de pareil n'a eu lieu. La source de sa fortune ayant disparu avec la garance, l'Anatolie n'a ni pu ni su en créer une autre à la place, et, par le fait de cette déplorable incurie, elle est plongée aujourd'hui dans une épouvantable misère.

Si je parle de l'état de l'Anatolie, c'est que cette province est celle sur laquelle la Turquie devrait

concentrer toutes ses espérances. Le tronçon de territoire qu'elle possède encore en Europe ne saurait se soutenir par lui-même ; malgré la mollesse de la race arménienne, la passion d'indépendance qui travaille l'Arménie produira tôt ou tard des résultats pratiques ; quant aux contrées arabes, à la Syrie, à la vallée de l'Euphrate et du Tigre, j'ai longuement exposé l'agitation révolutionnaire qui s'y manifeste depuis quelques années par des signes éclatants. Au milieu de cette dislocation morale de son empire, prélude d'une dislocation matérielle presque certaine, il reste au sultan un pays parfaitement fidèle, un pays qui lui est absolument dévoué, un pays où les populations chrétiennes ne réclament aucun droit, où les populations musulmanes ne demandent qu'à périr pour le salut de l'islam. Par une heureuse fortune, ce pays est peut-être le plus fertile de la Turquie. Ses richesses naturelles sont inépuisables. Il possède des campagnes qui ont nourri dans l'antiquité des nations innombrables. Ses rades et ses ports sont les plus beaux de la Méditerranée. Son étendue égale celle des plus grands royaumes. Il y a là les éléments d'une telle prospérité, que, si on savait bien les employer, rien qu'en les mettant en œuvre, on rendrait à l'empire ottoman une puis-

sance matérielle et une énergie vitale qui lui assureraient encore des siècles d'existence. Pour obtenir ces magnifiques résultats, que faudrait-il ? Quelques travaux publics que les capitalistes du monde entier s'empresseraient de venir exécuter et quelques années de paix qui permettraient à la race turque de réparer les pertes qu'elle a subies. Mais non ! la malheureuse Anatolie doit servir uniquement de réservoir d'hommes à l'armée de l'union islamique. Peu importe que son agriculture manque de bras, que ses produits soient privés de débouchés ! On lui refuse des routes, des chemins de fer, des canaux, de peur que la conquête chrétienne ne passe un jour où aurait passé d'abord la fortune; on lui enlève ses enfants pour les envoyer disputer quelques mètres de sable du Sahara à la France, quelques lambeaux de frontière au Monténégro et à la Grèce; enfin, sous prétexte d'empêcher le christianisme de remporter au loin des victoires sur l'islamisme, on la livre peu à peu aux chrétiens qui y pullulent sans bruit, tandis que les Turcs, toujours sous les armes, la quittent, hélas ! avec bien peu d'espoir d'y revenir.

Voilà les conséquences de ce que j'appellerai la politique du Califat, la politique religieuse, opposée à la politique turque, à la politique pra-

tique et réaliste qui, renonçant aux visées universelles, trouverait encore, sans trop de peine, le moyen de relever l'empire ottoman et d'en faire une grande nation. Le premier article du programme de cette seconde politique devrait être la mise en œuvre et en rapport des immenses ressources matérielles de la Turquie. Ce pays, si profondément ruiné, qui ne parvient à soutenir en ce moment une armée de quelques centaines de mille hommes qu'en négligeant tous les autres services publics et qu'en condamnant sa population à une misère atroce, possède des trésors naturels suffisants pour satisfaire aux besoins des plus vastes empires. Mais ces trésors ne peuvent sortir de la terre où ils sont enfouis qu'à l'aide de grands travaux publics, et les grands travaux publics ne peuvent être entrepris qu'au moyen de capitaux européens. C'est ce que comprennent tous les Turcs éclairés. Interrogez l'un d'entre eux, au hasard; vous serez sûr de la réponse. Il n'y a pas un ministre ancien ou nouveau, pourvu qu'il ait tant soit peu d'intelligence, qui ne vous déclare que la Turquie est perdue si elle continue à laisser ses populations sans travail, faute d'industrie, et par conséquent sans pain; si elle s'obstine à se priver elle-

même des revenus qu'un grand développement industriel, commercial et agricole lui procurerait rapidement. Il n'y en a pas un non plus qui n'ajoute que, pour amener ce grand développement, il est indispensable de recourir à l'Europe. Mais cette vérité a été proclamée avec une évidence toute particulière par le ministre actuel des travaux publics, Hassan-Fehmi. Hassan-Fehmi est un avocat comme il y en a fort peu en Turquie; il a su passer alternativement du barreau à la politique, et de la politique au barreau, en montrant au pouvoir et dans la vie privée les mêmes qualités simples et laborieuses. Nommé ministre des travaux publics, il a adressé au premier ministre, Saïd-Pacha, un rapport des plus remarquables dans lequel, après avoir démontré la nécessité de couvrir le plus rapidement possible la Turquie de grandes voies de communication, il s'efforce de combattre les deux objections que les Turcs font d'ordinaire à tout projet de ce genre. La première consiste à dire qu'il est dangereux pour la sécurité de l'empire d'y créer des intérêts européens, et la seconde, qui est empreinte d'une grande naïveté et d'une avidité plus grande encore, consiste à soutenir que, s'il y a de bonnes affaires en Turquie, il faut que les Turcs en

profitent, non les Européens. Hassan-Fehmi fait remarquer d'abord combien il est indispensable d'entreprendre au plus tôt les travaux publics qu'il réclame. « Ce n'est pas, dit-il, le développement des affaires et des richesses qui provoque un bon système de voies de communication, mais bien un bon système de voies de communication qui amène ce développement. » Il énumère ensuite les innombrables ressources qui restent improductives en Turquie, faute de moyens d'exploitation. Passant alors aux grands travaux publics, il remarque qu'on peut hésiter pour les exécuter entre trois procédés : le premier est la régie ou l'exécution aux frais et par les soins de l'État. « L'expérience, dit-il, a surabondamment prouvé que ce système est pernicieux à tous égards ; les diverses tentatives faites dans cette voie ont démontré, en outre, que l'intervention du gouvernement impérial dans de pareilles entreprises entraînait à des dépenses hors de toute proportion avec les résultats obtenus... il n'est pas exagéré de prétendre qu'un travail obtenu par l'initiative privée à dix piastres, est revenu pour l'état à 80 ou même à 100 piastres, et encore le travail exécuté en régie est-il resté inachevé. Devant un résultat aussi fâcheux, persister dans une

pareille voie, c'est n'avoir aucun souci des intérêts de l'État et du pays. Mais, en admettant que le système de la régie fût avantageux et pratique, il ne faudrait même pas y penser; car l'état de nos finances n'est pas assez florissant. » Le second procédé d'exécution est la prestation. Hassan-Fehmi le repousse par des arguments plus graves encore; puis il ajoute : « Dans l'hypothèse même où l'intervention directe de l'État ou le concours volontaire de la population suffiraient à l'exécution des grands travaux publics, il y a lieu de prendre en considération que, le pays ne possédant ni fabriques ni usines, nous serions obligés de recourir à l'Europe pour nos achats d'outils, instruments et matériel; nous aurions ainsi rendu service à l'importation étrangère, au détriment évident de notre richesse nationale; tandis que, si c'est le capital étranger qui se charge de fournir le matériel de construction, l'importation du numéraire ne sera plus nécessaire, et ce matériel, une fois dans le pays, représentera un capital contribuant au développement de la richesse générale. » L'exécution par l'État ou par la population écartée, reste le recours aux capitaux étrangers. C'est le troisième système: Hassan-Fehmi le préconise très nettement, et presque

tout son rapport est consacré à repousser les objections qu'il soulève généralement en Turquie. Il n'épargne aucune preuve pour démontrer à ses compatriotes que les capitalistes européens ne les exploiteront pas, que leurs travaux, au contraire, seront très productifs, qu'on se fait des illusions sur les bénéfices des grandes entreprises, que ces bénéfices n'ont rien que de fort raisonnable et de fort légitime, qu'en tout cas ils ne sont pas comparables aux profits du pays lui-même. « Le bénéfice minime, dit-il, que doivent retirer les capitalistes sur les sommes qu'ils auront dépensées pour les travaux publics ne représente pas un capital liquide gagné au détriment du pays, mais bien le 10 pour 100 au maximum de l'excédent de richesse procuré au pays par suite, d'une part, de la mise en rapport, grâce aux travaux exécutés, des ressources cachées dans le sol, ou non exploitées à sa surface, et, d'autre part, de l'accroissement naturel de l'activité humaine et de la production agricole, industrielle et commerciale ; le 90 pour 100 de cet excédent restant dans le pays, c'est la population et l'État qui en bénéficie. En présence d'un pareil fait, aucune crainte ne doit plus subsister quant aux bénéfices que les entrepreneurs pourraient réaliser au préjudice de la ri-

chesse nationale. » Quand il serait vrai, d'ailleurs, que ces bénéfices, sans être fabuleux, fussent cependant considérables, ne faudrait-il pas s'y résigner en présence de la nécessité pressante de donner du travail et des ressources à des populations qui meurent de faim ? « Faisons abstraction, dit Hassan-Fehmi, des pays qui, comme le nôtre, ont eu à subir tant de malheurs à la fois, et qui, encore aujourd'hui, luttent de toutes leurs forces pour s'en débarrasser ; mais, dans les contrées les plus favorisées sous tous les rapports, lorsque la famine menace seulement une partie du territoire, ou lorsque la stagnation des affaires amène une perturbation dans les rapports économiques, l'État, dans un dessein humanitaire et politique, se fait un devoir de s'imposer des sacrifices énormes pour ordonner l'exécution de certains grands travaux non prévus, afin d'empêcher les populations de mourir de faim ou de céder aux suggestions de la misère pour troubler la paix publique ; c'est ainsi que les masses se trouvent occupées et leurs moyens de subsistance assurés par la prévoyance tutélaire de l'État. Voilà ce que nous voyons ailleurs ; tandis que, chez nous, où l'exécution des travaux d'utilité publique est de la première urgence, il suffirait au gouvernement

impérial de faire simplement un bon accueil aux entreprises de ce genre, sans grever le Trésor d'aucune charge onéreuse, et de leur fournir avec empressement toutes les facilités possibles ; une abstention mal entendue à cet égard ne serait ni patriotique ni rationnelle ; elle serait contraire aux principes élémentaires de la science politique. » Un peu plus loin, Hassan-Fehmi revient sur le même raisonnement en termes plus pressants encore. « Nous nous trouvons, dit-il, en présence d'un dilemme inéluctable : ou laisser le pays dans l'État où la nature l'a placé et envisager dès aujourd'hui les conséquences fatales qui en résulteront, ou le faire participer aux bienfaits de la civilisation moderne. Il n'y a pas à reculer devant cette alternative ; sans aucun doute, pour tout esprit sage et sensé, pour tout cœur patriote, abandonner le pays dans son état actuel n'est pas admissible, et il va de soi que le second terme du dilemme doit être adopté sans retard. Or, en reconnaissant qu'il ne peut plus y avoir d'hésitation à ce sujet, l'on reconnaît, par la force même des choses, la nécessité de recourir aux moyens pratiques ; ces moyens ne se trouvent pas dans le pays, de là l'obligation impérieuse de les chercher ailleurs. »

Croirait-on que le ministre qui raisonnait si bien, qui déclarait en termes si formels que le bon sens, le patriotisme, et la science politique faisaient au gouvernement turc l'obligation d'accepter les offres des capitalistes étrangers, s'est vu forcé, il y a quelques mois, d'envoyer aux journaux de Constantinople l'ordre formel de bannir de leurs discussions jusqu'à l'hypothèse d'une concession quelconque qui pourrait être faite à un Européen quelconque sur un point quelconque de l'empire ? La théorie du palais est diamétralement opposée à celle d'Hassan-Fehmi. D'après le sultan et ses conseillers, ouvrir la Turquie aux capitaux européens, c'est l'ouvrir aux Européens eux-mêmes. Les travaux publics sont un commencement de conquête. Témoin ce qui s'est passé en Égypte, où le khédive est devenu un vassal de l'Europe ! Témoin ce qui se passe en Tunisie, où le bey est tombé sous le protectorat de la France ! Abdul-Hamid est convaincu que ce sont les chemins de fer qui ont perdu la Tunisie. La Turquie leur doit également ses désastres. C'est une opinion universelle dans le monde turc que les chemins de fer et les routes de Bulgarie et de Roumélie ont singulièrement favorisé les Russes et que, s'ils n'avaient pas existé, la der-

nière campagne aurait eu des résultats tout autres que ceux qu'elle a eus. Un des grands griefs des ennemis de Midhat contre cette triste victime d'un libéralisme mal conçu et d'un amour maladroit de la civilisation, est d'avoir favorisé de son mieux la création de ces chemins de fer et de ces routes. On l'accuse d'avoir ouvert ainsi la porte de Constantinople à la Russie. Jamais légende ne fut plus absurde, plus dénuée de fondement. Pendant la guerre turco-russe, c'est aux Turcs que les chemins de fer ont merveilleusement servi ; ils sont cause de tous leurs succès. Grâce à eux, les Turcs ont pu transporter rapidement leur armée de Constantinople à Philippopoli et de Varna à Routchouk ; sans eux, ils n'auraient jamais exécuté les concentrations de troupes au moyen desquelles l'invasion ennemie a été si longtemps arrêtée. Ce n'est qu'après le passage des Balkans, c'est-à-dire lorsque la campagne était irrémédiablement perdue, que les Russes ont mis la main sur les chemins de fer et les ont employés au transport des trente à quarante mille hommes qui sont venus jusqu'à San-Stefano. Mais on oublie tout cela à Constantinople, de même qu'on y oublie que le khédive d'Égypte et le bey de Tunis ont perdu leur indé-

pendance, non pour avoir fait appel aux capitalistes européens, mais pour avoir manqué aux engagements qu'ils avaient pris en les appelant. Il est clair que, si la Turquie suivait une conduite analogue, elle aurait un sort pareil; mais, si elle était assez sage pour user de l'Europe sans la tromper, elle n'aurait rien à craindre d'elle, elle aurait tout à gagner en obtenant son concours. Hassan-Fehmi indiquait d'ailleurs, dans son rapport, une précaution prudente pour éviter que, de financière, l'action européenne ne devînt matérielle et politique. « Il y aurait un moyen de rassurer nos intérêts, disait-il, ce serait d'adopter le principe de répartir autant que possible les concessions de travaux publics entre des syndicats ou des Compagnies de nationalités différentes. » Idée parfaitement juste et d'une sagesse évidente. Ce qui a maintenu jusqu'ici la Turquie, ce n'est point sa propre force, c'est la division et la rivalité des intérêts politiques des puissances européennes : la division des intérêts matériels produirait dans une autre sphère les mêmes résultats. Ne voit-on pas quelles difficultés les créanciers turcs rencontrent dès qu'ils veulent entreprendre une action commune ? Un des protocoles du traité de Berlin

proposait de soumettre les finances de l'empire ottoman à une commission internationale de contrôle ; ce projet a avorté, il est à peu près certain qu'il avortera toujours ; car il est impossible que, sous les revendications financières, ne se glissent pas des prétentions politiques qui se combattraient et se neutraliseraient les unes les autres.

Quoi qu'il en soit, en même temps que les plans d'union islamique prenaient de la consistance à Constantinople, un mot d'ordre du sultan ordonnait de repousser toutes les affaires proposées par les étrangers : — construction des quais de Constantinople, établissement de phares dans la mer Rouge, exploitation de mines, percement de voies de communication, etc. ; — toutes ces œuvres chrétiennes, tous ces présents trompeurs de la civilisation européenne devaient être rejetés sans merci. Ils ne devaient pourtant pas être rejetés brusquement et avec violence. Les Turcs ont des procédés d'action bien différents. Ils ne disent jamais non, ils se contentent de ne jamais dire oui. Il en résulte qu'une affaire peut traîner des années entières dans les bureaux de leurs administrations sans être au bout du compte ni acceptée ni refusée. Lorsqu'un en-

trepreneur ou un capitaliste se présente, ils lui font bon accueil, ils écoutent ou ils ont l'air d'écouter ses propositions, ils les examinent et les discutent à perte de vue, ils ne concluent pas. Les projets de travaux ou d'entreprises passaient déjà par une filière interminable d'où ils sortaient réduits à rien; mais, depuis quelques mois, on a trouvé le moyen de leur faire subir une nouvelle épreuve dont aucun ne s'est encore tiré sain et sauf. Une grande commission, qui siège à Top-Khanèh, a été constituée pour étudier toutes les demandes de concessions faites au gouvernement turc. Cette commission est connue à Constantinople sous le nom de commission de Top-Khanèh, à cause du lieu où elle réside; mais on la désigne plus généralement sous le nom de « commission des pompes funèbres », à cause de la fonction qu'elle remplit. Il faut reconnaître qu'elle s'en acquitte à merveille. Jamais enfouissements n'ont été plus complets que les siens. Si cependant une demande de concession pouvait se sauver de ses mains, il ne faudrait pas croire que tout fût gagné : le conseil des ministres et le sultan l'enterreraient certainement ; car la commission est consultative et ses décisions n'ont que l'autorité d'un avis. Mais pareille chose ne s'est point encore vue. Depuis que la commis-

sion est réunie, elle n'a pas une seule fois manqué à sa mission [1]. Son président, Namyk-Pacha, est un Turc fort spirituel, qui parle admirablement le français et qui fait des mots dans toutes les langues. Avec lui, on n'est pas exposé à subir la mort sans phrases, on la subit même quelquefois avec calembour : ce qui est du moins une consolation pour les gens d'esprit.

Pour donner une idée de la manière de procéder de la commission de Top-Khanèh, il me suffira de résumer en quelques mots l'histoire d'une entreprise importante qui lui a été soumise et qui en est morte, celle des mines d'Héraclée. Les mines sont exploitées eu Turquie sous la direction d'une administration gouvernementale, d'où il résulte qu'elles ne rapportent absolument rien. C'est ce que constate le rapport officiel sur le budget de 1276 (1880-1881). « Les mines », dit ce rapport, qui, comme celui d'Hassan-Fehmi, énonce les meilleurs principes, quitte à n'en tenir aucun compte dans la pratique, « les mines sont une source

1. Depuis que ces lignes ont été écrites, quelques concessions ont été données, quelques banques se sont formées ; mais ces exceptions, qui confirment la règle, sont dues uniquement au mouvement de réaction européenne produit par l'alliance allemande. Il est probable que ce mouvement sera court et que ses résultats seront à peu près nuls.

importante de revenus, et, convenablement gérées, elles contribueraient dans une large mesure à l'accroissement des ressources du Trésor. Mais l'expérience et l'étude démontrent que ce résultat ne peut être obtenu au moyen de l'exploitation directe par l'État... Nous nous permettrons de signaler à V. A. I. (le rapport est adressé au sultan) un passage du rapport de la commission des dépenses qui démontre que les mines exploitées par l'État n'ont, en effet, rien rapporté jusqu'à présent et qu'elles occasionnent le plus souvent des pertes sur le capital engagé dans ces exploitations... Le ministère du commerce et de l'agriculture sera donc chargé de concéder les mines séparément et à des conditions favorables aux concessionnaires les plus sérieux. » On ne saurait ni mieux dire ni mieux conclure, et voilà encore des doctrines excellentes ! La commission internationale, qui avait étudié, en 1879, l'état matériel de la Turquie, s'exprimait ainsi de son côté : « La Sublime Porte conserve la propriété de plusieurs houillières et mines de métaux dont elle a entrepris et poursuit tant bien que mal l'exploitation. L'expérience a prouvé l'inanité de ce calcul. Mieux vaudrait suivre l'exemple de l'Angleterre, de la France, de tous les pays qui ont une indus-

trie métallurgique, en renonçant à des entreprises qui ne sont pas du domaine de l'État. Si les mines d'Héraclée, par exemple, étaient cédées à des Compagnies particulières, elles procureraient au fisc des revenus nouveaux, peut-être même des ressources immédiates d'une certaine importance. »

La commission internationale avait raison de signaler les mines d'Héraclée. Le bassin houllier d'Héraclée est l'un des plus riches, l'un des plus étendus qui existent. Quelque peu exploité autrefois, — particulièrement en 1854, au moment de la guerre de Crimée, — il donnait 100,000 tonnes environ par an. On n'en retire plus que de 15 à 20,000 maintenant, les petits entrepreneurs qui y travaillent étant devenus créanciers de l'État de près de 150,000 mille livres turques (plus de trois millions de francs), pour fournitures non payées, et n'ayant plus dès lors ni le courage ni les ressources sans lesquels ils ne sauraient continuer leurs travaux. Tout est laissé à l'abandon : les galeries s'éboulent, les chemins s'effondrent, et des 150,000 hectares de bois qui existaient jadis dans la contrée, 50,000 tout au plus subsistent. Le feu a eu raison du reste. Dans des conditions pareilles, il n'est pas étonnant que la marine turque, qui a besoin de 600,000 tonnes de charbon

par an, soit tributaire de l'Angleterre pour un produit dont la Turquie regorge, mais qu'on laisse enfoui sous le sol. Il y a plus d'un an cependant qu'un projet de Société a été formé par des ingénieurs et des capitalistes européens. Qu'offre cette Société ? La fourniture de 100,000 tonnes par an, avec 15 pour 100 de rabais ; soit, de ce fait seul, 44,000 livres d'économies. Mais ce n'est pas tout. Elle offre, en outre, le droit de 8 pour 100 sur 1 million de tonnes extraites par an pour faire face aux besoins généraux actuels, le rachat de tout le matériel roulant et autre existant encore, le salut du bassin et des 50,000 hectares de bois que le feu a épargnés jusqu'ici, le travail et la vie pour vingt-cinq mille individus ; car la Société s'engage à ne prendre que trois cents ouvriers étrangers. De tout cela, le Trésor retirerait un revenu annuel de 220,000 livres turques, revenu qui décuplerait si le gouvernement consentait à la construction du chemin de fer de l'Euphrate. On arriverait alors, d'après l'exposé du ministre des travaux publics, a un produit net pour le trésor de 45 millions de livres turques, — plus d'un milliard de francs ! — en vingt ans ! Eh bien, c'est devant une pareille perspective que la commission de Top-Khanèh n'a pas hésité à décourager les auteurs

du projet et à les forcer de quitter Constantinople après un an d'efforts et de patience, après des dépenses qui se sont élevées à des centaines de mille francs! « Nous ne voulons pas, disait Namyk-Pacha, créer un grand-duché d'Héraclée »! Cette belle raison politique a fait enterrer un projet qui pouvait rapporter plus d'un milliard à la Turquie! Comme il fallait bien cependant donner des motifs plus sérieux aux entrepreneurs pour leur expli-pliquer un inexplicable refus, Namyk-Pacha leur faisait des objections du genre de celle-ci. Il était dit, dans le projet, que la commission pourrait prendre dans les forêts voisines des chantiers les bois nécessaires à l'exécution des travaux. « Eh quoi! observait Namyk-Pacha, voilà bien les Européens : on leur donne du charbon et ils réclament encore du bois! Qu'en veulent-ils faire et où s'arrêteront-ils? »

La comédie, on le voit, se mêle au drame dans la politique turque ; car ce n'est pas sans raison que Hassan-Fehmi parle dans son rapport des populations qui succombent à la famine faute de travail, tandis que Namyk-Pacha fait des bons mots sur ceux qui voudraient leur en procurer. J'ai signalé les malheurs de l'Anatolie. Toutes les autres parties de l'empire souffrent également. A Stam-

boul même, la misère est profonde. On a peine à s'expliquer de quoi vivent les familles turques, qui ne reçoivent plus, depuis quelques années, le moindre secours de l'État et qui ne sauraient demander à l'industrie les ressources que l'État cesse de leur fournir. La plupart d'entre elles ont vendu tour à tour ce qu'elles possédaient de bijoux, de vieux meubles, d'objets précieux. Ce sont là des expédients dont la durée, grâce à la sobriété orientale, peut se prolonger quelques années encore, mais dont cependant le terme arrivera bientôt. Si le sultan s'obstine à dépeupler et à affamer les provinces de son empire pour entretenir une nombreuse armée ; s'il persiste, par défiance de tout ce qui vient de l'Europe et par peur des chrétiens, à laisser en friche des contrées d'une admirable fertilité ; s'il ne renonce pas à un fanatisme étroit dans ses principes, mais démesuré dans ses ambitions, la décadence de la Turquie fera des progrès d'une effrayante rapidité. Certains avares meurent de faim sur des trésors. Tel est aussi le sort des peuples que des causes morales empêchent de mettre à profit leurs richesses naturelles. Or, parmi les causes morales qui produisent ces résultats désastreux, il n'y en a pas de plus efficace qu'un gouvernement théocratique.

Toute l'histoire de la Turquie le démontre d'une manière éclatante. Après le premier essor de la conquête, où le fanatisme religieux a puissamment secondé leurs entreprises, les Turcs se sont vus immédiatement frappés de décadence. Derniers venus des grandes races européennes, ils seront les premiers à disparaître d'un continent où ils n'ont pas su s'organiser pour la vie. Et ce serait une étrange erreur de leur part s'il s'imaginaient qu'expulsés de l'Europe, il leur sera possible de continuer en Asie leurs destinées troublées mais glorieuses ! Le jour où le sultan passerait le Bosphore, le monde arabe tout entier se soulèverait contre lui; l'Arménie lui échapperait ; l'Anatolie elle-même, fatiguée d'avoir trop longtemps supporté seule le poids de l'islamisme, dépeuplée d'ailleurs par des siècles de guerre, habitée désormais presque uniquement par des chrétiens, n'ayant plus la force de se défendre contre les convoitises européennes, tomberait entre les mains d'une grande puissance.

Pour conjurer des périls aussi pressants, il faudrait que la Turquie se résignât à suivre une conduite modérée, prudente, terre à terre. Que le sultan soit calife ou non, peu importe ! S'il est calife, il n'a sur les peuples musulmans qu'une autorité

religieuse, spirituelle, doctrinale ; il n'est pas tenu de défendre leurs intérêts politiques, de réparer les fautes qu'ils commettent, de se battre, ou plutôt de se faire battre pour eux. Il est vrai que c'est ce que les musulmans ont le plus de peine à comprendre. A leurs yeux, une puissance religieuse qui n'est pas en même temps une puissance militaire n'existe pas. Leurs papes ont toujours été des généraux, leurs missionnaires des soldats. Il leur est impossible de concevoir la foi sans une force qui l'impose et qui la soutienne. J'ai dit en commençant que quelques-uns d'entre eux y étaient arrivés dans ces dernières années et que c'était le plus grand effort intellectuel que le monde musulman eût accompli ; mais cette petite élite, cruellement frappée par les événements, a été trop malheureuse pour que son exemple ait trouvé beaucoup d'imitateurs. Croire que le mouvement arabe s'inspire des mêmes principes et tient aux mêmes causes que celui de la *Jeune Turquie*, serait se tromper étrangement. La parti de la *Jeune Turquie* voulait séparer le pouvoir religieux du pouvoir politique, parce qu'il s'était enfin aperçu que la confusion des deux pouvoirs était un danger pour l'empire ottoman : mais ce n'était pas le califat qu'il prétendait enlever au sultan, c'était

le gouvernement. Les Arabes, au contraire, prétendent lui enlever le califat, et leur seul motif est qu'ils ne le jugent plus assez fort pour l'exercer. Tous les peuples qui ont adopté l'islam ont été des confréries belliqueuses, non des corps politiques. La Turquie plus qu'une autre a subi cette loi qui a fait sa grandeur dans le passé, qui fera sa ruine dans l'avenir. Si elle était une nation ordinaire, elle pourrait se relever de ses désastres; elle ne le peut pas du moment qu'elle est l'armée de l'islam. Après la guerre turco-russe, les Arabes ont reconnu que cette armée n'était plus assez puissante pour lutter contre la chrétienté. Ils ont songé alors à lui substituer une ligue de tous les peuples musulmans, rendus à l'indépendance politique, mais unis entre eux pour défendre la foi commune, espérant que cette ligue aurait l'énergie que la Turquie n'avait plus. Il est clair qu'Abdul-Hamid ne pouvait les laisser faire sans courir le risque d'une terrible révolution. Mais il eût été sage de sa part de semer la division parmi eux, au lieu de chercher à leur persuader qu'ils se trompaient sur l'état de la Turquie; qu'en dépit de sa défaite, elle était encore assez vigoureuse pour marcher à leur tête et pour les défendre; qu'ils n'avaient qu'à se ranger sous sa bannière et qu'en

toute circonstance elle serait prête à voler à leur secours. C'est ce qui l'a amené à heurter l'Europe sur tous les points du monde islamique et à se brouiller tour à tour avec chacune des grandes puissances chrétiennes. L'ancien ambassadeur anglais à Constantinople, M. Goschen, disait récemment dans un discours plein de verve et d'esprit que l'Angleterre n'avait rien perdu de son influence auprès du sultan. Est-ce bien vrai ? Est-il bien exact qu'Abdul-Hamid, qui travaillait il y a si peu de temps encore à propager la révolte parmi les musulmans de l'Inde, qui perdait toute confiance en M. Layard et qui éprouvait une si grande terreur au seul nom de M. Gladstone, ait aujourd'hui une grande amitié pour les Anglais ? Il faut se méfier des variations d'un souverain capable de changer chaque jour de sentiments comme d'idées. Naguère encore le sultan avait dans la France une confiance absolue. Les événements de Tunis ont tout gâté. Ils l'ont rapproché de l'Angleterre, mais tôt ou tard d'autres événements l'en éloigneront. La Turquie ne pourrait avoir d'alliance durable qu'à la condition d'être turque, non musulmane ; de s'occuper de ses propres affaires, non de celles de tous les vrais croyants. En se mettant à la tête de la ligue islamique, elle soulève inévitablement

contre elle tout ce qui est chrétien sans distinction. J'ai essayé d'indiquer ce que lui coûte à l'extérieur cette politique humainement insensée, si religieusement on doit lui reconnaître quelque noblesse, et de montrer qu'elle a pour corollaire inévitable, dans l'administration intérieure de l'empire, des pratiques de réaction étroite, stérilisante, qui dessèchent la vie dans tous les membres du pays, qui portent dans toutes ses parties la désolation et la mort.

Il faut être juste toutefois et dire la vérité tout entière, au risque d'avoir l'air de démentir ce qui précède et de substituer le sentiment à la politique. Lorsqu'on conseille à la Turquie de suivre une politique turque, c'est à sa mission historique qu'on lui conseille de renoncer. A aucune des périodes de son existence nationale, elle ne s'est regardée comme un peuple ordinaire, s'établissant sur un territoire pour le cultiver, pour y vivre paisiblement des fruits de son travail. Animée de pensées bien différentes, c'est pour répandre la loi du Prophète ou pour asservir ceux qui refusaient de s'y soumettre qu'elle s'est jetée tour à tour sur l'Asie, sur l'Europe et sur l'Afrique. Lui parler d'assimiler des races chrétiennes, l'inviter même à les gouverner avec modération, c'est lui deman-

der de commettre un sacrilège. Quoi qu'en aient pensé Midhat-Pacha et ses amis, le Coran ne permet pas de traiter l'infidèle comme le vrai croyant et de lui donner des droits égaux aux siens. Kérédine-Pacha est beaucoup plus dans l'orthodoxie religieuse, lorsqu'il veut réserver aux musulmans les libertés parlementaires et les institutions constitutionnelles. Il est vrai que l'islamisme est une religion très simple, très rationnelle, très peu surnaturelle ; mais ses mérites ne peuvent servir qu'à ceux qui la pratiquent. Pour tous les autres, elle est implacable : il faut qu'ils disparaissent ou qu'ils soient opprimés ! Si les diverses races chrétiennes de l'Orient s'étaient converties à l'islamisme, comme elles allaient peut-être le faire quand l'apparition de la Russie et de Pierre le Grand sur la scène du monde a arrêté leur apostasie, qui sait? la Turquie serait peut-être devenue une nation aussi libérale, aussi éclairée que toutes les autres. Mais les éléments de révolte qu'elle contenait en elle ne lui ont pas permis de prendre une assiette tranquille, et, continuellement troublée elle-même, elle n'a jamais cessé, elle ne cessera jamais de porter le trouble autour d'elle. Pour s'asseoir dans ses conquêtes, elle aurait dû gagner autant de vic-

toires morales que de victoires matérielles. Au reste, ceci encore est une illusion. A quoi lui aurait servi d'organiser ses forces intérieures ? Si elle avait conservé sa puissance, le devoir religieux lui aurait imposé l'obligation d'étendre plus loin la foi musulmane. Faible, elle peut s'arrêter; forte, elle doit pousser sa marche en avant. L'islamisme ne deviendra réellement la religion civilisatrice, l'espèce de philosophie spiritualiste presque complètement dégagée de dogmes et de superstitions, la doctrine pacifique et modérée rêvée par Midhat-Pacha, que lorsqu'il régnera sur le monde entier. Jusque-là, il écrasera d'un poids trop lourd pour des épaules humaines les peuples qui se feront ses champions et qui voudront embrasser sa cause; car il les condamnera à une lutte impossible contre tous les dissidents restés sur la terre. L'empire ottoman sera la prochaine victime de ses prétentions démesurées, de son fanatisme exclusif. En s'obstinant à faire œuvre universelle, alors qu'il lui reste à peine assez de sang pour soutenir sa vie particulière, on peut reprocher à la Turquie de se tromper lourdement et de courir à une mort certaine ; on ne peut pas l'accuser de rompre avec ses traditions historiques ni de manquer à ses de-

voirs religieux, car il faut bien reconnaître qu'elle demeure fidèle à la mission pour laquelle elle est née et qu'elle ne peut poursuivre jusqu'au bout qu'en périssant.

II

LA POLITIQUE PERSONNELLE ET LE DÉSORDRE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

I

En exposant plus haut la politique actuelle de la Turquie, je me suis toujours servi des expressions : la politique d'Abdul-Hamid, les projets d'Abdul-Hamid, les expériences et les illusions d'Abdul-Hamid ; j'ai pris soin de ne jamais employer la vieille formule : la Porte ottomane. En effet, la Porte n'existe plus : c'est même là le trait essentiel, le caractère principal du régime sous lequel vit en ce moment l'empire turc. Avant Abdul-Hamid, le pouvoir du sultan était absolu sans doute ; mais il s'exerçait au moyen de ministres qui avaient un rôle actif dans le gouvernement, dans l'administration, dans la

conduite des affaires intérieures et extérieures. Il n'en est plus ainsi aujourd'hui. Les ministres ne sont que de simples commis chargés d'exécuter, sans les discuter, les ordres du souverain ; ils sont moins que cela encore, car souvent la volonté d'Abdul-Hamid passe au-dessus de leur tête et s'exerce par d'autres instruments qu'eux. Il leur est interdit de prendre la moindre résolution. Tout part du sultan, tout aboutit à lui. La Sublime Porte est toujours sublime, mais elle n'est plus que cela. On sait que le mot « vizir », emprunté à la langue arabe, veut dire « portefaix ». L'étymologie est restée, le sens a disparu. Le grand vizir actuel ne porte rien sur ses épaules ; tout le poids de l'empire repose sur celles de son maître. De là vient qu'Abdul-Hamid a usé, depuis le commencement de son règne, un nombre si considérable de ministres et de ministères. Si effacés qu'ils fussent, les hommes appelés tour à tour au pouvoir avaient des idées personnelles; quelques-uns d'entre eux poussaient même l'impertinence jusqu'à professer tout un système de gouvernement, tout un plan de réformes qu'ils étaient assez prétentieux ou assez naïfs pour vouloir appliquer. Abdul-Hamid n'a pu s'accommoder d'aucun d'entre eux. Ni Midhat-Pacha, ni Khérédine-Pacha, ni

Sadik-Pacha, ni Safvet-Pacha, ni Kadri-Pacha, ni bien d'autres de moindre importance, n'ont su jouer ce rôle de cire molle sur laquelle le sultan imprimait son cachet. On est surpris, en se promenant à Constantinople, de la quantité extraordinaire d'altesses qu'on y rencontre. Qui est-ce qui n'a pas été plus ou moins grand vizir pour une année, pour un mois, pour une semaine, pour un jour? Aussi, est-ce une précaution sage, lorsqu'on se présente dans une maison turque, de demander au guide qui vous y conduit s'il faut traiter d'excellences ou d'altesses les personnes qu'on doit y rencontrer. Au milieu de tant de vizirs en disponibilité, une erreur est si vite commise ! Abdul-Hamid a essayé tous les hommes de son empire avant d'en rencontrer un qui eût assez de souplesse pour être constamment le reflet de sa pensée personnelle, qui se montrât assez malléable pour n'offrir jamais sous sa main l'apparence d'une résistance. Il y est arrivé enfin. Le grand vizir actuel est loin d'avoir une intelligence vulgaire et un esprit étroit. Il est doué, au contraire, d'une habileté remarquable et, — chose bien rare en Turquie, — d'une activité prodigieuse. De plus, il est honnête, et, depuis qu'il exerce le pouvoir, — chose plus rare encore en Turquie, — on

ne l'a jamais surpris en faute. Mais, tout ce qu'il a d'esprit, d'initiative et de caractère, il ne l'emploie qu'à suivre sur le visage d'Abdul-Hamid les moindres pensées du maître, qu'à déjouer les intrigues de ses adversaires, qu'à se maintenir, à force de docilité, en un poste d'où la plus légère velléité, je ne dis pas d'indépendance, mais de volonté individuelle risquerait de le faire tomber. Il n'exerce aucune influence sur les affaires publiques, que le sultan étudie et règle seul suivant ses fantaisies absolues. Il n'a même pas d'autorité dans son propre ministère, où il se sent sous la surveillance d'une nuée d'espions prêts à saisir, pour le perdre, jusqu'à un signe imperceptible d'individualité. On lui a fait quelquefois l'honneur de lui attribuer une part dans la conduite de la politique intérieure ou extérieure de l'empire; on s'est trompé. Tout ce qui s'est fait en Turquie, depuis la chute de Midhat-Pacha, est l'œuvre du sultan. Dans ces dernières années surtout, l'action d'Abdul-Hamid est devenue prépondérante, unique. C'est lui qui a combiné et dirigé les entreprises diplomatiques ainsi que les manœuvres soi-disant diplomatiques au moyen desquelles le gouvernement turc a essayé d'échapper aux prescriptions du traité de Berlin. Il en est

l'auteur incontestable et incontesté. Loin de disposer des destinées de son pays, Saïd-Pacha ne dispose pas d'un détail quelconque de l'administration qui lui est officiellement confiée; il ne peut prendre aucune résolution, si secondaire qu'elle soit, dans son propre ministère sans l'autorisation ou plutôt sans l'ordre du sultan.

Ce qui serait une qualité chez un homme d'État ordinaire, chargé d'une branche restreinte du service public, chez un gouverneur de province, chez un ministre spécial, devient chez Abdul-Hamid le plus grave des défauts. L'empire ottoman a beaucoup souffert des vices de souverains uniquement occupés de leurs plaisirs et n'hésitant devant aucune dilapidation pour satisfaire des fantaisies de plus en plus dispendieuses. C'est un mal d'un genre bien différent qui risque de l'emporter aujourd'hui. Abdul-Hamid n'a pas les folles passions de ses prédécesseurs ; il est personnellement économe, sa vie est des mieux réglées; le seul excès qu'il commette est l'excès de travail. Enfermé dans un kiosque de médiocre dimension, Yldiz-Kiosk, qu'il a préféré à tous les palais parce qu'il s'y trouve ou qu'il s'y croit plus en sûreté, son luxe est des plus modestes. Ses distractions se bornent à des promenades à cheval dans les allées

de son parc, lequel d'ailleurs est magnifique. Abdul-Hamid est un excellent cavalier. Le vendredi, lorsqu'il se rend à la mosquée, on est frappé de sa bonne tenue, de sa tournure élégante. Petit, maigre, nerveux, remarquablement brun, ses traits effilés ne manquent ni de finesse ni de distinction. Ce sont plutôt ceux d'un Arménien que d'un Turc. Rien qu'à le voir, on devine qu'il ne passe pas sa vie dans la mollesse. Son œil inquiet semble scruter tous les recoins où pourrait se cacher un assassin ; l'expression de fatigue, mais non d'énervement, empreinte sur son visage indique l'effort constant de l'esprit, la tension perpétuelle de la volonté. Je ne sais quoi de fixe et d'un peu troublé trahit le dérangement mental auquel n'échappe aucun des membres de la famille d'Othman. Personne n'ignore que la monomanie de la peur est devenue chez lui une véritable maladie. Quoique naturellement assez doux et d'un commerce agréable, la terreur l'a rendu souvent cruel. Persuadé que l'assassinat le menace sans cesse, il est prêt à tout faire pour effrayer ses ennemis et pour déjouer les projets qu'il leur prête. Il n'est pas facile de démêler ce qu'il y a de vrai ou de faux dans les bruits qui ont couru à Constantinople au sujet de la manière dont il a conduit l'enquête sur la

mort d'Abdul-Aziz; mais il est certain, que cette enquête, ordonnée sous l'impression du meurtre de l'empereur de Russie, n'a été dans sa pensée qu'un moyen de prévenir, par des exemples éclatants, toute imitation à Constantinople de ce qui venait de se passer à Saint-Pétersbourg. Les rancunes personnelles sont chez lui implacables, parce qu'elles naissent d'un sentiment de crainte toujours en éveil. Il a saisi le prétexte de la mort d'Abdul-Aziz afin de se venger d'hommes qu'il redoutait. On peut être persuadé qu'il trouvera d'autres prétextes pour se débarrasser de toutes les personnes qui lui sont suspectes; il accusera les unes de concussion, les autres de complot, et, tout en ménageant ce qu'il prend pour les formes extérieures de la justice, il donnera sans doute au monde le spectacle de nombreux attentats judiciaires. Yldiz-Kiosk est entouré de véritables fortifications: des milliers de soldats, — les meilleures troupes de l'empire, l'admirable garde impériale, dont chaque homme a fait plusieurs campagnes, — sont campés autour des murailles préservatrices, où le sultan reste volontairement enfermé. Il en sort une fois par semaine seulement et durant une heure, le vendredi, pour se rendre à une petite mosquée qui n'en est séparée que par

quelques mètres. Abdul-Aziz changeait chaque semaine de mosquée ; il n'hésitait pas à traverser le Bosphore et la Corne d'or, à parcourir, au milieu d'une foule nombreuse, les places et les rues de Constantinople. Abdul-Hamid ne s'expose jamais à un péril aussi grave. C'est à peine s'il s'éloigne de quelques pas d'Yldiz-Kiosk. Sa prison est belle; mais c'est une prison dont le plus terrible des geôliers, la peur, ne lui permettra jamais de s'évader.

Menant la vie que je viens de décrire, il est évident qu'Abdul-Hamid ne saurait faire que de deux choses l'une : ou se livrer, à l'exemple des souverains classiques de l'Orient, à d'incessantes débauches, ou s'occuper du gouvernement de son empire. Son esprit appliqué et son tempérament modéré lui ont fait choisir ce dernier parti. Le trait distinctif, je le répète, du régime actuel de la Turquie, est la suppression de la Porte et le gouvernement direct par le souverain. On s'expliquerait sans peine qu'ayant des vues personnelles et la volonté très arrêtée de les faire prévaloir, Abdul-Hamid prît la direction de la politique et donnât à ses ministres les indications générales que ceux-ci seraient ensuite chargés de faire passer dans la pratique administrative. Mais il ne s'en tient pas là ; il prétend régler lui-même jusqu'au

moindre détail; non seulement il décide si telle ou telle province doit être donnée à tel ou tel pays, ce qui est de son rôle et de sa compétence, mais c'est encore lui qui prononce sur l'emploi d'une somme minime à une extrémité quelconque de l'empire, ou sur la manière de trancher le plus léger différend administratif, soit en Asie Mineure, soit aux bords du Golfe Persique. A l'époque où j'étais à Constantinople, on racontait fort sérieusement qu'il venait de faire transporter à Yldiz-Kiosk le dossier de dix-huit mille affaires et qu'il avait déclaré qu'aucune ne serait résolue sans qu'il l'eût examinée. Il n'y a plus d'archives dans les ministères, elles sont toutes à Yldiz-Kiosk, et il faut rendre cette justice à Abdul-Hamid, qu'elles y sont mieux tenues qu'elles ne l'ont jamais été dans aucun ministère. Il a tout vu, tout classé, tout arrangé par lui-même. De quelque sujet qu'on vienne l'entretenir, il trouve aussitôt dans ses cartons, sans recherches, sans tâtonnements, les pièces qui s'y rapportent. C'est l'ordre d'un notaire ou d'un avoué. Lorsqu'il donne audience, il aime à recevoir, paraît-il, dans une salle où un certain nombre de papiers sont rangés sur les tabourets et sur les coussins. Il a la coquetterie du travail comme ses prédécesseurs

avaient celles de la mollesse et de la toute-puissance. Mais cette coquetterie n'a rien d'emprunté ; elle répond à la réalité. Dès l'aube, Abdul-Hamid est à l'œuvre, et l'on affirme qu'il prolonge ses veillées laborieuses jusqu'à une ou deux heures du matin. Aussi tout se fait-il par iradèh impérial. Les ordres ministériels n'existent plus. Le sultan se plonge dans les grandes affaires et se noie dans les petites. Aucune ne rebute son esprit appliqué, minutieux, infatigable. Pour donner une idée des soins infimes où il descend, je raconterai une histoire qui n'est point un conte d'Orient, mais une véritable histoire, où il n'y a pas la plus légère invention. Un ambassadeur auquel on avait servi à Yldiz-Kiosk du lait et des petits pains particuliers fabriqués dans la demeure du sultan, avait déclaré — peut-être par politesse — qu'il les trouvait excellents. Abdul-Hamid est plein de prévenances pour les ambassadeurs et de politesse pour tout le monde ; c'est le premier des sultans qui, rompant avec la vieille étiquette orientale, se soit fait une loi d'être galant envers les femmes et aimable envers les hommes. Aussitôt il rédige et signe un iradèh ordonnant d'envoyer tous les jours à l'ambassadeur du lait et des petits pains pareils à ceux dont

celui-ci avait loué le goût. Quelques mois après, l'ambassadeur étant parti en congé, l'ambassade fit prévenir qu'il était inutile de continuer les envois. Quelle fut la réponse des serviteurs d'Yldiz-Kiosk? « C'est impossible! Un iradèh impérial nous oblige à envoyer le lait et les petits pains. Pour cesser de le faire, il faudrait un autre iradèh; or le sultan a tant d'affaires à examiner qu'avant que celle-ci arrivât sous ses yeux, l'ambassadeur aurait eu le temps de revenir; on lui couperait les vivres juste au moment où il pourrait en profiter de nouveau. »

Je répète que ceci n'est point une légende, et que c'est encore moins un fait exceptionnel. Voici à peu près comment les choses se passent en Turquie. Les ministres ne sont rien par eux-mêmes; mais, réunis à Yldiz-Kiosk, sous les yeux du sultan, ils forment une sorte de petit parlement qui fait des lois, rédige des règlements, décide de tous les intérêts publics. Les résolutions de ce petit parlement n'ont force exécutive qu'après avoir été sanctionnées par Abdul-Hamid sous la forme d'un iradèh. Pour introduire une affaire auprès de lui, on peut s'adresser au ministre qu'elle concerne ou qu'elle est censée concerner. Mais c'est le chemin le plus long: bien souvent même il ne con-

duit pas au but. Un ministre ne saurait répondre à une demande ou à une plainte. Jadis, lorsqu'un ambassadeur avait une concession à solliciter pour un de ses nationaux, une réclamation, une observation quelconque à adresser au gouvernement turc, il allait directement à la Porte ou dans un ministère. A plus forte raison, lorsqu'il s'agissait d'un grand intérêt politique, d'une note diplomatique à remettre, suivait-il par convenance la même voie. Aujourd'hui, s'il tient à obtenir un résultat pratique et surtout pas trop éloigné, c'est au sultan lui-même qu'il doit parler; il faut qu'il demande une audience et qu'il attende patiemment de l'avoir obtenue. Je citerai encore un exemple des lenteurs et des inconvénients de cette manière de procéder. A l'époque où l'Angleterre était en de très bons termes avec la Turquie, elle voulut avoir quinze étalons arabes de Bagdad pour ses haras de l'Inde. La loi turque interdit l'exportation des chevaux; un ministre ne pouvait donc prendre sur lui d'accorder à l'Angleterre ce qu'elle désirait. L'ambassadeur dut en référer au sultan. Celui-ci montra la meilleure volonté du monde; mais, comme il est submergé sous les iradèhs, il ne mit pas moins de trois mois pour promulguer celui qui accordait les quinze

étalons aux haras indiens. Ce n'est donc pas seulement, comme on le voit, pour céder Dulcigno au Monténégro ou la Thessalie à la Grèce que les Turcs ont besoin de temps. Ils en dépensent presque autant pour céder quinze étalons à leur vieille amie l'Angleterre. Si ces lenteurs sont de l'habileté, les Turcs sont aussi habiles en administration qu'en diplomatie. Par malheur, ils sont habiles contre eux-mêmes encore plus que contre les autres. Le sultan n'est pas moins long à résoudre une affaire intérieure de son empire qu'un conflit extérieur avec les puissances. En principe, le vali d'une province ne peut disposer d'aucune somme, si insignifiante qu'elle soit, sans en référer à Constantinople. Il adresse pour cela un rapport au ministre des finances, lequel soumet la question par un nouveau rapport au ministre de l'intérieur. L'affaire ainsi préparée arrive au conseil des ministres, qui l'examine avec soin; après quoi, c'est le tour du sultan, qui fait attendre indéfiniment son iradèh. S'il s'agit d'une réparation urgente, d'un travail pressant, l'autorisation du sultan est donnée trop tard. Jamais la centralisation n'a été poussée plus loin. Aussi tous les gouverneurs de province un peu intelligents, tous les valis doués de quelque valeur personnelle, ne cessent-ils de pro-

tester contre un système qui rend, je ne dis pas les réformes, mais l'administration ordinaire impossible. On les laisse dire, on ne tient aucun compte de leurs plaintes. La machine gouvernementale, qui aurait déjà tant de peine à marcher si on en huilait les ressorts, s'arrête sans cesse, se détraque, risque de tomber en morceaux et ne se soutient plus que par la profonde inertie, que p r le fatalisme invincible des populations.

Avec un régime tel que celui dont je viens d'essayer de donner une idée, c'est une pure illusion de croire qu'on relèverait la Turquie en introduisant dans les ministères et dans les administrations un certain nombre d'Européens. Il y en avait jadis. Au ministère des affaires étrangères en particulier, les dépêches étaient rédigées par un Français, et tout le monde sait avec quelle habileté, quel art, quelle connaissance des plus fines nuances du style diplomatique! Depuis que le sultan dirige la diplomatie, ce Français est devenu inutile; on l'a renvoyé. Sous l'ancien système, les dépêches étaient écrites d'abord en français, on les traduisait ensuite en turc afin de les donner à lire au sultan, si par hasard, chose exceptionnelle, la fantaisie lui en prenait. Aujourd'hui, elles sont écrites en turc et on les traduit en

français pour l'usage des ambassadeurs. Parfois le sultan les dicte lui-même; il les revoit toujours. Il en résulte que les Turcs les comprennent peut-être, quoique cela ne soit pas bien sûr, mais que le sens en échappe le plus souvent aux Européens. Comme toutes les langues orientales, le turc est admirable pour cacher les idées au lieu de les exprimer. Au plus fort des négociations relatives à Dulcigno, les ambassadeurs ont été obligés de se réunir en conférence à seule fin de déchiffrer en commun une dépêche ottomane, dont individuellement aucun d'eux ne parvenait à découvrir la signification. Mais c'est en vain qu'ils ont mêlé leurs lumières ; ils n'ont pas été plus heureux ensemble que séparément. On s'est alors adressé au ministère des affaires étrangères, qui a répondu que la traduction était fort exacte, qu'elle suivait mot pour mot le texte turc, que celui-ci voulait bien dire quelque chose, mais quelque chose de si ingénieux qu'il était impossible de l'exprimer en français. Jamais secret diplomatique n'a été mieux gardé que celui de cette dépêche! On trouvera peut-être que l'inconvénient n'était pas bien grave, la diplomatie pouvant se permettre quelque obscurité. La Turquie aurait dû se rappeler cependant l'effet que produisaient ses belles dépêches durant la guerre,

et ne pas renoncer légèrement à un avantage précieux. A la place du Français qui servait de conseiller au ministère des affaires étrangères, on a appelé un Allemand. On se rappelle tout le bruit soulevé, il y a quelque mois, autour de la prétendue mission administrative allemande, qui allait, disait-on, s'emparer de tous les services publics de la Turquie. Selon certaines personnes, le sultan se jetait entre les bras de l'Allemagne ; il lui livrait le gouvernement de son empire en échange d'un appui diplomatique dont il avait un si vif besoin. C'était bien mal connaître Abdul-Hamid que de penser qu'il céderait, même à l'Allemagne, une partie de son pouvoir. Peu lui importait d'appeler trois Allemands dans ses ministères, puisque ses ministères ne font rien, ne décident rien, sont de simples rouages qu'il fait mouvoir à son gré ! S'il avait réellement songé à charger l'Allemagne d'accomplir en Turquie une grande réforme administrative et politique, il ne lui aurait pas demandé trois hommes, il lui en aurait demandé cent, et aurait renoncé à gouverner par lui-même. Les trois Allemands appelés à Constantinople n'y ont rien fait, n'y peuvent rien faire. S'ils voulaient agir, on les prierait de retourner chez eux. C'est par pure

coquetterie pour l'Allemagne qu'Abdul-Hamid a sollicité leurs prétendus services. A l'époque où ils y sont venus, on feignait de croire à Constantinople que l'Allemagne était le grand protecteur de la Turquie ; mais un homme d'esprit et de sens, le vieux Ruchdi-Pacha, disait avec malice : « C'est vrai, l'Allemagne nous protège. Elle veut nous conserver comme objet d'échange. » Le sultan est assez fin pour avoir pensé comme Ruchdi-Pacha [1]. Se serait-il mis à la tête du

1. Depuis l'époque où ces lignes ont été écrites, un nouveau rapprochement, beaucoup plus sérieux que le premier, s'est fait entre la Turquie et l'Allemagne. De nombreux Allemands sont allés à Constantinople sous prétexte de réorganiser les administrations, l'armée, la marine, etc., etc. Il est encore trop tôt pour juger les effets de cette seconde alliance de l'empire ottoman et de l'empire germanique ; mais tout fait supposer qu'elle ne sera ni beaucoup plus sincère, ni beaucoup plus efficace que la première. Le sultan ne l'a contractée également que dans l'espoir qu'elle lui assurerait à l'extérieur des avantages qu'il attend toujours et qui ne viennent pas ; mais il n'a jamais pris au sérieux les bienfaits qui pourraient en résulter pour le gouvernement de son pays. Au reste, il aurait peut-être tort d'accorder aux administrateurs et aux officiers allemands une confiance exagérée. La Turquie n'est pour l'Allemagne qu'une amie du second degré ; l'amie du premier degré, c'est l'Autriche : or, le malheur veut que celle-ci ait des intérêts opposés à ceux de la Turquie dont elle convoite l'héritage. En appelant à Constantinople un nombre assez considérable d'Allemands, Abdul-Hamid a ouvert son empire aux éclaireurs de la conquête autrichienne. Les administrateurs qu'on lui a envoyés de Berlin ont bien plus pour mission de préparer les voies à l'Autriche que de guérir

mouvement panislamique et antichrétien pour livrer les administrations publiques à ces mêmes Européens qu'il prétend chasser même des entreprises privées? Toutes les espérances de régénération de la Turquie par l'introduction d'étrangers dans son gouvernement sont illusoires. Tant qu'Abdul-Hamid sera sultan, il ne faudra pas songer à faire à Constantinople ce qu'on a fait au Caire. L'expérience tentée sur les bords du Nil ne saurait l'être sur le Bosphore. Le sultan Abdul-Hamid ne se laisserait pas plus arracher son pouvoir que ne l'aurait laissé faire l'ancien khédive, Ismaïl-Pacha; mais on a pu détrôner Ismaïl-Pacha au moyen du sultan, tandis qu'il n'y a au-dessus de ce dernier personne pour l'obliger, suivant notre formule française, à se soumettre ou à se démettre.

l'inguérissable « homme malade ». Depuis le traité de Berlin, l'Allemagne songe uniquement à arrêter les progrès du panislamisme dans la presqu'île des Balkans et à favoriser, au contraire, ceux de la politique autrichienne. Son intimité avec l'Autriche est telle, que ces agents peuvent être considérés comme des agents de cette dernière puissance. Abdul-Hamid a donc introduit, sans le savoir, les ennemis dans la place. L'avenir nous dira ce qu'ils y feront.

II

Si le gouvernement et l'administration de la Turquie sont concentrés entre les mains d'un seul homme de qui part toute initiative, en revanche l'exécution des volontés souveraines est éparpillée entre des millions de mains. L'empire ottoman compte au moins cent fois plus de fonctionnaires que de fonctions. C'est là, du reste, un des résultats, une des conséquences inévitables du pouvoir personnel. Maître absolu des petits aussi bien que des grands, le sultan n'use pas moins d'employés subalternes que de vizirs et de ministres. Comme il n'y a pas de règle fixe, de principe arrêté, de loi certaine qui préside à la marche de la machine administrative, rien ne l'empêche de la modifier chaque jour au gré de ses caprices. S'il lui prend fantaisie de créer d'un seul coup toute une série de postes plus ou moins utiles, il est libre de mettre immédiatement son idée à exécution. Le lendemain, il a oublié ce qu'il avait fait la veille ; il détruit l'œuvre qu'il venait de fonder, et c'est à recommencer ! Par malheur, le Trésor, moins

complaisant que les hommes, ne se plie pas à ces changements perpétuels. Aussi les fonctionnaires éphémères de l'empire ottoman ne reçoivent-ils d'autre solde que celle qu'ils arrivent à prélever eux-mêmes, directement, sur les infortunés contribuables. J'expliquerai plus loin par quel étrange procédé sont payés les traitements; qu'il me suffise de dire en ce moment que ce procédé a pour effet de réduire à rien le revenu qu'un honnête homme pourrait tirer du service de l'État. C'est pourquoi l'honnêteté politique est si rare en Turquie. On trouve beaucoup d'honnêteté dans la masse populaire, dans le commerce, dans l'industrie. Le Turc, personne ne l'ignore, est d'une probité exemplaire comme homme privé; mais, dès qu'il s'agit d'affaires publiques, aucun scrupule ne saurait entrer dans son esprit. A ses yeux, le pouvoir est un bien qu'on a le droit absolu d'exploiter, et qu'on doit exploiter, en effet, par tous les moyens, car on ne le garde pas assez longtemps pour en retirer quelque profit d'une manière régulière. A mesure qu'on s'élève dans la hiérarchie administrative et politique, l'honneur et la vertu diminuent. Les besoins croissent, les vices suivent une marche parallèle. Un observateur d'une remarquable sagacité, auquel nous devons un des meilleurs

livres qu'on ait écrits sur la Russie et qui nous donnera un jour un livre plus intéressant encore sur la Turquie, M. Mackenzie Wallace, me disait spirituellement que l'armée elle-même n'échappait pas à la loi générale : les soldats y sont admirables de désintéressement et de discipline; ils donnent leur sang pour la patrie et pour la foi avec un dévouement aveugle; les caporaux valent déjà un peu moins, ils commencent à spéculer sur les avantages de leur grade; les sergents sont absolument gangrenés, et, lorsqu'on arrive aux officiers, il n'y a pas de mots pour exprimer la corruption qui règne dans leurs rangs. Le haut état-major turc et le ministère de la guerre dépassent, à cet égard, tout ce qu'on peut imaginer. Cet avilissement moral, d'ailleurs, n'empêche pas le courage militaire. L'un n'exclut point l'autre. Tel général qui s'est conduit en héros durant la dernière guerre, qui est devenu une des gloires de son pays, dont le nom restera légendaire, est conspué à Constantinople pour ses inconcevables rapines. Dans le civil, les désordres sont plus grands encore, et ils sont sans compensation. Les petits employés ont quelque retenue, les hauts dignitaires de l'empire n'en ont aucune. Le personnel entier est atteint d'un mal inguérissable. On se

sert dans tout l'Orient de la même expression pour caractériser la conduite des fonctionnaires. Allez en Égypte, en Syrie, en Asie Mineure, en Roumélie, partout vous entendrez dire qu'ils *mangent*. Ils mangent, en effet, ou plutôt ils dévorent, et, par malheur, c'est aux dépens des administrés, qui, après avoir payé les impôts les plus iniques, sont encore obligés de fournir à la subsistance d'une nuée d'agents de toute sorte venant sans cesse s'abattre sur eux.

Et il ne faudrait pas croire que les appétits finissent par se rassasier. On ne leur en donne pas le temps. Il y a, comme je l'ai dit, au moins deux fois plus de fonctionnaires que de fonctions. A peine l'un est-il repu qu'un autre arrive. La curée n'est pas interrompue un seul jour. Le contribuable n'a jamais de repos. Encore si les affaires pouvaient être sérieusement traitées au milieu de ce va-et-vient si coûteux ! Mais non. Que veut-on que fasse un fonctionnaire envoyé subitement de Constantinople à Erzeroum, par exemple, ne connaissant rien du pays, n'ayant aucune notion des hommes et des choses qu'on lui confie, et destiné à quitter sa nouvelle résidence au bout de quelques semaines, lorsqu'il commencera à s'acclimater un peu ? Il est clair qu'il serait

insensé de sa part de songer à une bonne administration; tout le condamne à s'occuper exclusivement de ses intérêts personnels. Récemment un iradèh du sultan avait créé des inspecteurs généraux de province. Huit mois après, un autre iradèh supprima cette institution, jugée inutile. Mais croit-on que les titulaires ainsi frappés aient reçu la plus légère compensation? qu'on leur ait donné un emploi quelconque à la place de celui qu'on leur enlevait? Personne n'y a pensé. On ne leur a même pas accordé d'indemnité de retour. Un malheureux inspecteur envoyé à Alep, à Damas, à Bagdad, à l'extrémité de l'empire, et qui perdait subitement son emploi, n'a pas même reçu des frais de route pour rentrer à Constantinople. S'il n'avait pas prélevé d'avance et par précaution de fortes redevances sur les pays inspectés, il aurait été exposé à mourir de faim là où il se trouvait. On aurait tort de croire que la corruption administrative, si générale qu'elle soit en Turquie, tienne aux défauts de la race turque et soit un vice national. Il n'y a pas de raison pour qu'un peuple scrupuleusement probe dans la vie privée devienne nécessairement malhonnête dans la vie politique. On aurait tort de croire aussi que cette corruption

soit un mal dont les États despotiques souffrent seuls. L'extrême liberté peut amener les mêmes résultats que le despotisme extrême. Partout où les fonctions publiques, par suite des caprices d'un souverain ou des soubresauts d'une démocratie excessive, sont soumises à une incessante instabilité, le même phénomène se produit. L'homme qui sait que la place d'où il tire sa nourriture et celle de ses enfants risque de lui échapper à toute heure, par suite d'une cause extérieure, d'un accident que sa conduite ne saurait prévenir, est obligé de lui faire produire en un jour le gain d'une année. Sous ce rapport, l'administration américaine ne vaut peut-être pas beaucoup mieux que l'administration turque. Seulement, la Turquie est un vieux peuple qui se meurt et qui ne saurait résister aux causes de dissolution répandues sur tous les points de son territoire, tandis que l'Amérique a l'énergie de ces corps jeunes, souples, vigoureux, chez lesquels les forces destructives sont neutralisées et détruites par la surabondance de vie qui éclate de toutes parts.

Le remède qu'on a tenté, avec l'approbation, voire même à l'instigation de l'Europe, pour venir à bout de la corruption administrative, a plutôt

contribué à l'augmenter. On a cru qu'en plaçant des conseils électifs à côté des gouverneurs de provinces, de cantons et de communes, on arriverait à exercer sur ceux-ci un contrôle efficace. C'était fort mal connaître le personnel qui devait entrer dans ces conseils. Des assemblées locales composées nécessairement des notables du pays, c'est-à-dire des gros propriétaires qui exploitent indignement le paysan, et des chefs des communautés religieuses qui n'exploitent pas moins indignement leurs ouailles, sont pour les valis, les muteçarrifs, les caïmacams et les mudirs d'excellents auxiliaires avec lesquels ils n'ont aucune peine à s'entendre et qui prennent aisément la responsabilité collective, et par suite illusoire, de tous les méfaits commis en commun. J'exposerai tout à l'heure l'organisation administrative de la Turquie ; on verra qu'à tous les degrés de l'échelle, il y a des *medjliss* qui se mêlent directement aux affaires et dont l'action est encore plus déplorable que celle des fonctionnaires. Ce serait, en effet, une grande erreur de suppposer que la corruption n'est pas aussi profonde dans ce que j'appellerai l'aristocratie provinciale que dans le monde de Constantinople. Ce serait une plus grande erreur encore de s'imaginer que cette aristocratie vaille mieux

dans les communautés chrétiennes que chez les Turcs. Entre les Turcs et les chrétiens, il n'y a qu'une seule différence : la masse turque, ainsi que je l'observais il y a un instant, est foncièrement honnête et d'une loyauté à toute épreuve ; elle ne se corrompt qu'à mesure qu'elle s'élève ; chez les chrétiens, au contraire, les vices apparaissent du haut en bas de l'échelle sociale ; le peuple lui-même en est fortement atteint. Cela s'explique sans peine. Se sentant les maîtres, les Turcs n'ont jamais eu besoin de fourberie et de mensonge ; ils sont devenus orgueilleux, brutaux, méprisants, mais point lâches et dissimulés ; même dans la rapine, ils ont conservé une certaine dignité ; comme ils prenaient ouvertement, par la force, ce qu'ils convoitaient, ils n'étaient pas contraints de le dérober par la ruse, procédé beaucoup plus déshonorant. Les chrétiens, au contraire, ont été avilis par l'esclavage. Il leur est arrivé ce qui était arrivé aux juifs en Europe durant tout le moyen âge et jusqu'au seuil des temps modernes. Appartenant à des nations proscrites, violemment exclus de la vie publique, sans cesse opprimés dans la vie privée, ayant néanmoins une intelligence bien supérieure à celle de leurs dominateurs, possédant une activité, une finesse, une dextérité que ceux-

ci n'avaient pas, ils ont développé leur esprit aux dépens de leur caractère. C'est par les voies obliques qu'ils sont arrivés à la richesse et à la puissance. Aujourd'hui, le pli est pris; une émancipation complète et de longues années de liberté parviendront seules à le faire disparaître. Mais, en attendant, la présence des chefs des communautés chrétiennes dans les medjliss des provinces, loin d'être une garantie de bonne administration, est une cause nouvelle de désordre. Les attributions des medjliss sont fort mal définies. Aussi le gouverneur a-t-il recours à eux chaque fois qu'il s'agit d'une affaire dont il redoute la responsabilité personnelle. En général, on peut dire que les medjliss s'occupent de toute question touchant à des intérêts financiers où il y a des profits à espérer. Récemment, par exemple, le medjliss d'Andrinople s'était chargé de recevoir des fournitures de gendarmerie, de déclarer si elles étaient bonnes et, dans ce cas, de les distribuer aux hommes. Il s'était entendu avec le gouverneur et les fournisseurs pour une opération commune dont chacun retirait un gain personnel et dont personne n'avait à rendre compte au gouvernement, puisque le contrôle du medjliss est regardé comme définitif. De cette manière, si les fournitures ne

valaient rien, le vali ou le mouchir n'avait pas à en répondre devant le ministère de la guerre. On voit d'ici la conséquence d'une pareille organisation. Le ministre n'exerce aucun pouvoir à Constantinople, puisque le sultan s'occupe de tout ; il n'exerce de plus aucune action sur ses agents dans les provinces, puisque ceux-ci feignent d'obéir à des conseils électifs qui décident ou ont l'air de décider souverainement des moindres détails d'administration. Il n'y a d'autorité nulle part, de responsabilité pas davantage. Mais les apparences sont sauvées, et l'on peut dire à l'Europe que le contrôle existe du haut en bas de l'échelle politique. Je ne connais pas de trompe-l'œil plus dangereux que ce système des medjliss turcs, quoique les commissions européennes le célèbrent à qui mieux mieux. Bien souvent, lorsqu'un ordre de Constantinople arrive dans une province au sujet de l'emploi d'une somme quelconque, cette somme est déjà employée d'autre manière en vertu d'une résolution du medjliss. Si le gouverneur ne peut obéir, ce n'est point sa faute ; c'est celle de l'assemblée qui inspire, dirige, absout tous ses actes. Les habiles se servent admirablement d'un instrument aussi commode. Ils ne craignent pas le risque d'être arrêtés dans leurs dilapidations par des

hommes qui ne demandent qu'à partager avec eux. Sans doute ils aimeraient mieux garder pour eux seuls tous les gains; mais, s'ils le faisaient, les personnages influents de la contrée qu'ils administrent les dénonceraient sans cesse à Constantinople; tôt ou tard, le châtiment pourrait les atteindre. Il est donc beaucoup plus sage de se liguer avec ces personnages et, d'accord avec eux, de pressurer sans merci les populations dont on multiplie les tyrans en croyant leur donner des défenseurs.

Ce qui rend très faciles les excès de pouvoir des medjliss et des gouverneurs, en dépit de la centralisation excessive que le sultan a essayé d'établir dans son empire, c'est le trouble même qui résulte de cette centralisation. Quoiqu'il ait autour de lui, comme on va le voir, des directeurs chargés de chacune des branches du service public, toutes les attributions administratives sont en réalité concentrées dans les mains du vali. En revanche, la confusion la plus profonde règne dans le ministère, au sommet du gouvernement. Il en résulte qu'un même vali reçoit sur le même objet quatre ou cinq ordres différents, entre lesquels, en fin de compte, il choisit à son gré, s'il jouit de quelque autorité personnelle et si son medjliss le

seconde avec zèle. Ainsi, à l'époque où une famine épouvantable emportait, à quelques lieues de Constantinople, sur les côtes de l'Asie Mineure, une partie des réfugiés chassés des provinces occupées par la Russie, le vali de Brousse demanda l'autorisation de distribuer une certaine quantité de blé dont il pouvait disposer. Au même moment, on faisait de grands approvisionnements pour l'armée qui se préparait à aller combattre les Grecs. A la demande du vali de Brousse, le ministre de l'intérieur fit une réponse affirmative; il permit que le blé fût distribué aux malheureux mourant de faim; mais le ministre de la guerre, de son côté, répondit par la négative, car il avait besoin du blé pour les troupes qu'il voulait envoyer en campagne. Le ministre des finances, ayant appris l'affaire, ordonna à son tour que le blé fût tout simplement vendu et que le produit en fût versé dans ses coffres presque vides. Restait le grand vizir, qui avait bien aussi quelque droit de se prononcer sur la question, et, comme le grand vizir actuel, Saïd-Pacha, est l'humble serviteur des volontés du sultan et que le sultan ne se préoccupait alors que de la guerre qu'il comptait faire aux Grecs, c'est à l'usage des soldats que le grand vizir décida de réserver le blé.

Ainsi le vali de Brousse était placé entre quatre avis, ou plutôt quatre ordres différents. Et ce n'est pas là un fait isolé. Un ministre quelconque ne donne pas directement ses instructions aux agents qu'il peut avoir dans les provinces; il les donne au vali, dont ceux-ci ne sont que de simples commis ; mais, comme le vali est chargé de toutes les attributions administratives à la fois, il ne dépend d'aucun ministre en particulier, il dépend de tous en général. Lorsqu'il reçoit une instruction qui lui déplaît, rien n'est donc plus aisé pour lui que d'en appeler d'un ministre à un autre et d'amener ainsi un conflit. De là une série de complications interminables dont l'issue est toujours la même. L'objet du litige disparaît tandis qu'on en discute. Les affamés de Brousse ont eu le temps de mourir avant qu'on leur accordât le blé que les uns leur promettaient, que d'autres leur refusaient, et, s'ils ne sont pas complètement morts, en effet, c'est d'abord parce que la charité européenne et chrétienne est venue à leur secours, et secondement parce que le vali de Brousse, Vefik-Pacha, est un homme d'une autorité particulière et d'une indépendance presque absolue, qui se soucie fort peu des ministres, qui tient un compte médiocre de leurs volontés, qui a le moins de rapports pos-

sible avec Constantinople et qui hésite bien rarement à faire ce qui lui plaît sans se tourmenter de savoir si cela plaît aussi au gouvernement dont il est censé dépendre, mais dont, en réalité, il ne dépend que dans la mesure de ses convenances.

Malheureusement Vefik-Pacha est une exception dans l'empire ottoman, et, sauf à Brousse, le système administratif que je viens de décrire produit dans toutes les provinces des effets désastreux. J'ai dit qu'en Europe on se faisait à ce sujet de graves illusions. Comparant la situation de la Turquie à ce qu'était la nôtre avant la révolution française, on croit qu'il faut fonder la liberté en bas avant de l'établir en haut; c'est pourquoi l'on a une très grande confiance dans les assemblées provinciales, et l'on s'efforce d'augmenter les pouvoirs dont elles font l'usage que j'ai expliqué. La commission internationale, chargée, en vertu du traité de Berlin, de donner des institutions à la Roumélie orientale, et qui s'est acquittée de sa tâche dans l'esprit théorique que l'on connaît, s'est trompée complètement lorsque, recevant ensuite communication du projet de réorganisation administrative des autres provinces de l'empire élaboré par la Porte ottomane, elle en a modifié un grand nombre d'articles pour diminuer l'autorité

des valis au profit des medjliss. Elle a eu tort de ne pas comprendre qu'il existe une différence profonde, radicale entre la Roumélie orientale à demi émancipée, livrée presque tout entière aux chrétiens, et le reste de la Turquie, où l'élément turc continue à dominer. L'administration étant complètement refondue dans la Roumélie orientale, et effectivement livrée aux populations, celles-ci arriveront peut-être à la surveiller d'une manière sérieuse; mais partout où l'administration restera turque, la surveillance des populations ne sera jamais qu'un leurre. Il est impossible qu'un medjliss composé en grande partie de chrétiens résiste à un vali turc; il préférera toujours lui céder et partager le profit de ses rapines, que d'essayer contre lui une opposition où il serait brisé. Si l'œuvre de la commission internationale était appliquée, elle aurait pour résultat d'enlever toute responsabilité aux gouverneurs, de leur donner des complices qui couvriraient tous leurs actes et qui eux-mêmes seraient totalement irresponsables, de leur assurer par conséquent une impunité absolue. Il vaudrait beaucoup mieux leur accorder une très grande puissance, mais en les soumettant à un contrôle sévère, implacable, qui les atteindrait à chaque faute. La difficulté, je le sais bien, serait

de constituer ce contrôle. On ne peut pas le créer sur place en province, puisque tout s'y passe en famille, puisque Turcs et chrétiens s'y liguent trop aisément pour exploiter le désordre auquel il s'agirait de porter remède. Si la moralité doit jamais se répandre dans l'empire ottoman, — ce qui, hélas! est peu probable, — c'est d'en haut qu'elle viendra. Les institutions parlementaires de Midhat-Pacha, dont on s'est tant moqué et qui prêtaient en effet si fort à la raillerie lorsqu'on les envisageait au point de vue purement politique, étaient peut-être le seul frein à l'anarchie administrative de la Turquie. L'événement a prouvé que, dans ces Chambres improvisées, nommées à la hâte, presque sans choix, il se trouvait cependant des hommes assez courageux pour dénoncer, du haut d'une tribune qui ne manquait pas de retentissement, les fautes et les crimes du dernier des valis perdu aux extrémités de l'empire. Des voix hardies, éloquentes même, proclamaient la nécessité de réformes radicales, appuyant leurs revendications sur des exemples malheureusement trop nombreux et trop probants. Il n'aurait fallu rien moins que le bruit prolongé de ces discussions dont l'Europe était spectatrice afin d'effrayer les fonctionnaires turcs et de leur donner un sentiment efficace de la res-

ponsabilité. C'est ce qu'on craignait à Constantinople, c'est ce dont l'immense et toute-puissante bureaucratie qui se presse autour du palais pour profiter des faiblesses du souverain et pour y acquérir le droit de vivre des misères des populations, était profondément effrayée. Aussi, quand le parlement turc a disparu, est-il tombé non seulement sous les injonctions de la Russie, mais encore sous la coalition des abus menacés, qui ne pouvaient plus être en sécurité sans sa destruction.

Le système administratif qu'à la place d'institutions politiques la Porte ottomane se propose d'établir dans l'empire n'est qu'un développement de la loi des vilâïets. Le pays est divisé en provinces ou vilâïets, en livâs ou sandjaks, en cazâs et en nâhïèhs. Le livâ ou sandjak répond à peu près à notre arrondissement, le cazâ à notre canton, la nâhïèh à notre commune. A la tête du vilâïet est placé un gouverneur ou vâli ; celui-ci a sous ses ordres : 1° un mustechâr, qui est proprement un sous-gouverneur, un adjoint et qui, dans le projet de la commission internationale, doit être chrétien si le vâli est musulman, et réciproquement ; 2° un defterdâr chargé de la direction des finances ; 3° un directeur de la justice ; 4° un mektoubdji ou chef de la correspondance ; 5° un directeur des

travaux publics, de l'agriculture et du commerce; 6° un directeur de l'instruction publique; 7° l'alaï-beyi ou directeur de la gendarmerie. — Aucun de ces fonctionnaires n'a d'ailleurs d'initiative personnelle; ils sont soumis aux ordres du vâli, lequel communique seul avec le gouvernement et ne considère les chefs de service que comme des instruments dont il use à son gré. C'est à côté du gouverneur qu'est placé le conseil ou medjliss; seulement ce conseil, d'après le projet de la Porte Ottomane, n'est formé que des six directeurs que je viens d'énumérer; tandis que la commission internationale demande qu'il soit composé du vâli, du mustechâr, du defterdâr, du directeur de la justice, du directeur de l'instruction publique, du directeur des travaux publics, du commerce et de l'industrie, du mufti, des chefs des communautés religieuses et de huit personnes choisies par le conseil général parmi ses propres membres. Il existe, en effet, un conseil général soi-disant élu, mais dont le gouverneur pour les Turcs, et les chefs des communautés chrétiennes pour les chrétiens, sont les seuls électeurs. Le projet ottoman donne même à ce conseil général le droit de nommer une commission permanente de dix membres, organisée sur le modèle des

nôtres, commission que le projet européen supprime et remplace avantageusement par un medjliss plus complet et mieux organisé que celui du projet turc. D'après ce que j'ai dit plus haut, on comprendra sans peine que le medjliss ou la commission permanente n'offrent cependant ni l'un ni l'autre de garantie sérieuse. Le projet turc n'accorde au medjliss qu'un pouvoir consultatif. « Le conseil d'administration, dit-il, exprimera son avis sur toutes les questions que le vâli lui soumettra, soit pour se conformer à la présente loi ou à une autre loi ou règlement, soit de sa propre initiative. *Le vâli n'étant nullement lié par les décisions du conseil d'administration, aura toujours la responsabilité de ses actes.* » Dans un pays comme la Turquie, cette dernière disposition était excellente. La commission internationale l'a pourtant supprimée et voici ce qu'elle lui a substitué : « Dans toute mesure administrative qui ne consisterait pas dans l'application pure et simple d'une disposition légale ou réglementaire, *mais dont l'application exigera au préalable une discussion des différents intérêts engagés, le vâli sera tenu de s'en rapporter à la décision du conseil.* Il faudra un iradèh impérial pour l'autoriser à appliquer une mesure désapprouvée

par le conseil. » Rien de plus libéral en apparence, rien en réalité de plus dangereux. Personne ne sait ce que c'est qu'une loi ou un règlement en Turquie ; les attributions du conseil s'étendront par conséquent à tout. Quand on dit d'ailleurs que sa décision sera souveraine pour « toute mesure dont l'application exigera au préalable une discussion des différents intérêts engagés », c'est lui accorder précisément le pouvoir de trancher les affaires qui se règlent au moyen de bakchichs ; c'est lui livrer l'administration tout entière; c'est lui permettre, à l'exemple du medjliss d'Andrinople, de se charger même des fournitures militaires, des vivres et des munitions de l'armée ; c'est, en un mot, l'autoriser à donner une régularité apparente à la corruption profonde sous laquelle gémit la Turquie.

Le livâ ou sandjak est organisé sur le modèle du vilâïet. Il est dirigé par un muteçarrif (gouverneur), nommé par iradèh impérial. D'après le projet de la commission internationale, si le muteçarrif est mulsuman, il doit avoir un mudir chrétien pour auxiliaire et *vice versa*. Le muteçarrif a sous ses ordres ; 1° un mouhassebèhdji, chef comptable ; 2° un chef percepteur ; 3° un caissier ; 4° un chef de la correspondance. Il est assisté

d'un conseil composé, d'après le projet ottoman, de six membres élus par la population moitié musulmane, moitié non mulsumane, du mufti, des chefs religieux, du mouhassebèhdji et du chef de la correspondance. Pour les villes où il y a plusieurs communautés religieuses, les chefs de ces communautés se succèdent à tour de rôle. Dans le projet de la commission internationale, la composition est la même, sauf que les six membres électifs sont nommés par le conseil d'administration des cazâs. A la tête du cazâ est un caïmacâm nommé par iradèh impérial, avec un muâvin, musulman ou non, suivant les circonstances. Ces agents sont : 1° un mâl-mudiri, chef financier ; 2° un caissier ; 3° un percepteur ; 4° un chef de la correspondance ; 5° un secrétaire pour le cadastre ; 6° un secrétaire pour la statistique et le recrutement de la population. Le conseil est composé, d'après le projet turc : du caïmacâm, de quatre membres nommés par la population (deux musulmans, deux non musulmans), du mufti, des chefs religieux se succédant à tour de rôle, du mâl-mudiri, du chef de la correspondance ; et, d'après le projet de la commission internationale : du caïmacâm, du muâvin, du mâl-mudiri et de quatre membres élus par les conseils des nahïèhs.

Enfin les nahïèhs elles-mêmes, qui forment la dernière division administrative et qui comprennent de cinq à dix mille habitants, ont à leur tête un mudir (maire) désigné par le muteçarrif parmi les membres du conseil de nahïèh et confirmé par le vâli, et un muâvin qui lui sert d'adjoint. Dans les deux projets, le conseil de la nahïèh est composé de quatre à douze membres élus par la population.

Tel est, dans ses lignes générales, le projet de réforme administrative élaboré par la Porte Ottomane, en vertu des engagements pris à Berlin, et modifié, comme on l'a vu, par la commission internationale, qui a donné à la Roumélie orientale ses institutions particulières. Jusqu'ici, la Porte n'a point accepté les modifications de la commission ; celle-ci a dû faire paraître son projet à part, comme une œuvre distincte, séparée, personnelle. Que la Porte s'y soumette plus tard, le résultat sera le même. Les deux projets se valent ; peut-être même celui de la Turquie est-il le moins inefficace des deux. Ni l'un ni l'autre ne prend le mal à la racine et n'indique le moyen de l'extirper. On a raison de dire sans doute que la corruption dans l'empire ottoman n'existe qu'au sommet, que les provinces renferment des éléments très honnêtes avec lesquels on pourrait

constituer un gouvernement et une administration d'une incontestable probité. Mais l'erreur est de croire que cet élément se trouvera parmi les hommes qui composeront les assemblées provinciales, cantonales et communales. Ce n'est pas seulement à Constantinople, c'est dans l'ensemble du pays qu'à partir des caporaux tous les grades civils ou militaires sont profondément corrompus. Je rappelais tout à l'heure qu'il s'était trouvé, parmi les députés du parlement de Midhat-Pacha, des orateurs capables de signaler les désordres de l'administration turque à la face de la Turquie et de l'Europe. Mais ces orateurs appartenaient-ils aux grandes familles provinciales? occupaient-ils, dans la hiérarchie laïque ou religieuse, un rang important? étaient-ils même de gros propriétaires? Non : c'étaient des hommes sortis de la bourgeoisie, de la classe populaire, élevés dans les établissements des missions européennes ou dans les meilleures écoles musulmanes, et que le pouvoir ou la fortune n'avaient point encore gangrenés. Ces hommes-là seront bannis des medjliss ou, si quelques-uns d'entre eux parviennent à y entrer, leur voix se perdra sans écho dans le silence général, à moins qu'on ne prenne soin de l'étouffer par la violence. Il sera facile de se dé-

barrasser d'eux sans bruit. Les élections pour les conseils généraux ou les conseils des nahïèhs ne seront jamais qu'une jonglerie. Les élections pour un parlement central ne seraient pas beaucoup plus sérieuses ; néanmoins, comme on l'a vu une première fois, il suffirait qu'elles laissassent passer un ou deux esprits indépendants pour que le parlement lui-même ne fût pas un simple théâtre où l'on jouerait des parades parlementaires. Il n'y a que deux manières de régénérer une administration orientale : la première et la seule dont le résultat soit certain, est celle qui a été employée en Égypte. Elle consiste à établir une tutelle européenne au centre même de l'administration et du gouvernement. Mais, pour agir en Turquie comme on l'a fait en Égypte, il faudrait que le sultan y consentît, et que toutes les puissances, renonçant à leurs ambitions personnelles, s'unissent sans arrière-pensée afin de travailler au bien d'un pays dont plusieurs d'entre elles convoitent les dépouilles. Il faudrait donc l'impossible. La seconde manière est beaucoup plus chanceuse : peut-être réussirait-elle, peut-être ne réussirait-elle pas, peut-être amènerait-elle une révolution politique au lieu d'une réforme administrative; mais, dans tous les cas, elle

ne resterait pas sans effet. Elle consisterait à essayer de nouveau le régime constitutionnel et parlementaire. J'ai vu des Turcs, fort éclairés et nullement fanatiques, persuadés que l'autorité du sultan, que le prestige du califat, que l'organisation religieuse et politique de la Turquie, ne sauraient résister aux discussions incessantes d'une assemblée indépendante et d'une presse libre. Il ne serait pas surprenant qu'ils eussent raison ; mais que devrait-on en conclure ? Une chose qui résulte de l'étude de la situation de l'empire ottoman, de quelque manière qu'on l'envisage et à quelque point de vue qu'on se place pour l'entreprendre : la Turquie est inguérissable, puisque les seuls remèdes qui pourraient la guérir seraient pour elle pires que le mal dont elle souffre. Sa décadence est irrémédiable ; elle s'effondrera dans une catastrophe violente ou dans une crise lente ; mais elle ne se transformera pas et ne reprendra jamais une nouvelle vie.

III

Si déplorable que soit l'état administratif de l'empire ottoman, ce n'est pourtant pas de là que viendra le mal qui l'emportera. On ne saurait en dire autant de l'état de ses finances. Personne n'ignore que la dernière guerre a été singulièrement favorisée par la banqueroute dont l'Europe entière avait souffert. Sous la fameuse agitation au sujet « des atrocités bulgares », qui a fait oublier durant quelques mois à l'Angleterre ses intérêts les plus évidents et ses traditions les plus constantes, se cachait en réalité le vif mécontentement de créanciers spoliés par une nation sans honneur. La voix de M. Gladstone trouvait encore plus d'écho dans l'esprit irrité des porteurs de la dette ottomane que dans le cœur charitable des philanthropes émus des malheurs, à coup sûr forts cruels, mais nullement nouveaux, des chrétiens de Bulgarie. Et ce n'est point seulement les pertes passées qui causaient une si grande alarme; les pertes à venir, que l'on prévoyait, ajoutaient à l'exaspération publique. Dans un siècle comme

le nôtre, il est impossible que des provinces aussi fécondes que celles de la Turquie, que les contrées les plus fertiles du monde peut-être, continuent à rester en friche par la faute d'un peuple et d'une race sous les pas de laquelle la stérilité s'est toujours répandue. Il en résulte un dommage général, un appauvrissement universel. Les nations européennes sont unies aujourd'hui par des liens commerciaux et industriels tellement serrés, que, dès qu'on les relâche sur un point, tout le monde en souffre. Il faut que celles où l'argent abonde, où l'épargne a créé des ressources disponibles, où l'esprit d'entreprise s'est développé avec la richesse, trouvent chez leurs voisines l'emploi du trop plein de force qui déborde de leurs frontières. Mais le peuvent-elles lorsque les gouvernements auxquels elles se sont fiées trahissent indignement leur confiance, dilapident en folles dépenses les sommes qu'elles leur ont prêtées, les compromettent en spéculations malhonnêtes; puis, quand ces spéculations les ont conduits à la ruine, déclarent tout simplement qu'ils n'ont plus les moyens de payer leurs dettes, qu'à l'impossible nul n'est tenu, et que tout le monde doit se résigner, comme eux, à la nécessité? Certains pays regorgent de capitaux qu'ils ne sau-

raient plus mettre en œuvre dans la limite de leurs territoires. D'autres, à côté d'eux, sont remplis de trésors naturels, qui ne demandent que des capitaux pour surgir du sol et couler de toutes parts. En dépit des efforts d'une politique étroite ou d'un fanatisme odieux pour élever de peuple à peuple d'insurmontables barrières, il est inévitable qu'entre ces deux sortes de pays s'établisse un échange de services dont ils profitent autant les uns que les autres. Mais, si la mauvaise foi, l'oubli de tous les engagements président à ces échanges, comment veut-on que cela ne produise pas tôt ou tard de terribles froissements qui aboutissent à des luttes violentes et à la guerre ?

L'excuse de la Turquie dans sa manière de traiter ses créanciers étrangers, — si l'on peut appeler cela une excuse, — c'est qu'elle ne traite pas autrement ses propres populations. Elle n'a fait qu'une fois banqueroute à l'extérieur; elle fait tous les jours banqueroute à l'intérieur. La douceur orientale, le fatalisme musulman, s'accommodent de procédés financiers qui, en Occident, amèneraient sans nul doute de sanglantes révolutions. Rien ne saurait donner une idée plus exacte de ce que la Turquie peut supporter, je ne

dirai pas sans se plaindre, mais du moins sans protester, que la manière dont le gouvernement turc s'y est pris pour retirer le papier-monnaie qui inondait l'empire et pour arriver à une situation monétaire à peu près bonne. On avait créé, durant la guerre, une telle quantité de caïmés, qu'il en était résulté, on le sait, la plus effroyable dépréciation. Le caïmé n'avait presque plus de valeur, et, naturellement, moins il valait, plus on le multipliait. Le gouvernement, auquel on s'empressait de payer les impôts en caïmés, voyait peu à peu se fondre ses revenus. Dans une situation pareille, tout autre état eût fait un emprunt pour retirer de la circulation une monnaie artificielle aussi profondément avilie. Mais la Turquie ne pouvait pas songer à faire un emprunt ; elle n'aurait jamais trouvé de souscripteurs. Il a donc fallu guérir la plaie en taillant dans le vif, c'est-à-dire refuser de recevoir les caïmés dans les caisses des percepteurs, ce qui équivalait à priver, du jour au lendemain, les détenteurs de caïmés de toute la fortune que ceux-ci représentaient ou qu'ils étaient censés représenter. On a bien mis dans la pratique quelque adoucissement à cette mesure inique, on a bien masqué sous d'apparentes précautions ce vol évident ; mais, au total, la

spoliation a eu lieu, et il est inutile d'exposer ici les déguisements dont on l'a couverte, attendu qu'ils n'ont pas été autre chose que des déguisements. L'opération, je dois le dire, a réussi. Les sujets du sultan sont tellement habitués à souffrir, qu'il leur a paru tout simple, après une guerre désastreuse où leur sang avait coulé à flots, de perdre aussi leur argent. Leur ruine n'était pourtant pas complète. Outre le caïmé, monnaie de papier, il circulait dans l'intérieur de l'empire des monnaies fiduciaires d'argent, le bechlik et l'altilik, dont la valeur légale était : celle du bechlik de 5 piastres 1/2, celle de l'altilik de 6 piastres 1/2. C'était encore là pour le Trésor une cause de pertes continuelles; car les contribuables, comme il fallait s'y attendre, faisaient de grandes provisions de bechliks et d'altiliks pour payer les impôts. Dans certaines contrées de l'empire, en Anatolie et en Syrie par exemple, ces monnaies d'ailleurs étaient presque les seules qui fussent employées à l'usage courant. Il en était de même dans toutes les régions pauvres ou appauvries, lesquelles, hélas ! sont si nombreuses en Turquie. Alléché sans doute par le succès du retrait du caïmé, le gouvernement turc a décrété subitement que le bechlik et l'altilik ne seraient reçus dans

les caisses des percepteurs que pour leur valeur réelle qui était à peu près la moitié de la valeur nominale. On conçoit le résultat. Presque tous les cultivateurs de l'Anatolie, de la Syrie, de l'Arménie, des principales provinces, voyaient d'un seul coup, par l'effet d'un ordre venu de Constantinople, leur fortune réduite de moitié. Et cette fois, on ne se donnait pas la peine de cacher la spoliation ; on ne cherchait à l'adoucir par aucun atermoiement ; on la décrétait avec la plus brutale franchise. Ce qui valait la veille 5 piastres n'en valait plus le lendemain que 2 1/2. Un iradèh impérial avait suffi pour opérer cette transformation désastreuse. *Dura lex, sed lex !* Pour comble de malheur, c'était au mois d'avril, à l'époque où se perçoit une des taxes les plus importantes de l'année, la taxe des moutons, que l'iradèh impérial a paru. J'étais en Syrie, et je me rappelle encore le navrant désespoir des malheureux cultivateurs qui avaient réuni de grandes quantités de bechliks et d'altiliks en vue de leur redevance et qui, la veille même du jour où ils devaient l'acquitter, voyaient fondre dans leurs mains l'argent amassé à cette intention. Partout ailleurs, l'indignation eût amené des révoltes. Malgré la placidité des Orientaux, quelques-uns d'entre eux ont essayé

en effet de se rebeller. Il y a eu de petits désordres en Asie Mineure et sur plusieurs points du littoral de la Syrie ; mais tout s'est calmé bien vite, et les infortunés contribuables se sont remis à l'œuvre pour arracher du sol les nouvelles ressources dont ils avaient besoin. On croit peut-être que c'est fini ! Non ; outre le caïmé, outre le bechlik et l'altilik, la Turquie avait une grosse monnaie de cuivre. Cette monnaie a disparu toute seule à force de pulluler. On en frappait tellement, on en répandait avec une telle profusion, on en versait des flots si pressés sur le marché monétaire, que le jour est venu où elle n'a plus eu aucune valeur. Ce jour-là, elle s'en est allée. Les curieux seuls en possèdent aujourd'hui quelques spécimens qu'ils montrent aux voyageurs, comme un triste document de l'histoire financière de la Turquie contemporaine.

On le voit donc, en trois années à peine, l'empire ottoman a fait trois banqueroutes intérieures par des opérations plus que frauduleuses sur ses monnaies. Aussi possède-t-il aujourd'hui un système monétaire excellent. Le papier a disparu, le cuivre également ; la valeur intrinsèque du bechlik et de l'altilik égale à peu près sa valeur conventionnelle. Mais les populations sont ruinées. J'ai

expliqué plus haut que la province qui devrait être aujourd'hui le cœur même de l'empire, qui est sa dernière ressource, son unique espérance, avait subi depuis la guerre des crises agricoles et industrielles épouvantables; ses produits ont diminué de moitié; son épargne, si elle en avait, a été soumise à la même loi. Tous les malheurs se sont abattus à la fois sur elle. Il faut espérer qu'elle trouvera cette année quelques soulagements à ses infortunes. La récolte sera bonne, et, dans ces contrées merveilleuses de l'Orient, une bonne récolte rachète bien des misères. Cependant l'avenir se présente toujours sous l'aspect le plus sombre. La Turquie n'a rien fait et certainement elle ne fera rien pour remettre quelque ordre dans ses finances. J'ai déjà dit que les agents qu'elle avait appelés d'Allemagne n'avaient aucune autorité, qu'on les consultait à peine, qu'ils étaient d'ailleurs trop peu nombreux pour réformer un système financier qu'il faudrait modifier de fond en comble. Tout récemment encore, un journal de Constantinople, qui, bien qu'officieux, a parfois des lueurs de bon sens, le *Vakit*, déclarait que la Turquie ne se relèverait jamais sans demander à l'Europe des fonctionnaires instruits et honnêtes; il proposait de prendre parmi les Européens tous

les chefs de service et de leur donner une entière liberté d'action. C'était parfait ; mais, même en admettant que les idées du *Vakit* fussent acceptées, elles ne pourraient être appliquées efficacement que si le service des finances en entier était réorganisé d'après des principes tout différents de ceux d'aujourd'hui. On ignore absolument ce que c'est qu'un budget en Turquie. Le gouvernement publie bien, de temps en temps, de magnifiques rapports remplis de belles phrases sur la science financière, de projets séduisants d'économie, de chiffres assez habilement alignés pour produire des apparences d'équilibre ou même d'excédents; mais il suffit de jeter les yeux sur ces œuvres pompeuses pour reconnaître qu'elles ne contiennent aucun renseignement sérieux, aucun calcul exact, qu'elles sont absolument factices et fictives. Elles ressemblent à l'architecture turque, où tout est ornements, festons, astragales, mais où la solidité et la vraie beauté n'existent pas. Ce qu'on décore du nom de budget à Constantinople ferait pitié à nos moindres comptables et a tout juste la valeur d'une circulaire turque sur les projets de réformes et de libertés à accorder aux provinces de l'empire.

Voici comment les choses se passent dans la pra-

tique. Au commencement de l'année, on établit en gros les recettes et les dépenses générales, puis on assigne à chaque ministère la somme qui doit lui revenir en particulier. Cette opération faite, le ministère des finances délivre à chacun des autres ministères une quantité d'assignats, nommés *havalez*, qui correspond à la somme qu'on lui a allouée. Ces havalez sont assurément une des inventions financières les plus originales dont aucun peuple se soit avisé. Tandis que partout ailleurs qu'en Turquie les impôts forment en quelque sorte une masse commune perçue par une administration unique qui verse ensuite aux autres administrations les revenus dont elles ont besoin, en Turquie, tout au contraire, chaque administration a ses impôts spéciaux sur lesquels elle spécule comme une sorte de banque, traitant directement avec les contribuables et les percepteurs. Les havalez ne sont pas autre chose que des bons sur telle ou telle province, sur telle ou telle taxe. Ainsi, par exemple, lorsqu'on fait la distribution des havalez, on décide que le ministère de l'instruction publique aura ceux qui concernent les impôts de la Mésopotamie; le ministère du commerce et des travaux publics ceux qui concernent la taxe des moutons et la dîme d'Anatolie; le ministère de la marine, ceux

qui concernent les produits de la Syrie, et ainsi de suite. Un même ministère reçoit d'ailleurs des havalez qui portent les uns sur un point situé à l'une des extrémités de l'empire, les autres sur un point situé à l'extrémité opposée ; les uns sur un impôt d'une nature, les autres sur un impôt d'une nature toute différente. Outre les moutons et la dîme d'Anatolie, on donnera, je suppose, au ministre des travaux publics, l'impôt personnel de Bagdad. Toute cette distribution se fait sans ordre, sans méthode, au hasard des nécessités qui se produisent. Nanti de ses havalez, chaque ministère a le droit de les faire payer directement, s'il le peut, par les gouverneurs et les percepteurs de province, ou, s'il le trouve préférable, de les négocier et de les vendre à des banquiers qui s'adressent, de leur côté, aux gouverneurs et aux percepteurs de province, et qui tâchent d'obtenir d'eux ce que le ministère n'obtiendrait pas. Comme on n'a aucun égard, dans le partage des havalez, aux commodités individuelles, il peut se faire que tel ministère qui n'a pas ou qui n'a presque pas d'agents en Asie Mineure doive cependant alimenter sa caisse au moyen de revenus provenant de l'Asie Mineure. Que peut-il faire pour se tirer d'embarras, sinon s'adresser aux intermédiaires, lesquels, hélas !

pullulent en Turquie? Il en est de même des fonctionnaires auxquels on donne des havalez comme payement de leurs traitements; car il est fort rare qu'un fonctionnaire soit payé en argent, et il doit s'estimer heureux s'il l'est en havalez. Seulement, ce fonctionnaire habitera Constantinople, et le havalez qu'on lui délivrera portera sur un impôt d'Arménie, ou, réciproquement, il habitera la province et on lui délivrera un havalez sur la capitale. Ira-t-il entreprendre un voyage long et coûteux dans l'espoir problématique de voir son havalez soldé? Non; il le vendra à quelque homme d'affaires qui se chargera d'en toucher le montant. Enfin le système des havalez ne s'applique pas uniquement aux administrations publiques et aux fonctionnaires, il s'applique encore aux banquiers avec lesquels la Porte est en relations continuelles. Veut-elle obtenir d'eux une avance quelconque? Elle leur offre un nombre de havalez qui correspond à la somme qu'elle leur demande, à l'intérêt de cette somme, à la commission qu'elle leur promet. C'est ensuite aux banquiers à tirer parti de leurs havalez en s'adressant aux gouverneurs et aux percepteurs de province pour obtenir qu'ils soient acquittés.

Si j'ai réussi à exposer nettement le régime des

havalez, on voit tout de suite à quelles spéculations, à quelle corruption il donne lieu. C'est le régime des affectations, des revenus-hypothéqués généralisé et étendu à tous les impôts de l'empire. Il n'y a pas à proprement parler en Turquie de Trésor public qui comprenne l'ensemble des recettes du pays et où chacun puise suivant ses besoins et ses droits; il y a une série de ressources spéciales sur lesquelles ministères et particuliers ont des prétentions plus ou moins légitimes, et que tout le monde se dispute avec acharnement. Pas de caisse unique et centrale, mais une quantité de caisses locales n'ayant entre elles aucun lien. La première conséquence de cette décentralisation financière est de donner aux gouverneurs et aux percepteurs de province, aux maîtres des caisses locales, une puissance absolue, sans contrôle. Le gouvernement ne se fait aucun scrupule de jeter sur le marché deux ou trois fois plus de havalez qu'il n'y a réellement de revenus. Une administration a besoin tout à coup d'un crédit imprévu ; soit ! on lui accorde des havalez sur des impôts qui avaient été alloués déjà à une autre administration. La plus habile des deux l'emportera. Des fonctionnaires réclament leur traitement qu'ils n'ont pas touché depuis plusieurs mois, peut-être depuis

plusieurs années; l'abus est si criant qu'on commence à protester en Europe et que des plaintes diplomatiques arrivent de toutes parts; soit encore! voilà des havalez qui ont déjà reçu une autre destination. Chacun s'en tirera comme il pourra. Pressé par une nécessité urgente, le gouvernement s'adresse à des banquiers qui exigent des garanties; soit toujours! En cherchant bien dans le livre des havalez, on trouvera sans nul doute des contributions sur lesquelles pourront porter les garanties exigées. A la vérité, ces contributions sont depuis longtemps grevées de havalez, mais les affaires se font vite. Les banquiers n'auront ni le loisir ni les moyens de s'en assurer; ils prendront leurs havalez, et, quand ils les auront pris, ils sauront mieux que personne par quels procédés ils arriveront à se les faire payer. A certains moments, les havalez subissent une dépréciation formidable, comme une monnaie fiduciaire multipliée outre mesure, ou comme les effets et les billets d'une maison qui n'inspire plus de confiance, car on sait que toutes ses ressources sont obérées. En tout temps, ils sont l'objet d'un commerce et d'un marchandage effrénés. Comme ce sont les gouverneurs et les percepteurs de province qui finissent par les payer ou par les laisser en souf-

france, c'est à eux que s'adresse au bout du compte la multitude innombrable des détenteurs de havalez. Ils ne sauraient satisfaire tout le monde ; ils doivent faire un choix. On comprend quels arguments décident de ce choix. Chaque gouverneur, chaque percepteur est assailli de propositions plus ou moins séduisantes. Le plus offrant l'emporte. Généralement, ce sont les intermédiaires, les banquiers qui montrent le plus de générosité et qui, par suite, se trouvent les mieux récompensés. Dans cette lutte de bakchichs, les petits sont bien vite écrasés. Aussi, comme je l'ai déjà dit, les simples fonctionnaires ou les entrepreneurs ordinaires auxquels on donne un havalez sont-ils obligés de s'en défaire au profit des courtiers, qui le prennent tout au plus pour le quart de sa valeur. Il faut payer un escompte considérable, car le havalez ne sera peut-être soldé que dans plusieurs années ; il faut payer aussi les droits de voyage, car il ne sera soldé qu'à l'autre bout de l'empire ; il faut payer enfin des bakchichs, car il ne sera soldé que moyennant une forte rétribution au defterdâr et au vâli. Terrible opération dans laquelle le montant nominal du havalez disparaît presque totalement ! Qu'on juge du sort d'un malheureux fonction-

naire qui, après avoir attendu de longs mois son traitement, ne reçoit enfin qu'un titre en papier valant une si faible partie de ce qu'on lui doit !

Mais on aurait tort de croire que le système des havalez n'ait pas d'autres inconvénients que ceux que je viens de signaler. Il permet encore un autre genre de fraude qui a été pratiqué avec un cynisme étrange, même pour la Turquie, au moment des difficultés avec la Grèce. J'ai dit que les gouverneurs et les percepteurs de province étaient maîtres de leurs caisses, qu'ils étaient libres de choisir entre les innombrables havalez qu'on leur présentait et qu'ils se déterminaient ordinairement dans leur choix par des motifs auxquels l'intérêt public était tout à fait étranger. Néanmoins, il arrive parfois que le gouvernement se charge de décider lui-même quels havalez seront acquittés, quels autres ne le seront pas. Il ne tient alors aucun compte de la distribution générale faite d'avance à tous les ministères ni des engagements les plus sacrés pris envers les créanciers. C'est ainsi qu'à l'époque où le sultan ne s'était pas encore résigné à faire des concessions à la Grèce, où il nourrissait au contraire le désir d'écraser ce petit peuple si malencontreusement protégé par l'Europe, un iradèh impérial ordonna

tout à coup de verser le montant de tous les havalez sans distinction au seraskiérat, c'est-à-dire au ministère de la guerre. Les autres ministères furent frustrés d'un seul coup. Ne fallait-il pas consacrer intégralement les revenus de l'empire à des préparatifs militaires, qui n'ont servi à rien qu'à enrichir quelques pachas? Mais les ministères n'ont pas été seuls atteints; la Banque ottomane, par exemple, avait reçu, en payement d'une avance faite au Trésor, des havalez sur la taxe des moutons. C'était un engagement précis, formel, un véritable contrat. Qu'importe! il a suffi d'un ordre du sultan pour faire une petite banqueroute particulière, pour enlever à la Banque ottomane le gage qu'on lui avait donné, pour détruire une affectation. C'est ainsi que les choses se passent en Turquie. A quoi sert-il d'avoir entre les mains une promesse solennelle, un papier authentique? Dans ce singulier pays, les promesses ne sont jamais que des promesses, le papier n'est jamais que du papier: autant en emporte le vent qui souffle sans cesse sur le Bosphore et qui ne secoue pas plus fortement les bois dont ses rives sont couvertes que les havalez du ministère des finances!

Il faudrait un volume pour exposer en détail

tous les vices de l'organisation financière de la Turquie, et pour montrer la vanité des projets d'arrangement et de réformes dont on amuse la crédulité de l'Europe. Je n'ai fait qu'effleurer le système des havalez, qui mériterait une étude à part ; je n'entreprendrai même pas d'esquisser le mode de répartition et de perception des impôts. Il n'entre pas non plus dans mon plan de parler de la dette ottomane et du nouvel essai qu'on fait à l'instant même pour donner quelques satisfactions aux créanciers de la Turquie. En supposant que cet essai réussisse, les résultats ne pourront pas en être très brillants[1]. Mais, si peu brillants qu'ils soient, ils resteront à la merci d'un caprice du sultan, toujours maître de retirer du jour au lendemain les affectations qu'il aura promises. Pour être assuré que l'œuvre réformatrice ne sera pas aussitôt détruite qu'inaugurée, on aurait besoin de garanties sérieuses ; et ces garanties, où les trouver ? Beaucoup de personnes, séduites par l'exemple de l'Égypte, proposent d'établir à Constantinople une commission internationale de con-

1. Cet essai a réussi ; mais, comme je le prévoyais, les résultats n'en sont pas très brillants. Néanmoins, la Turquie ayant consenti à céder à ses créanciers l'administration de revenus concédés, ceux-ci ont aujourd'hui un gage sérieux, quoique insuffisant, entre les mains.

trôle qui aurait une sorte de droit de surveillance sur les finances turques. Le congrès de Berlin s'était prononcé virtuellement pour la création de cette commission. « Les puissances représentées au congrès, disait le protocole du 11 juillet, sont d'avis de recommander à la Sublime Porte l'institution à Constantinople d'une commission financière composée d'hommes spéciaux nommés par les gouvernements respectifs, et qui serait chargée d'examiner les réclamations des porteurs de titres de la dette ottomane et de proposer les moyens les plus efficaces pour leur donner la satisfaction compatible avec la situation financière de la Sublime Porte. » Si l'on s'en tient à la lettre de cette recommandation diplomatique, le rôle de la commission se bornerait à faire une loi réglant la dette ottomane, indiquant les réductions d'intérêt à imposer aux créanciers et les revenus qui pourraient être affectés à ces intérêts réduits. Une commission du même genre a parfaitement réussi en Égypte, mais pourquoi ? C'est qu'à côté d'elle figurait un contrôle organisé par la France et par l'Angleterre, contrôle qui avait préparé l'œuvre et qui en a assuré l'exécution. Si l'on s'était borné à édicter un arrangement financier, laissant à l'Égypte le soin de le mettre en pratique ou de le mettre en oubli, il est cer-

tain que c'est à ce dernier parti que l'Égypte se serait arrêtée. Peut-on traiter la Turquie comme on a traité l'Égypte ? Non, et pour plusieurs raisons, dont la principale est qu'un contrôle établi à Constantinople devrait être international, ce qui le rendrait bientôt illusoire ou ce qui provoquerait plus vite encore un conflit violent entre les puissances. Il est déjà bien difficile de maintenir l'accord de la France et de l'Angleterre en Égypte ; chaque jour un nouveau danger le menace, une nouvelle épreuve risque de l'emporter. Mais s'imagine-t-on ce que serait en Turquie un contrôle financier exercé en commun par des nations dont les intérêts sont aussi divergents que ceux de l'Autriche, de la Russie, de l'Italie, de la France, de l'Allemagne et de l'Angleterre, etc. ? Plusieurs de ces puissances sont bien loin de désirer que la situation économique de l'empire ottoman s'éclaircisse ; elles ne comptent pas de porteurs de la dette turque parmi leurs sujets, ou elles en comptent si peu que cela ne les touche en rien. En revanche, elles nourrissent des ambitions politiques que chaque trouble qui se produit en Orient favorise. On peut être sûr qu'elles n'épargneraient rien pour fomenter ces troubles, et que les droits d'ingérence qu'on leur aurait donnés dans les affaires turques ne

leur serviraient qu'à se liguer avec les Turcs afin d'augmenter l'anarchie qui dévore l'empire ottoman.

Le seul moyen qu'on puisse tenter, non pour relever les finances de la Turquie, mais pour arrêter les progrès de la ruine ottomane, est celui dont on a fait avec quelque succès, depuis un an, une première expérience. Les six principales contributions indirectes, le tabac, le sel, la soie, le timbre, le poisson et les spiritueux, ont été données en quelque sorte à ferme aux banquiers de Galata pour le service de la dette que la Porte a contractée envers eux. Un iradèh impérial les a autorisés à organiser eux-mêmes la perception de ces contributions, à en percevoir le produit, à s'attribuer la partie qui leur en revient légitimement, à conserver le reste pour les créanciers consolidés. Une administration spéciale a été créée à cet effet. Confiée à un homme d'intelligence et d'initiative, M. Lang, qui avait acquis à la Banque ottomane une connaissance approfondie des hommes et des choses d'Orient, elle est composée d'un petit nombre d'Européens, mais la majorité des employés est demeurée turque. On a vu là une fois de plus combien la corruption administrative était en Turquie un produit artificiel de la constitution poli-

tique. Dès qu'ils sont régulièrement surveillés et convenablement payés, les Turcs deviennent tout aussi honnêtes dans les transactions publiques qu'ils le sont dans les transactions privées. L'administration des phares, qui est dirigée par un Français, Michel-Pacha, et où les traitements sont acquittés avec ponctualité, ne laisse rien à désirer en fait de probité, quoiqu'elle soit presque uniquement composée d'Orientaux. L'administration des six contributions ressemble déjà à l'administration des phares. Il a fallu sans doute y faire d'abord quelques exécutions ; M. Lang a dû montrer au début une sévérité des plus rigides ; mais, aujourd'hui, le mal est à peu près extirpé ; c'est à peine si de loin en loin on surprend encore quelques employés en faute. Ce qui prouve qu'aucun détournement considérable n'a été commis au préjudice des intérêts généraux, c'est que les six contributions ont donné tous les revenus qu'on en attendait, et au delà. Cette première expérience a si complètement réussi, qu'elle a inspiré un désir général d'en voir tenter de pareilles [1]. Il est à souhaiter en effet

1. Elle va se poursuivre d'une manière plus complète puisque les revenus qu'administrait M. Lang au profit des banquiers de Galata ont été livrés à l'ensemble des créanciers. Il est à souhaiter que le nouveau conseil d'administration n'ait pas moins de succès que l'ancien.

qu'elles se multiplient. Puisque la Porte est incapable de percevoir elle-même ses impôts sans laisser commettre des fraudes qui lui portent le plus grand préjudice, pourquoi ne se résignerait-elle pas à affermer cette perception à des syndicats de banquiers, à des administrations européennes qui lui garantiraient un produit déterminé ? C'est d'ailleurs dans cette voie que paraissent devoir entrer les porteurs de la dette consolidée ; ils ont si bien senti l'avantage du sytème dont profitent les banquiers de Galata, qu'ils cherchent, en ce moment même, à l'appliquer d'accord avec eux et à en tirer un bénéfice commun. Ce serait un premier pas dans une voie que la Porte aurait tout intérêt à parcourir jusqu'au bout. On lui propose de concéder à la Banque ottomane le monopole du tabac ; plus tard, on lui conseillera de concéder les douanes à un autre ou à plusieurs autres établissements financiers. Qui l'empêcherait de concéder également les dîmes ? Elle les afferme bien en détail ; il vaudrait certainement mieux les affermer en gros. Elle a souvent été tentée de confier à la Banque ottomane tous les services financiers d'une province afin de voir quel effet produirait cette expérience ; il est dommage qu'elle n'ait pas cédé à la tentation. Si l'on pouvait enlever au ministre

des finances turc les dépenses aussi bien que les recettes, cela n'en vaudrait que mieux ; mais il est clair qu'il n'y faut pas songer. Ce serait déjà un grand, un heureux résultat que de le réduire au rôle de distributeur des dépenses, toutes les recettes étant prélevées par des administrations européennes séparées, qui verseraient dans sa caisse les revenus qu'elles auraient retirés du pays par des moyens réguliers, sans exercer la pression odieuse et les innombrables dilapidations sous lesquels gémissent en ce moment les contribuables.

Si étrange que puisse paraître un pareil système financier, on conviendra cependant qu'il pourrait s'acclimater aisément dans un pays où le régime des havalez et des affectations spéciales semble en avoir préparé l'essai. Malheureusement il est plus que douteux que le sultan Abdul-Hamid consente jamais à l'appliquer. Il n'a pas touché aux six contributions depuis qu'il les a livrées aux banquiers de Galata; mais l'expérience est trop récente pour être concluante. Au premier danger qui menacera l'empire, Abdul-Hamid n'édictera-t-il pas un iradèh ordonnant à M. Lang de verser au séraskiérat les sommes qu'il perçoit au nom des créanciers? S'il ne l'a pas fait jusqu'ici, c'est qu'il est obligé à bien des ménagements envers les ban-

quiers de Galata. Ayant perdu tout crédit en Europe, c'est seulement auprès d'eux qu'il parvient à contracter quelques emprunts. Ceux-ci, de leur côté, enchantés d'avoir enfin entre les mains un gage véritable et désireux de montrer qu'ils en feraient très bien valoir d'autres si on voulait les leur livrer aussi, n'ont certainement rien épargné pour que la gestion des six contributions eût un plein succès. Attendre d'aussi beaux résultats de toutes les entreprises du même genre qui pourraient être essayées serait sans doute téméraire. Mais ce qui serait plus téméraire encore, ce serait de croire qu'Abdul-Hamid se résignera à aliéner sérieusement à des Européens les revenus de son empire. Qu'il en aliène quelques-uns dans une heure de crise, soit! mais, la crise passée, le fanatisme reprendra ses droits. J'ai montré plus haut que la pensée dominante du sultan actuel était d'opposer l'islamisme au christianisme, d'évincer peu à peu les Européens de son empire, de rendre aux musulmans la terre musulmane. Ce n'est pas au moment où il rêve d'accomplir cette œuvre jusqu'en Afrique, qu'il souscrira bénévolement à une diminution de sa puissance en Europe et en Asie. Comme tous les Orientaux, il ne songe qu'au moment présent, et l'on obtien-

dra de lui de très grandes concessions, chaque fois qu'il s'agira d'un avantage immédiat dont il sentira vivement le besoin; mais, dès que cet avantage sera acquis, il reviendra à son programme étroit, ne se croyant en rien lié par des engagements pris envers des chrétiens. Il ne lui coûtera pas plus de reprendre un groupe de contributions livré à des créanciers européens qu'il ne lui a coûté, au moment de sa lutte avec les Grecs, de reprendre les havalez concédés à la Banque ottomane. Pour l'obliger à respecter ses promesses, il faudrait la force. En dehors de la force, il n'y a rien à attendre de la Turquie.

IV

De quelque manière qu'on envisage la situation de l'empire ottoman, qu'on l'étudie politiquement, administrativement, financièrement ou moralement, on arrive donc à la même conclusion. La régénération totale est impossible; la régénération partielle ne l'est guère moins. Il ne faut pas songer à sauver les finances en laissant périr l'état politique, ou à sauver l'état politique en sacrifiant l'administration. Tout se tient, tout est lié; la

décomposition est générale, irrémédiable. La dernière chance de salut s'est évanouie après la chute d'Abdul-Aziz, le jour où son second successeur, Abdul-Hamid, rompant avec les hommes qui l'avaient placé sur le trône et qui s'étaient efforcés d'inaugurer avec lui une politique nouvelle, a renoué, au contraire, les plus mauvaises traditions de son pays. J'ai parlé sans enthousiasme des projets de Midhat-Pacha; je jugerais Midhat-Pacha lui-même avec sévérité, si le malheur dont il a été victime, et qu'il a supporté avec courage, ne le mettait désormais à l'abri des critiques que sa conduite publique et privée a trop souvent méritées. Mais, en faisant la part de ce qu'il y avait de faux, et surtout de factice, dans son œuvre, on doit reconnaître aussi ce qu'il y avait en elle de juste, de sensé, de fécond. C'est le fanatisme qui perd l'empire ottoman, le fanatisme politique aussi bien que religieux, le fanatisme du pouvoir absolu et de la corruption aussi bien que celui de la foi. Or, Midhat-Pacha avait porté un coup direct à ce fanatisme en proclamant qu'il ne devait plus y avoir en Turquie ni musulmans ni chrétiens, ni Turcs ni Grecs, ni Arméniens ni Syriens, mais seulement des Ottomans. Si les Chambres instituées par lui avaient

duré, elles n'auraient pas permis à Abdul-Hamid de s'emparer de toutes les branches du pouvoir et de l'administration, et de travailler sans cesse, non seulement à maintenir dans l'empire les divisions de races et de religions, mais à les répandre encore dans tout le monde musulman. C'est là le grand péril pour la Turquie, la cause capitale des malheurs qui la menacent. Or tous les prétendus réformateurs qui ont succédé à Midhat-Pacha, loin de supprimer cette cause, comme il avait essayé de le faire, l'ont entretenue, développée, rendue plus dangereuse. Khérédine-Pacha lui-même, le plus remarquable d'entre eux, a obéi à une pensée d'intolérance qui aurait frappé ses projets de stérilité, alors même qu'on lui eût permis de les mettre en pratique. Il voulait bien créer en Turquie des institutions parlementaires et des assemblées administratives, mais à la condition d'en réserver l'entrée aux musulmans. Son but était de donner à ces derniers le sentiment national, qui leur fait absolument défaut, en les initiant à la vie politique. Il ne s'apercevait pas que le sentiment national ne pourrait naître chez eux que par la destruction du fanatisme religieux, et que, tant que celui-ci subsistera, les musulmans ne seront ni Turcs ni Arabes,

ni Tunisiens ni Égyptiens, qu'ils seront uniquement les serviteurs de l'islam et les ennemis des chrétiens.

Après avoir montré combien les ressorts politiques, administratifs et financiers de la Turquie étaient affaiblis, usés, détruits, est-il besoin d'examiner de nouveau le rêve insensé du panislamisme et de prouver qu'un pays dont toutes les ressources matérielles et morales sont aussi profondément atteintes, ne saurait que se perdre en essayant de le réaliser ? Il y a eu depuis quelque temps une détente à Constantinople et à Tripoli. Le sultan a adressé à la France des assurances amicales ; les bateaux de guerre qui partaient pour l'Afrique se sont arrêtés. En même temps, on a fait des propositions alléchantes aux créanciers turcs, et les journaux de Stamboul se sont mis à prêcher le progrès, la liberté, l'accord avec l'Europe. Se laisser prendre à de telles apparences serait enfantin. Si les bateaux restent dans le Bosphore, les émissaires du sultan continuent à affluer en Afrique, la guerre sainte est prêchée partout, les espérances de l'islam sont plus orgueilleuses que jamais. On n'a pas besoin d'avoir une connaissance très approfondie du caractère turc pour juger à leur vraie valeur la portée des manifestations politiques au moyen

desquelles on essaye d'endormir l'attention de l'Europe sur les menées et les manœuvres du panislamisme. Un peu de clairvoyance et de bon sens suffisent. Si la France, uniquement absorbée par sa politique intérieure et par ses querelles intestines, détourne les yeux de l'Afrique et de l'Orient, elle se préparera de cruelles surprises, et peut-être payera-t-elle très cher l'inertie malheureuse qu'elle persiste à apporter dans les questions extérieures. Par elle-même, la Turquie n'est pas dangereuse; mais si faible, si mortellement atteinte qu'elle soit, son agonie risque d'être fatale aux puissances qui n'auront pas su la prévoir et s'y préparer. M. Thiers répétait souvent: « La Turquie peut mourir, mais son cadavre empestera l'Europe durant cinquante ans. » Rien de plus vrai. La Turquie n'est pas encore morte; mais ses convulsions dernières ne sont pas moins dangereuses que ne le serait l'infection de son cadavre. En réveillant partout le fanatisme musulman, en s'imposant la tâche de l'exciter coûte que coûte contre les nations chrétiennes, elle s'épuise elle-même sans doute, elle marche au suicide; mais elle provoque des crises où elle ne sera pas seule atteinte et dont beaucoup d'autres souffriront avec elle, sinon autant qu'elle.

Je ne voudrais pourtant pas pousser trop loin le pessimisme, ni sonner le glas funèbre de la Turquie, comme on l'a fait si souvent, alors qu'elle a peut-être devant elle de longues années de vie. Dieu me garde de prédire sa fin prochaine ! Trop de prédictions du même genre ont été démenties depuis deux siècles Je me borne à dire que sa régénération est impossible. Si elle continue à vivre, ce sera de sa vie actuelle. Elle sera ce qu'elle est ; elle ne sera jamais autre chose. Ses qualités même l'empêcheront de se relever. On loue sans cesse, et avec raison, la résignation étonnante, le courage tranquille, la douceur merveilleuse des Turcs. Mais ces vertus, si admirables qu'elles soient, feront la perte de la race et de l'empire. Comment veut-on qu'un gouvernement aussi détestable que celui du sultan se modifie tant que les sujets d'Abdul-Hamid le supporteront sans se plaindre, sans protester, presque sans gémir ? On a dit que les peuples avaient les gouvernements qu'ils méritaient ; c'est une vérité qui demanderait à être expliquée : parfois les vices des gouvernements tiennent au trop bon caractère des gouvernés. Quand les premiers n'ont aucune peur des seconds, quand ils savent qu'ils peuvent tout se permettre, bien sûrs qu'on ne leur demandera

compte de rien, ils ne gardent aucune retenue et se lancent sans hésiter dans les plus épouvantables excès. La crainte d'une révolution est quelquefois la meilleure des garanties politiques. J'ai rencontré beaucoup d'observateurs éclairés qui avaient perdu toute confiance dans le salut de la Turquie en voyant avec quel fatalisme les Turcs s'étaient résignés aux malheurs dont la dernière guerre a été suivie. Tant que la guerre a duré, une panique terrible régnait à Constantinople. La ville était sans cesse remplie d'irréguliers aux mines féroces, d'affreux bachi-bouzouks, de bandits de toute sorte dont l'aspect seul répandait dans les âmes une profonde terreur. Grisées par la lutte, ces bandes indisciplinées proféraient les plus sauvages menaces. Leur nombre était si grand, leur férocité paraissait si dangereuse, que tout le monde s'attendait, après la défaite, à une révolution contre le sultan et au massacre général des chrétiens. Les ambassades avaient déjà pris leurs précautions pour sauver leurs nationaux. Les hommes qui connaissaient ou qui croyaient le mieux connaître l'Orient annonçaient une catastrophe effroyable. Songez que ces volontaires étaient arrivés d'Asie par milliers, qu'ils avaient supporté avec un héroïsme sublime la campagne la plus dure, qu'ils

avaient touché du doigt la victoire et qu'ils ne l'avaient perdue que par l'incapacité de leurs généraux et les folies du palais ! Songez encore qu'on n'avait ni argent ni vivres à leur donner, qu'il fallait les licencier sans la moindre indemnité, qu'on ne pouvait même pas les rapatrier dans leurs provinces et qu'en y rentrant d'ailleurs ils n'y auraient trouvé que la famine ! Comment ne pas croire à de sanglantes représailles ? Eh bien ! à peine le traité de San-Stefano était-il signé que les soldats et les officiers russes se sont mis à se promener en vainqueurs dans les rues de Constantinople au milieu de ces irréguliers musulmans d'un aspect si farouche : pas un n'a été, je ne dis pas assassiné, mais même insulté ! L'auteur de la guerre, l'ennemi juré de la Turquie, le général Ignatief, n'a pris aucune précaution pour venir narguer de près les vaincus : jamais il n'a été l'objet d'un outrage ou d'une menace. Il a pu circuler en calèche découverte à travers les bachi-bouzouks humiliés et résignés. La démobilisation s'est faite de la manière la plus simple. Ces soldats dont on attendait tant de révoltes se sont laissé désarmer sans mot dire ; ils n'ont pas songé un instant à se venger de leurs malheurs sur les chrétiens ou sur les autorités turques ; encore moins ont-ils songé à réclamer

une solde qu'on n'avait pas le moyen de leur donner ; ils ont disparu, ils se sont fondus en quelque sorte dans le plus complet silence, et, si l'on n'avait pas trouvé sans cesse dans la campagne et dans les rues de Constantinople des cadavres d'infortunés morts de faim, personne n'aurait su ce qu'ils étaient devenus.

Un peuple qui se laisse ainsi écraser par la fatalité est incapable de ces élans subits vers la vie où les moribonds trouvent parfois le salut. Ce qui s'est passé à Constantinople à la suite de la guerre, cette muette dispersion d'une armée qu'on disait arrivée au paroxysme du fanatisme et de la colère, cette inconcevable douceur d'hommes qui présentaient l'aspect extérieur de bêtes féroces, n'est d'ailleurs qu'un des symptômes de l'état normal de la Turquie contemporaine. Pendant plusieurs années, la misère a été si profonde dans tout l'empire, qu'on s'étonne qu'elle n'ait amené aucun trouble. Ce n'est pas seulement à Constantinople qu'on mourait de faim dans les rues. A Smyrne, à Damas, dans toutes les villes, dans tous les villages, la même chose se produisait. Le gouvernement ne faisait aucun effort pour soulager la souffrance générale. Il n'était pas rare, à ce qu'on a raconté dans l'année qui a suivi la guerre, de rencontrer

des malheureux qui vous demandaient un morceau de pain pour ne pas mourir de faim; si on leur refusait ou si on passait sans leur répondre, ils ne vous adressaient aucun reproche, ils ne poussaient contre vous aucune imprécation, ils tombaient lourdement, comme des masses inertes. C'est ainsi que le peuple tout entier agissait envers le gouvernement et la classe dirigeante; tandis que le palais insultait par ses dilapidations à la misère générale, personne n'essayait de se révolter contre tant d'inhumanité. On ne saurait croire jusqu'où les Turcs poussent la dureté du cœur. Des milliers de réfugiés musulmans qui avaient fui la domination russe sont morts, à quelques heures de Constantinople, sur la côte d'Asie, sans qu'un seul ministre, un seul pacha, un seul membre de la société turque ait fait le moindre effort pour les sauver. Que dis-je? quand les chrétiens organisaient des quêtes et des loteries afin de leur venir en aide, le gouvernement s'y opposait de son mieux, irrité de voir des infidèles arracher de vrais croyants à la mort. Cette étrange insensibilité, transportée dans le domaine politique, devient la plus fatale inertie. J'ai exposé avec quelle résignation les populations de la Turquie ont subi, outre la guerre, outre la famine, toutes les ban-

queroutes qu'il a plu au sultan de leur infliger. Assurément si elles s'étaient insurgées, si elles avaient menacé de se venger d'un pouvoir inique et spoliateur, on se serait arrêté tout de suite dans la voie déplorable où l'on s'engageait. Il ne faut pas trop faire de révolutions, mais il faut être capable d'en faire pour avoir un gouvernement qui ne les rende pas nécessaires.

Ce serait donc une erreur de croire que les vertus des Turcs serviront à leur salut politique; c'est au contraire par ces vertus qu'ils se perdront. S'ils portaient dans la vie civile quelque peu de l'héroïsme qui les distingue sur les champs de bataille, ils ne permettraient pas à ceux qui les exploitent sous prétexte de les gouverner de les conduire à l'abîme; mais ils y sont aussi débiles qu'ils sont impétueux dans les combats. La Turquie ni se relèvera ni ne périra par des agitations intérieures. C'est du dehors que lui viendra le salut ou la ruine. Le salut, depuis le traité de Berlin, est devenu de moins en moins probable. La Turquie jusque-là n'avait qu'un ennemi, la Russie, qui lui enlevait peu à peu les lambeaux de son territoire et qui s'avançait graduellement sur sa capitale. Le traité de Berlin lui a donné un second ennemi, l'Autriche-Hongrie, qui, après avoir hésité quelque

temps pour savoir s'il fallait marcher sur Salonique ou sur Constantinople, paraît être persuadée désormais que Salonique n'a qu'une importance secondaire et que c'est vers Constantinople que doivent tendre aussi ses efforts. Si, dans le partage de l'empire ottoman, la Russie obtenait Constantinople, tandis que l'Autriche-Hongrie ne recevait que Salonique en échange, le lot de la première, il faut le reconnaître, serait tellement supérieur à celui de la seconde, que toutes les populations slaves de l'empire austro-hongrois, séduites par le mirage du panslavisme, éprouveraient une invincible tentation de se détacher de la dynastie des Habsbourg et d'aller se mettre sous le sceptre d'une dynastie régnant à la fois sur la Baltique, sur la mer Noire, sur le Bosphore et sur la mer Égée. L'Autriche-Hongrie trouverait-elle du moins dans Salonique des avantages commerciaux assez grands pour décider ses populations slaves à abandonner l'espoir d'une union politique avec la Russie? Assurément non. L'importance de Salonique a été surfaite. Même lorsqu'elle sera reliée à la Serbie par une ligne de chemins de fer, ce ne sera qu'une des routes secondaires du commerce oriental. Les marchandises arrivant des Indes par le canal de Suez à destination de France, d'Italie,

d'Angleterre et d'une partie de l'Allemagne iront tout droit à Marseille, à Brindisi et à Trieste. La ligne de Salonique ne desservira que quelques provinces de la Turquie et de l'Autriche. La vraie ligne du commerce universel, celle qui passera par Philippopoli, Bucharest, Pesth et Vienne, pour aboutir au centre de l'Europe, partira toujours de Constantinople. Ajoutez que l'Anatolie, que l'Asie Mineure tout entière, avec ses inépuisables richesses, est située en face de Constantinople et que la ligne de l'Euphrate et du golfe Persique, lorsqu'elle sera créée, viendra déboucher bien près des Dardanelles. Si elle renonce, comme tout semble le faire supposer, à un retour d'influence en Allemagne pour disputer à la Russie la direction des Slaves orientaux, l'Autriche-Hongrie pourrait-elle donc se contenter d'une part médiocre et livrer à sa rivale la position commerciale, politique et militaire qui commande l'Orient tout entier et sert de clef à l'Occident? L'Autriche-Hongrie et la Russie sont lancées dans la même direction avec une telle vitesse, qu'on peut craindre sans cesse que le choc ne se produise trop tôt entre elles deux. Lorsqu'on étudie avec soin leur situation respective, il est impossible de ne pas la comparer à celle de la France et de l'Allemagne avant la guerre de

1870-1871 et de ne pas se rappeler les terribles et prophétiques avertissements de Prévost-Paradol : « Jamais, disait-il, depuis que le monde existe, l'ascendant ou, si l'on veut, la principale influence sur les affaires humaines n'a passé d'un État à l'autre sans une lutte suprême qui établit, pour un temps plus ou moins long, le droit du vainqueur au respect de tous. Tant que ce choc n'a pas eu lieu, tout le monde sent instinctivement que rien n'est décidé, et toute prétention à une grandeur ancienne comme toute assertion d'une grandeur nouvelle sont provisoires. Certes, tout philosophe doit gémir de cet état de choses; mais il existe, il est aussi ancien que le monde, il a ses fondements dans la nature humaine et dans la manière d'être des sociétés politiques, et rien n'autorise à croire qu'il soit sur le point de changer... La France et la Prusse (on devrait dire aujourd'hui la Russie et l'Autriche-Hongrie) ont été de loin lancées pour ainsi dire l'une contre l'autre à peu près comme deux convois de nos chemins de fer qui, partant de points opposés et éloignés, seraient placés sur la même voie par une erreur funeste. Après de longs détours, moins longs pourtant qu'on ne pensait, ces deux trains sont en vue l'un de l'autre. Hélas ! ils ne sont pas seulement chargés de ri-

chesses; bien des cœurs y battent qui ne sont animés d'aucune colère et qui ne sentent que la douceur de vivre. Combien le sang qui va couler coûtera-t-il de larmes ! Personne ne veut ce choc terrible; on s'écrie, on s'empresse, la vapeur est renversée, les freins grincent à se briser; effort inutile, l'impulsion vient de trop loin; il faut qu'un immense holocauste soit offert à la folie humaine malheureusement armée de la toute-puissance [1]. »

1. *La France nouvelle.*

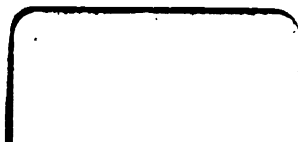
FIN

TABLE

Tours. — Imp. E. Mazereau.

12






3 2044 018 181 768